TRAIT D'UNION ENTRE LA FRANCE-ET-ISRAËL

REPRÉSENTER ET DÉFENDRE LES FRANÇAIS D'ISRAËL	ACCOMPAGNER ET INFORMER LA COMMUNAUTÉ	FÉDÉRER, VALORISER ET PROMOUVOIR LES INITIATIVES FRANCO-ISRAÉLIENNES

UFE ISRAËL

Votre magazine

Édition spéciale



Élections législatives israéliennes 2026

Arié Abitbol · Tamar Abessira · Guillaume Bensoussan · David Castro · Benjamin Chaltiel · Véronique Dahan · Laly Derai · Shani Doizon · Claude Grundman-Brightman · Patricia Hassoun · Binyamin Lachkar · Frank Melloul · Aviva Moryoussef Benainous · Nathalie Nagar · Shanna Orlik · Olivier Rafowicz · Éliane Setbon Lezmy · Myriam Shermer · Danielle Taïeb · Yossi Taïeb

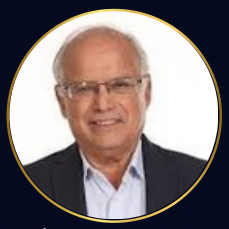
ACCUEIL | ENTRAIDE | CONVIVIALITÉ | RAYONNEMENT

NE PEUT ÊTRE VENDU

ufe REPRESENTATION D'ISRAEL

UNION DES FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

ÉQUIPE UFE-ISRAËL



GÉRARD POMPER
PRÉSIDENT



CLAUDE OLIEL
VICE-PRÉSIDENT



JONATHAN SIMON SELEM
VICE-PRÉSIDENT



DAVID CASTRO
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL



ANDRÉ DAN
UFE JÉRUSALEM



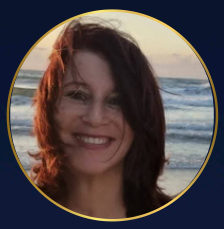
AVIVA MORYOUSSEF B.
AFFAIRES PUBLIQUES



CLAUDE LALOUM
UFE BEER SHEVA



COLETTE LEINMAN
ART



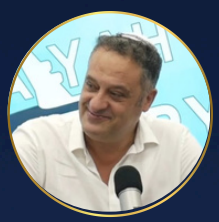
NATHALIE DIAN
EMPLOI



ANNIE RAYSKI
CULTURE



RACHEL CHAUDREY
UFE GALILÉE



CHARLY ABETTAN
UFE ASHDOD



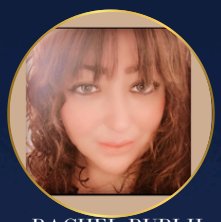
PATRICIA HASSOUN
INTÉGRATION



GUILLAUME HASSOUN
HIGH-TECH



MORDEHAÏ CAPPA
PUBLICITÉ



RACHEL BUBLIL
ÉVENEMENTIEL

@UFE_Israel

@UFE_ISRAEL_OFFICIEL

UFE Israël Officiel

WWW.UFE.ORG

RECEVOIR LE MAGAZINE/REJOINDRE L'UFE : INFO@UFE-ISRAEL.COM
ENCART PUBLICITAIRE : PUBLICITE@UFE-ISRAEL.COM

SOMMAIRE

Édito P.4

- Gérard Pomper - Président

Consultation citoyenne P.8

Regards & analyses P.15

- Frank Melloul - La Bascule
- Nathalie Nagar - Les journalistes se cachent pour pleurer
- Myriam Shermer - Knesset 2026
- Claude Grundman-Brightman - NAC

Candidats aux élections législatives P.28

- Olivier Rafowicz - Israël Beiteinou
- Laly Derai - Amkha Israël
- Yossi Taïeb, Shass
- Éliane Setbon Lezmy - Hakalkalit
- Shanna Orlik - Hademocratim

Porte parole

- Tamar Abessira - Likoud
- Binyamin Lachkar - Beyachad

Acteurs de l'Alya et de l'intégration P.63

- Arié Abitbol - Directeur ofek israeliAncien directeur Agence Juive
- Patricia Hassoun - Dor Hadash

Représentants locaux P.71

- David Castro - Petah-Tikva
- Aviva Moryoussef Benainous - Herzliya
- Danielle Taïeb - Ashdod

Conseillers des Français de l'étranger P.85

- Benjamin Chaltiel - Reconquête
- Véronique Dahan - Les Patriotes
- Shani Doizon - Rassemblement National

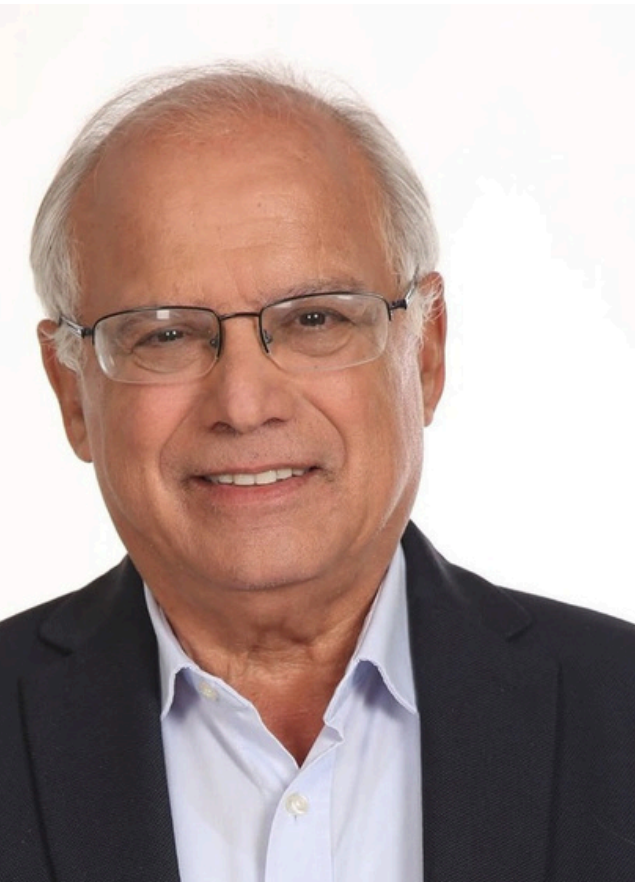
Responsable de Reconquête pour la 8e circonscription

- Guillaume Bensoussan - Reconquête

Directeur de la publication : Gérard Pomper
Rédacteur en chef : David Castro
Directeur de création : David Castro
Relecture / Correction : Annie Rayski
Publicité : Mordehaï Cappa



GÉRARD POMPER



Chers amis,
chers compatriotes,

Au nom de l'UFE-Israël et en votre nom à tous, je tiens tout d'abord à souhaiter la bienvenue à nos nouveaux représentants: **S.E.M Christophe Parisot**, ambassadeur désigné de France en Israël, et **Monsieur Cédric Peltier**, consul général de France à Tel-Aviv.

Nous leur souhaitons pleine réussite dans leurs fonctions respectives. Ils peuvent compter sur notre engagement pour leur faire découvrir notre formidable communauté et œuvrer ensemble au développement des relations franco-israéliennes, au rayonnement de la culture française et à la promotion de la francophonie.

Dès nos premiers échanges, nous avons pu apprécier leur écoute, leur disponibilité et leur volonté de coopérer avec nous afin de répondre aux attentes de nos compatriotes.

Nous ne pouvons ignorer les difficultés qui caractérisent actuellement les relations entre nos deux pays. Dans ce contexte, notre communauté a un rôle essentiel à jouer dans les domaines culturel, éducatif et social, notamment pour l'enseignement du français et le développement des actions de solidarité.

La population francophone représente, quant à elle, entre 6 et 8 % de la population du pays. C'est une communauté importante, qui contribue pleinement à la richesse et à la diversité de la société israélienne, tout en conservant des liens étroits avec la France. Je voudrais également rappeler la vocation de l'UFE-Israël. Association apolitique, elle repose sur trois principes essentiels : la représentativité, la solidarité et la convivialité. Notre mission est d'accompagner nos compatriotes, de les informer, de favoriser les échanges et de renforcer les liens au sein de notre communauté, sans prendre position dans les débats partisans.

>>>

Une particularité mérite d'être soulignée : près de 90 % des 250 000 Français établis en Israël possèdent également la nationalité israélienne. Ils sont donc pleinement acteurs de la société israélienne et concernés par ses échéances électorales. Sans intervenir dans les choix politiques de chacun, notre rôle est de vous aider à mieux comprendre les réalités qui nous entourent, à décrypter les enjeux et à disposer d'informations utiles. Nous souhaitons également donner la parole aux différents représentants de la communauté francophone, afin qu'ils puissent partager leurs expériences et contribuer à une meilleure compréhension des défis auxquels nous sommes confrontés.

C'est aussi dans cette perspective que nous devons pleinement assumer notre rôle de lobby : faire entendre notre voix, défendre nos intérêts et participer activement au débat public. Il s'agit de dialoguer avec les décideurs, de mieux faire connaître nos spécificités et de contribuer à l'émergence de solutions concrètes. L'histoire nous montre que cette mobilisation peut porter ses fruits. Nous avons notamment compté quatre députés français ou francophones élus à la Knesset, un maire d'une grande ville, des responsables de l'administration et de nombreux conseillers municipaux.

C'est dans cet esprit que je tiens à saluer l'initiative de notre rédacteur en chef et secrétaire général, **Maître David Castro,** qui a recueilli les avis de personnalités de notre communauté et vous a donné la parole à travers une consultation citoyenne consacrée à vos attentes et à vos préoccupations.

Je vous invite à en découvrir les résultats. Ils mettent en lumière plusieurs enjeux majeurs : la situation sociale, l'intégration et l'éducation de nos enfants. Ces préoccupations doivent être entendues par les futurs élus et se traduire par des engagements concrets, au-delà des simples promesses. Pour être entendue et efficace, notre communauté doit savoir se mobiliser, dialoguer avec les décideurs et porter des propositions claires. C'est également la vocation de notre publication : informer, favoriser l'expression des différentes sensibilités de notre communauté et éclairer les enjeux qui concernent notre avenir.

C'est dans cet esprit de dialogue, d'ouverture et de solidarité que nous poursuivrons notre engagement au service de nos compatriotes, avec une ambition claire : faire de notre communauté une force de proposition, de dialogue et d'influence.

Je vous souhaite une bonne lecture.



Gérard Pomper

PRÉSIDENT UFE-ISRAËL
ADMINISTRATEUR UFE MONDE

AVIS AUX LECTEURS

La parole à la communauté française d'Israël

À l'occasion des élections législatives israéliennes du 27 octobre prochain, UFE Israël – Votre magazine a souhaité consacrer un numéro spécial à celles et ceux qui participent au débat démocratique et contribuent à l'avenir de notre pays.

Nous avons fait le choix de donner la parole à une pluralité de voix : aux Français installés en Israël, aux candidats engagés dans cette élection, aux porte-parole francophones, aux acteurs de terrain, aux journalistes et aux auteurs. Des femmes et des hommes aux parcours, aux sensibilités et aux engagements différents, mais qui partagent un lien avec Israël et une volonté de faire entendre la voix de la communauté française.

Toutes les personnes sollicitées n'ont pas répondu favorablement à notre invitation. Nous respectons leur décision, car nous sommes attachés à la liberté de chacun de s'exprimer, comme à celle de ne pas le faire.
À celles et ceux qui ont accepté de participer, nous adressons nos sincères remerciements. Par leurs témoignages, leurs analyses et leurs contributions, ils permettent de faire émerger les préoccupations de notre communauté, d'en éclairer les enjeux et d'en illustrer la diversité.

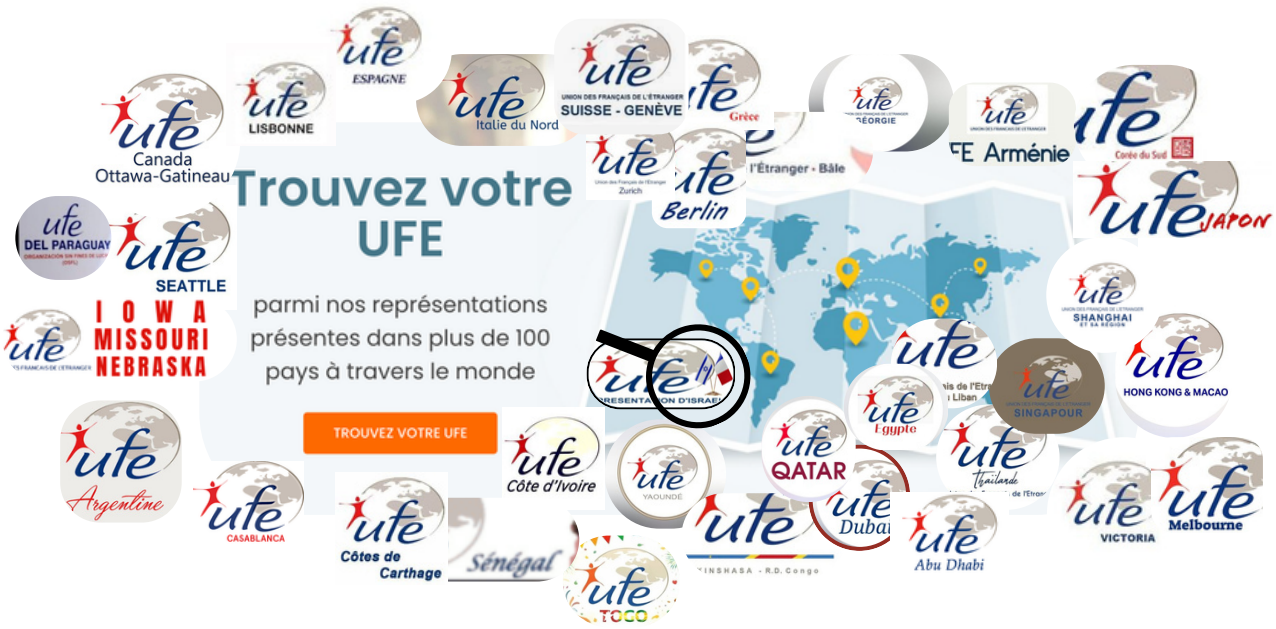
Donner la parole, faire dialoguer les idées et valoriser les engagements : telle est notre volonté à travers ce numéro spécial.

Nous vous souhaitons une excellente lecture.

L'ÉQUIPE UFE ISRAEL

Présente sur les cinq continents, l'UFE est un réseau international unique qui assure aux Français de l'étranger une représentation et un soutien constants, défend leurs intérêts et leur apporte soutien et entraide dans leur vie quotidienne.

Au-delà de l'accompagnement, elle incarne un vecteur de transmission,
permettant de faire rayonner la culture et les valeurs françaises à travers le monde.



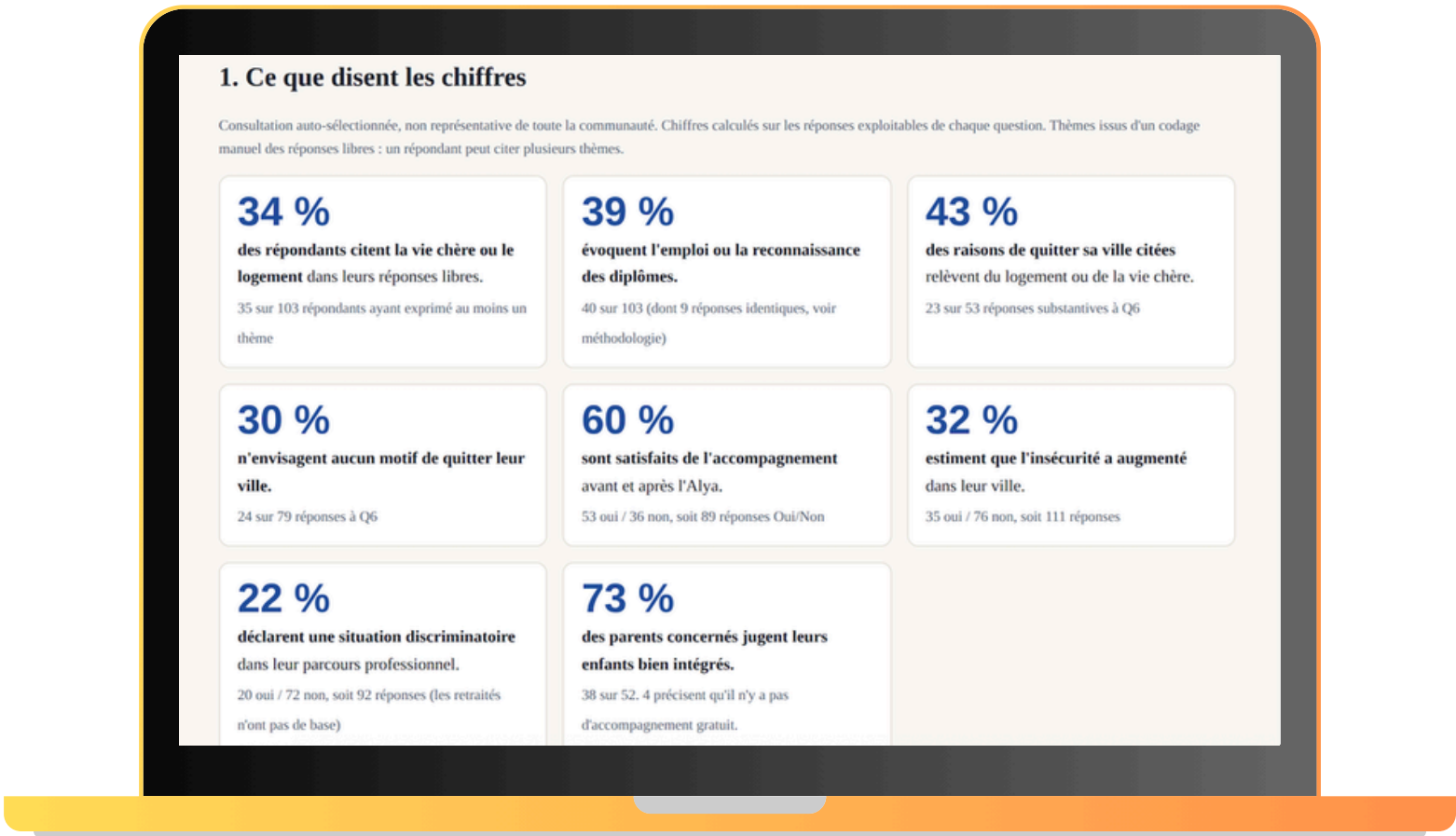


CONSULTATION CITOYENNE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE EN ISRAËL - ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ISRAÉLIENNES 27 OCTOBRE 2026

À L'APPROCHE DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ISRAÉLIENNES, NOUS AVONS SÉLECTIONNÉ LES TÉMOIGNAGES DE 120 FRANÇAIS INSTALLÉS EN ISRAËL, QUI NOUS ONT FAIT PART DE LEURS ATTENTES ET DE LEURS PRÉOCCUPATIONS, NOTAMMENT QUANT AUX MESURES QU'ILS SOUHAITENT VOIR LE PROCHAIN GOUVERNEMENT ADOPTER EN FAVEUR DES OLIM DE FRANCE ET DE LEUR INTÉGRATION EN ISRAËL.

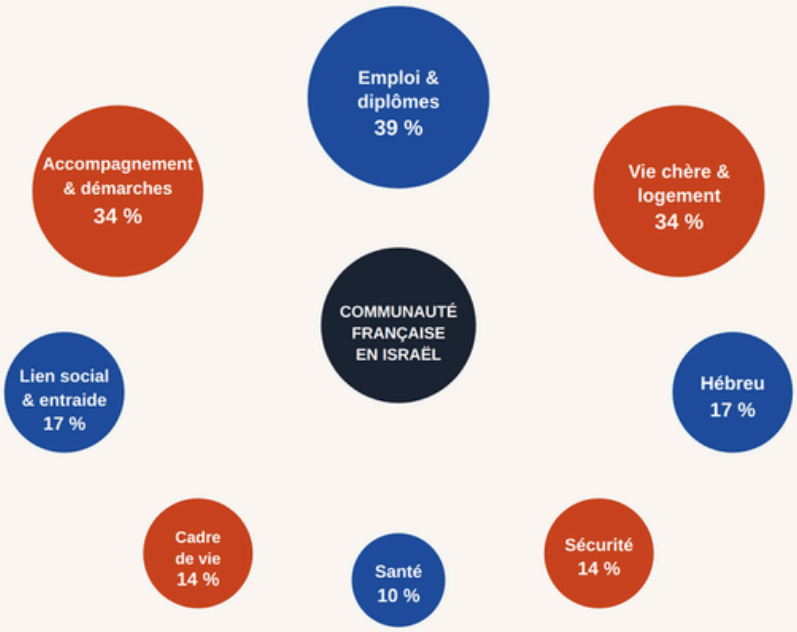
« VOTRE VOIX COMPTE »

Voici un état des lieux concret de l'intégration des Français installés en Israël, de leurs difficultés quotidiennes et de leurs attentes pour l'avenir. Emploi, maîtrise de l'hébreu, logement, accompagnement administratif : les témoignages recueillis dessinent une cartographie précise des priorités exprimées par les participants. À travers ce dossier, l'UFE Israël donne la parole à celles et ceux qui vivent ces réalités au quotidien, afin de mieux comprendre leurs préoccupations.



2. Thèmes récurrents dans les réponses

Taille des bulles proportionnelle à la part des 103 répondants ayant cité le thème. Lecture qualitative, non un classement de priorités.



3. Les grandes préoccupations

Vie chère & logement

Chiffres : 35 répondants sur 103 (34 %). Premier motif cité pour quitter sa ville (23 sur 53, 43 %).

Ressort : loyers, prix de l'immobilier, arnona, pouvoir d'achat, salaires jugés insuffisants.

Demandes : logements sociaux, priorité aux olim, plafonnement des loyers, plus de concurrence.

Emploi & reconnaissance des compétences

Chiffres : 27 réponses sur 73 à Q5 (37 %) ; 10 demandent une meilleure reconnaissance des diplômes.

Ressort : examens à repasser, postes en dessous des qualifications.

Demandes : équivalences, stages, salons de l'emploi en français, mentors, contrôle de la discrimination à l'embauche.

Hébreu

Chiffres : 17 réponses sur 73 à Q5 (23 %).

Ressort : l'oulpan s'arrête trop tôt ; besoin de parler « dans la rue ».

Demandes : niveaux avancés, oulpan de conversation, oulpan pour francophones.

Accompagnement & administration

Chiffres : 60 % de satisfaits (53/89). 19 réponses sur 73 à Q5 (26 %) portent sur l'aide aux démarches.

Ressort : sentiment d'être « seul » après l'arrivée ; barrière de la langue dans les administrations.

Demandes : francophones aux guichets, option français au téléphone, parrainage des olim.

Sécurité & cadre de vie

Chiffres : 32 % estiment l'insécurité en hausse (35/111) ; 14 répondants citent la sécurité, 14 le cadre de vie.

Ressort : guerre, délinquance ; propreté, transports, bruit, offre culturelle.

Demandes : peu de propositions précises.

École & famille

Chiffres : 73 % des parents jugent leurs enfants bien intégrés (38/52) ; 56 % trouvent le système scolaire clairement présenté (37/66).

Ressort : cours particuliers payants, périscolaire complet, téléphones à l'école.

Demandes : accompagnement gratuit, périscolaire de qualité.

Nuances. Les avis sont partagés sur les structures d'accueil (48 oui, 56 non). Certains anciens olim jugent l'accompagnement d'hier absent, tout en constatant une amélioration. Thèmes minoritaires mais notables : antisémitisme et situation en France (6), place de la religion et cohabitation (5), retraite et démarches avec la France (7). *Effectifs trop faibles pour être quantifiés.*

4. Les voix de la communauté

ALYA — Participant à la consultation

« Avant de venir, on m'avait averti que c'est un pays qui avale ses habitants, notamment financièrement. Au final, je n'ai jamais eu autant que depuis que je suis en Israël. »

ALYA & LOGEMENT — Participant à la consultation

« Excellent accompagnement et accueil par les structures de la ville et du gouvernement. Les prix des loyers restent exorbitants, cela constitue un frein pour l'Alyah. »

EMPLOI & DIPLÔMES — Participant à la consultation

« Une meilleure reconnaissance des diplômes français pour éviter de devoir passer des examens en Israël pour exercer. »

LOGEMENT — Participant à la consultation

« Pas assez de logements sociaux, voire pas du tout, c'est pas croyable. »

HÉBREU — Participant à la consultation

« L'apprentissage de l'hébreu doit être facilité, même après le premier oulpan. À Netanya, il n'y a pas d'oulpan de haut niveau. »

ADMINISTRATION — Participant à la consultation

« Toutes les plateformes téléphoniques répondent avec un disque en quatre langues : hébreu, russe, arabe, anglais. Il est impératif de prévoir le français. »

ACCOMPAGNEMENT — Participant à la consultation

« Nous sommes livrés à nous-mêmes. Il faudrait obligatoirement une personne qui parraine la famille du olé hadach pendant 10 ans. »

ÉDUCATION — Participant à la consultation

« Il n'y a pas d'accompagnement gratuit. Il faut leur donner plein de cours particuliers pour espérer qu'ils ne régressent pas. »

NON-OLIM — Participant à la consultation

« Il est très difficile d'obtenir de l'aide quand on n'est pas dans le cadre d'une alyah officielle car beaucoup d'aides y sont conditionnées. »

RETRAITÉS — Participant à la consultation

« Mettre en place un système supprimant la nécessité de fournir un certificat de vie annuellement. Difficultés en raison de notre âge avancé. »

LIEN SOCIAL — texte soumis à l'identique par 10 participants

« Il n'y a pas d'entraide dans la communauté française, comme c'est le cas des autres communautés. Beaucoup d'entre-soi. »

ATTACHEMENT — Participant à la consultation

« Après 26 ans passés en Israël, je suis pleinement satisfait. La vie est belle. »

5. De la préoccupation à la proposition

PROBLÈME	CONSÉQUENCE	PROPOSITION DES PARTICIPANTS
Reconnaissance des diplômes difficile	Examens à repasser, poste sous-qualifié	Simplifier et accélérer les équivalences
Oulpan insuffisant après le premier niveau	Difficulté à parler au quotidien	Niveaux avancés, oulpan de conversation
Loyers et prix élevés	Frein à l'Alya, envie de changer de ville	Logements sociaux, concurrence, plafonnement
Barrière de la langue dans les administrations	Démarches bloquées	Francophones aux guichets, option français
Peu de contacts locaux	Sentiment d'être livré à soi-même	Parrainage, mentors, réseau d'olim anciens

6. Ce que les participants proposent

Propositions formulées par les participants, non par l'UFE. Elles sont le plus souvent isolées.

Emploi

- Équivalences plus rapides
- Stages avec promesse d'embauche
- Salons de l'emploi en français
- Mentors en entreprise
- Contrôle de la discrimination à l'embauche

Logement & vie chère

- Logements sociaux, priorité aux olim
- Plafonnement des hausses de loyers
- Plus de concurrence pour faire baisser les prix

Alya & accompagnement

- Parrainage des familles d'olim
- Coordinateur francophone
- Aides pour les non-olim mariés à un Israélien

Hébreu, école, santé

- Oulpan avancé et de conversation
- Périscolaire de qualité, règles sur le téléphone
- Médecins spécialistes francophones

Administration & retraités

- Francophones dans les administrations
- Option français au téléphone
- Fin du certificat de vie annuel

Cette consultation, menée auprès de 120 membres de la communauté française d'Israël, fait ressortir plusieurs préoccupations communes, au premier rang desquelles l'emploi et la reconnaissance des diplômes, suivis de l'accompagnement à l'Alya, de la maîtrise de l'hébreu et du logement. Elle ne dessine toutefois pas une opinion homogène : les attentes et les expériences restent diverses.

Plusieurs demandes reviennent néanmoins de manière récurrente :

- un accompagnement plus structuré et durable après l'installation,
- une meilleure reconnaissance des qualifications professionnelles
- et une présence plus visible des élus auprès des citoyens, au-delà des seules périodes électorales.

Cette consultation n'a pas vocation à représenter à elle seule l'ensemble de la communauté française d'Israël. Elle constitue en revanche un témoignage du terrain, faisant remonter des expériences, des difficultés et des attentes concrètes. À l'approche des élections, ces témoignages contribuent à mettre en lumière les sujets sur lesquels les Français d'Israël attendent des réponses.

Merci à tous les participants

Merci à toutes et à tous les participants d'avoir pris le temps de répondre à cette consultation et de partager vos expériences, vos préoccupations et vos attentes.
À travers vos témoignages, c'est la voix des Français d'Israël qui s'exprime, avec des réalités, des attentes et des préoccupations concrètes. Nous espérons que cette parole sera entendue, prise en considération et qu'elle pourra contribuer au débat public à l'approche des prochaines élections.

Votre voix compte. Elle mérite d'être entendue et prise en considération.

Canal Télégram

Israel Eternel

Reçois l'info en direct d'Israël

Déjà + de 60000 membres actifs

Alertes | Actualités | Sécurité | Vérité

Rejoins le canal Telegram "Israel Eternel"

- Infos vérifiées et en temps réel
- Alertes sécurité et événements importants
- Source fiable et communautaire

Scanne ce QR Code pour nous rejoindre

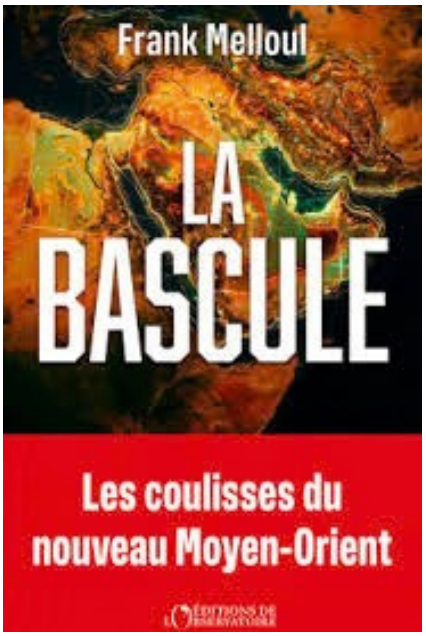
FRANK MELLOUL

PRÉSIDENT i24NEWS
AMBASSADEUR DE LA BAIE DE HAÏFA ET DE NEXT BAY 53-CITY ALLIANCE
AUTEUR DE « LA BASCULE » AUX ÉDITIONS L'OBSERVATOIRE

LA BASCULE

@FRANKMELLOUL





« Le Moyen-Orient de demain se construira avec ceux qui savent parler aux deux rives. »

Frank Melloul

>>>

1. Dans votre livre, vous revenez sur les grandes transformations du Moyen-Orient, notamment à travers les Accords d'Abraham, le choc du 7 octobre et la recherche d'un nouvel ordre régional. Avec votre regard de l'intérieur, comment analysez-vous aujourd'hui les transformations géopolitiques de la région et les nouveaux équilibres qui se dessinent?

Frank Melloul : Le 7-Octobre devait enterrer les Accords d'Abraham. Ce n'est pas arrivé, et c'est le fil conducteur de La bascule. Malgré la guerre, les images et la pression des opinions publiques, aucun État signataire n'a dénoncé les accords. Les ambassades sont restées ouvertes et les canaux n'ont jamais été coupés. Cette résistance montre que la normalisation ne reposait pas sur une conjoncture favorable. Elle reposait sur des intérêts.

Trois mouvements redessinent la région. L'axe iranien est affaibli, du Liban à la Syrie jusqu'au cœur du régime lui-même. Le centre de gravité se déplace vers le Golfe, où l'on raisonne en décennies plutôt qu'en cycles d'actualité. Enfin, l'intérêt prend le pas sur l'idéologie. C'est ce que j'appelle l'émergence d'une « Westphalie moyen-orientale » : des États qui se reconnaissent, négocient et mettent leurs différends idéologiques au second plan pour préserver leur stabilité.

2. Vous défendez dans votre livre l'idée que les crises récentes rendent nécessaire un cadre de coopération plus large entre les États de la région. Selon vous, quelles sont aujourd'hui les conditions nécessaires pour construire cette nouvelle coopération régionale et quelle place Israël peut-il y occuper ?

F. M. : J'y vois trois conditions.

La première est sécuritaire. Les menaces sont communes, la réponse doit l'être aussi. La coordination de défense aérienne observée face aux attaques iraniennes a montré ce qui était possible. Il faut maintenant l'institutionnaliser.

La deuxième est politique. Il faut élargir le cercle des accords et leur donner une architecture durable : des mécanismes de dialogue permanents, des engagements réciproques, des garants extérieurs crédibles. Une coopération qui dépend de quelques dirigeants reste fragile. Une coopération inscrite dans des institutions résiste aux crises.

La troisième est économique. Les corridors, l'IMEC en tête, l'énergie, l'eau et les données créent des interdépendances, et ces interdépendances protègent mieux que les déclarations.

Israël a une place centrale dans cette architecture. Ce n'est pas seulement une puissance militaire, c'est aussi un moteur technologique. Le défi est de passer d'une logique de supériorité à une logique de partenariat.

> "Israël a une place centrale dans cette architecture. "

>>

3. La communauté francophone représente une communauté importante et active en Israël. Quel regard portez-vous sur son intégration et sur sa place dans la société israélienne ? Comment mieux valoriser ses compétences, son expérience et son apport à Israël ?

F. M. : C'est une communauté dynamique, entreprenante et profondément attachée à Israël. Mais son capital reste sous-employé. Des médecins, des avocats, des ingénieurs et des cadres expérimentés se heurtent encore à la reconnaissance des diplômes, à la barrière de la langue et à des réseaux professionnels difficiles à pénétrer.

Pour mieux la valoriser, il faut d'abord accélérer et simplifier les équivalences, en particulier dans les professions réglementées. Il faut ensuite voir les francophones comme un pont, et pas seulement comme des nouveaux arrivants. Ils ouvrent l'accès à la France, à l'Europe, au Maroc et à l'Afrique francophone.

Dans une région qui se recompose, c'est un atout stratégique. La francophonie est un instrument d'influence, et Israël a tout intérêt à s'en servir.

"La francophonie est un instrument d'influence, et Israël a tout intérêt à s'en servir. "

4. Comment envisagez-vous l'avenir des relations entre la France et Israël dans le contexte géopolitique actuel ? Selon vous, comment pourraient-elles être renforcées, notamment dans les domaines économique, culturel, universitaire et diplomatique ?

F. M. : La relation traverse une période difficile, marquée par des désaccords réels. Il ne faut pas les nier. Mais il ne faut pas non plus la réduire au seul prisme de la crise.

Il y a des leviers concrets. Sur le plan économique : la tech, la cybersécurité, l'eau, la santé et l'agritech, des domaines où les complémentarités sont évidentes. Sur le plan universitaire : des doubles diplômes, des programmes de recherche communs, davantage de mobilité étudiante. Sur le plan culturel : faire connaître la société israélienne dans sa diversité, au-delà des images de guerre. Sur le plan diplomatique : un dialogue franc mais régulier.

Paris a tout à gagner à redevenir un acteur de la recomposition régionale plutôt que de la commenter.

"Paris a tout à gagner à redevenir un acteur de la recomposition régionale plutôt que de la commenter. "

5. À travers votre parcours et votre livre, vous avez été au cœur de nombreuses évolutions de la région. Quel message souhaiteriez-vous aujourd'hui adresser aux Français et aux Franco-Israéliens qui suivent avec attention les relations entre la France, Israël et le Moyen-Orient ?

F. M. : Mon message est simple : il faut revenir à la nuance.

Depuis trois ans, les débats sont dominés par l'émotion, des deux côtés. C'est compréhensible, mais l'émotion ne fait pas une politique.

J'ai écrit La bascule pour raconter ce que j'ai vu, de là où j'étais : les coulisses et non les postures. Ce que j'en retiens, c'est que la région change plus vite et plus profondément qu'on ne le croit en Europe.



Aux Français et aux Franco-Israéliens, je dirais ceci : vous êtes à la jonction de deux mondes, et c'est une responsabilité autant qu'une chance. Le Moyen-Orient de demain se construira avec ceux qui savent parler aux deux rives. J'ai cru à cette bascule, et j'y crois encore.

NATHALIE NAGAR	JOURNALISTE, RÉDACTRICE EN CHEF ET AUTEURE	LES JOURNALISTES SE CACHENT POUR PLEURER

@NAGARNATHALIE





« Monter en Israël, ou plutôt s'élever en Israël : la connotation n'est pas anodine. »

Nathalie Nagar

>>>

L'Alya. Un mot, toute une promesse

Monter en Israël, ou plutôt s'élever en Israël : la connotation n'est pas anodine. Il aura fallu une génération entre celle de l'esclavage et de la sortie d'Égypte, et celle qui entrera en Terre sainte. Pourquoi ? Parce que monter en Israël, c'est aussi se dépasser. C'est, en quelque sorte, une formation accélérée. Formation de quoi ? De développement personnel.

Passer d'un certain confort — parfois — en Diaspora à une forme de concession permanente en Israël. Savoir qu'on vit pour et avec plus grand que le seul « soi ». Savoir que le quotidien prend une autre tournure — plus ensoleillée, il va de soi — mais aussi, et surtout, plus profonde, plus existentielle, plus spirituelle.

Chaque rencontre y est couverte du poids de l'Histoire. Chaque discussion y revêt toute la complexité et les intrications d'un peuple millénaire, à qui personne n'a demandé d'être parfait, mais pour qui la perfection tend toujours à être la destination. Perfection ou perfectibilité. C'est selon.

Les leçons d'un pays-cactus

Alors ce dépassement de soi, il faut l'accepter quand on vient en Israël. S'installer et savoir qu'à n'importe quel âge, dans n'importe quelle situation, les claques et les déconvenues sont autant de leçons de philosophie pour avancer dans la vie. Et pour s'intégrer à ce pays-cactus — piquant et épineux à l'extérieur, doux et savoureux à l'intérieur — mieux vaut avoir les codes. Le premier d'entre eux : la langue.

On n'est jamais vraiment intégré quand on ne parle pas complètement, et dans toutes ses aspérités, la langue du pays qu'on a choisi.
Et ça n'est pas une donnée à négliger !

Parler pour faire partie

À l'heure où ChatGPT traduit tous les documents en moins d'une seconde, à l'heure où l'Alya se fait aider par tant de conciergeries, nul ne devrait négliger l'importance d'un café partagé avec des Israéliens tsabarim, qui s'amuseront d'un épisode d'une série regardée en hébreu, dans le texte !
Parler pour mieux communiquer et s'intégrer, pour mieux aussi parfois se revendiquer, pour simplement échanger et faire partie...

Car la langue ne sert pas uniquement à comprendre. Elle permet de participer, de créer des liens, de partager une culture et de trouver sa place.

L'Alya : un choix de vie

L'Alya, même « Boeing », n'est pas un ✔️ de plus à cocher sur notre chemin de vie.

C'est un choix de vie, une déclaration sur son existence, un parti pris pour la vérité, la justice et l'honnêteté. Et ça, forcément, ça ne s'improvise pas ! D'autant que les Olim de France ont énormément à apporter à Israël !

Dans ce judaïsme que nous incarnons, dans cet entre-deux toujours équilibré entre le respect de nos traditions et une conscience de ce que veut dire le compromis sans compromission, dans cette application de la maxime de J. F. Kennedy :

« Pensez non pas seulement à ce que votre pays peut faire pour vous, mais à ce que vous pouvez faire pour votre pays. »

"Pensez non pas seulement à ce que votre pays peut faire pour vous, mais à ce que vous pouvez faire pour votre pays."

>>>



Parce que, à mon sens, l'intégration n'est pas forcément le seul fait de l'État, qui peut mettre en place des mesures pour mieux accueillir et intégrer. L'intégration, c'est aussi notre devoir à nous, Olim, en amont comme en aval de l'Alya. En gardant toujours en tête que ce que l'on accomplira pendant notre Alya nous permettra de nous élever à titre personnel, mais aussi d'élever notre famille au sens large, notre peuple, notre âme d'Israël. Alors, élevons-nous !

Belle Alya à tous !

MYRIAM SHERMER	ÉDITORIALISTE ET ANALYSTE POLITIQUE ET AUTEURE	KNESSET 2026

@MYRIAMSHERMER





« L'enjeu de l'Alya passe aujourd'hui par le logement et l'autonomie des communautés. »

Myriam Shermer

>>>

Des efforts importants freinés par la guerre

Il existe un certain consensus dans la classe politique israélienne sur les enjeux et les opportunités que peut représenter l'Alya, pas seulement en provenance de France, mais du monde de manière générale, dans les prochaines années, en raison d'une conjoncture particulièrement délicate pour les Juifs.

Les années 2010 et le début des années 2020 ont été des années de croissance pour l'Alya des Français en Israël, marquées par de véritables efforts sur la question de l'Alya : reconnaissance des diplômes, équivalences professionnelles et suppression de certains obstacles administratifs.

Cette dynamique a cependant été freinée par la guerre. Aujourd'hui, les priorités de la société israélienne sont différentes. Après trois années et demie de guerre, les Israéliens sont eux-mêmes confrontés à d'importantes difficultés économiques, à la nécessité de réhabiliter le pays et à la prise en charge des blessés. Dans ce contexte, ces préoccupations passent avant la question de l'Alya.

Une opportunité pour l'Alya dans un contexte international particulier

Dans le même temps, le contexte international représente une véritable opportunité pour l'Alya. Gadi Eisenkot a présenté un plan visant à faire venir deux millions d'olim en Israël d'ici 2048, année du centenaire de l'État d'Israël.

Le plan prévoit notamment de faciliter l'intégration des nouveaux immigrants et de lever certains obstacles administratifs à l'Alya. Il s'inscrit dans une réflexion plus large sur les opportunités que peut représenter l'arrivée de nouveaux olim en provenance de différentes régions du monde.

Le ministre sortant de l'Alya et de l'Intégration, Ofir Sofer, a également beaucoup fait pour l'Alya. Mais cette ambition doit être confrontée à la réalité israélienne. Aujourd'hui, je ne pense pas que la société israélienne puisse faire davantage pour les olim, car elle doit d'abord répondre aux difficultés auxquelles elle est elle-même confrontée.

Le coût de la vie et du logement, le véritable enjeu

La question centrale est désormais celle du coût de la vie et, en particulier, du logement.
Le coût de la vie en Israël est plus élevé qu'en France et le logement représente un véritable blocage pour beaucoup de projets d'Alya.

À mon sens, l'État d'Israël ne peut pas fournir à lui seul une réponse suffisante aux olim, tout simplement parce qu'il n'est pas capable de faire baisser le coût de la vie pour les Israéliens eux-mêmes.

> "L'enjeu de l'Alya passe donc aujourd'hui avant tout par le logement. "

Et si la communauté française construisait elle-même des solutions ?

À mon sens, c'est un sujet que la communauté doit aussi traiter elle-même. Il faudrait que les communautés juives, à l'image de la communauté juive américaine, fassent davantage sur la question du logement. Cela pourrait passer, par exemple, par l'achat d'immeubles dans la périphérie israélienne, dans le Néguev ou dans le Nord. Ces territoires peuvent représenter des opportunités pour des projets d'Alya en groupe, notamment pour des familles françaises issues des classes moyennes ou populaires.

>>

Il y a aussi des personnes qui souhaitent vivre dans la nature, dans le Nord ou vers Eilat, dans le Sud, et qui pourraient avoir intérêt à venir en groupe. Cela permettrait également de s'appuyer sur les opportunités professionnelles qui existent aujourd'hui dans les plans gouvernementaux de développement du Nord et du Sud.

La question du logement pourrait ainsi être pensée sous la forme d'un véritable parc de logements communautaires, comparable dans son esprit à un parc HLM.

La communauté française en a les moyens, mais elle ne le fait pas jusqu'à présent en termes d'organisation. Autant à Paris, la communauté sait prendre soin d'elle-même et des personnes les plus fragiles, autant en Israël, il n'existe pas encore cette même organisation.

La communauté française en a les moyens, mais elle ne le fait pas jusqu'à présent en termes d'organisation. » C'est, très sincèrement, ce que je pense devoir être fait.

"L'enjeu de l'Alya passe donc aujourd'hui avant tout par le logement. "

Peser dans l'échiquier politique

Cette capacité d'organisation doit également permettre à la communauté française de mieux comprendre et de mieux jouer le jeu politique israélien, qui est largement sectoriel. Les Français n'ont, jusqu'à présent, jamais véritablement su le faire. D'autres communautés ont davantage réussi à s'organiser dans cette logique, comme les russophones avec Israël Beiteinou.

Pour compter dans la politique israélienne, il ne suffit pas simplement d'avoir des revendications : il faut être capable de mobiliser un minimum de quatre mandats, soit près de 180 000 voix, en échange de mesures concrètes obtenues.

C'est un changement de paradigme pour les électeurs francophones, qui ont l'habitude de penser en termes universalistes.

Je ne pense pas que ce soit le cas pour le moment, car ce n'est pas le caractère de la société. Mais cette réflexion sur le poids politique de la communauté doit être menée.

Il faudra donc, en attendant, trouver des réponses à l'intérieur de l'autonomie de la communauté française.

CLAUDE GRUNDMAN-BRIGHTMAN

PRÉSIDENTE DU DÉVELOPPEMENT FRANCOPHONE DU NAC

@NAC_CAMPUS_FRANCOPHONE





« Dans une démocratie, l'engagement ne consiste pas seulement à observer : il consiste aussi à prendre part aux choix qui détermineront notre avenir collectif. »

Claude Grundman-Brightman

>>>

Au Campus Francophone d'Israël, que je préside, nous avons fait le choix, depuis le 7 octobre 2023, de donner à chacune de nos années une thématique particulière, en lien avec les défis auxquels notre société est confrontée.

La première année, nous avions choisi « **In-Humanité** », pour crier la vérité du 7 octobre à travers les interventions courageuses de voix françaises.

L'année suivante, nous avons choisi « **Reconstruction** », afin de faire entendre des voix civiles et citoyennes, individuelles et collectives, pour tenter de retrouver l'espoir après le cauchemar du 7 octobre.

Cette année, notre thème est
« **Engagement** ».

Ce choix n'est pas un hasard car la clé des démocraties réside dans la responsabilité civique et dans l'engagement à la prise de position de chacune et de chacun d'entre nous à l'avenir de notre pays.

Participer malgré les incertitudes

Les choix ne sont pas faciles. Israël aborde ces prochaines élections dans un contexte qui ne se caractérise ni par la sérénité ni par une grande clarté des propositions des différents partis. Cependant, il ne peut être question de ne pas participer, de ne pas prendre part, de manière proactive, au destin de notre pays. Dans une démocratie, l'engagement ne consiste pas seulement à observer : il consiste aussi à prendre part aux choix qui détermineront notre avenir collectif.

Pour ma part, je suis de très près l'actualité, à la fois depuis Israël, en hébreu, et à travers les chaînes étrangères qui proposent un autre regard sur notre pays. Cette observation nourrit chez moi une immense inquiétude face à la dégradation de l'image d'Israël dans le monde. Cette situation ne peut pas être attribuée uniquement à la réponse militaire au 7 octobre ou au soutien à Israël, parfois mêlé à des phénomènes d'antisémitisme et d'antisionisme, qui répondent eux-mêmes à des logiques diverses, notamment politiques et financières.

Elle est aussi, à mes yeux, le résultat d'une négligence grave dans le domaine de l'Asbara, c'est-à-dire dans notre capacité à expliquer Israël, son histoire, ses choix et ses positions auprès de l'opinion internationale.

Reconstruire la perception d'Israël

Personnellement, je suis au cœur des relations franco-israéliennes depuis plus de vingt ans. J'en connais les évolutions, les mécanismes et, malheureusement, la dégradation dramatique et inquiétante de ces dernières années.
C'est dans ce contexte que je considère que la question de l'image d'Israël à l'étranger doit redevenir une priorité stratégique. Mon choix politique se tournera donc vers le groupe qui, selon moi, est susceptible d'offrir une véritable possibilité de changement et de porter de nouvelles orientations politiques. Je souhaite notamment voir un engagement sans faille dans le domaine de l'éducation, qui constitue à mes yeux un enjeu fondamental, mais également une prise en compte beaucoup plus importante de l'Alya en provenance de France.
Je souhaite également une volonté de rigueur et d'apaisement sur les sujets les plus controversés de notre société, notamment autour du système judiciaire et des questions qui divisent profondément le pays.

"Je souhaite également une volonté de rigueur et d'apaisement sur les sujets les plus controversés de notre société, notamment autour du système judiciaire et des questions qui divisent profondément le pays."

>>

Les accords d'Abraham comme horizon

Au-delà des choix politiques intérieurs, il faut également dessiner un nouvel horizon pour Israël et travailler à améliorer sa perception sur la scène internationale.

Dans cette perspective, j'accorde une importance particulière aux Accords d'Abraham, qui représentent, à mes yeux, une plateforme exceptionnelle pour construire un Moyen-Orient plus apaisé et capable de fédérer des ressources essentielles pour l'avenir.

Sécurité, technologies de l'eau face à la sécheresse mondiale, innovation médicale et nouvelles technologies : Israël dispose d'un potentiel considérable qu'il faut pouvoir mettre au service de coopérations régionales et internationales.

Les Accords d'Abraham peuvent constituer une plateforme majeure pour construire un Moyen-Orient plus stable, plus coopératif et tourné vers l'innovation.



Un engagement personnel

Clairement, des personnalités comme Naftali Bennett, Yaïr Lapid et Gadi Eisenkot, ainsi que l'expérience considérable d'Avigdor Liberman, représentent pour moi une option de gouvernance correspondant aux orientations que je souhaite pour notre État. Ce choix est le mien. Il s'agit d'un engagement strictement personnel, qui n'engage en rien l'institution que je préside.

Le Campus Francophone d'Israël demeure un espace de débat, de réflexion et d'expression citoyenne, ouvert aux différentes sensibilités. À l'approche du scrutin, chacun doit pouvoir s'informer, réfléchir et exercer librement sa responsabilité civique. Parce qu'au-delà des partis et des candidats, l'enjeu essentiel est de ne pas rester spectateur : notre responsabilité est de nous engager et de prendre part à l'avenir d'Israël.

OLIVIER RAFOWICZ | CANDIDAT À LA KNESSET | ישראל ביתנו בראשות אביגדור ליברמן

@OLIVIERRAFOWICZ



« Il faut se battre pour que la communauté française gagne ce combat de l'Alya jusqu'à la victoire. »

Olivier Rafowicz

>>>

1. À l'approche des élections, quel est le principal programme que vous souhaitez porter pour Israël, notamment sur le plan sécuritaire ?

Olivier Rafowicz : Le 7 octobre 2023 a été le plus grand massacre de l'histoire d'Israël depuis la Seconde Guerre mondiale. La situation actuelle reste très grave.

Sur le plan sécuritaire, la guerre qui a commencé avec cette attaque laisse encore plusieurs fronts ouverts. Le Hamas est toujours présent dans la bande de Gaza, le Hezbollah est toujours présent au Sud-Liban et la menace iranienne demeure. L'Iran des mollahs représente toujours une menace existentielle pour Israël, notamment avec son programme nucléaire militaire qui continue de progresser. Même s'il existe aujourd'hui une forme d'accalmie sur le front iranien, le problème n'est pas réglé. Je voudrais également ouvrir une parenthèse sur l'objectif de cette guerre. Certains disent que la priorité doit être la fin du régime des mollahs. Pour moi, la priorité est avant tout de faire en sorte que l'Iran, quel que soit le régime qui sera au pouvoir, ne puisse jamais posséder l'arme nucléaire.

Il faut regarder ce qui s'est passé avec la Corée du Nord. Ce régime a réussi à obtenir la bombe atomique et à sanctuariser son pouvoir grâce à cette arme. Il existe donc une relation extrêmement grave entre le programme nucléaire iranien et le régime des mollahs. Ce régime sait très bien que s'il possède la bombe atomique, il peut espérer rester éternellement au pouvoir. L'objectif doit donc être de mettre un terme, une fois pour toutes à l'ensemble du programme nucléaire. Car il constitue aujourd'hui une garantie de survie pour le régime des mollahs, mais pourrait également devenir demain une garantie de survie pour un autre régime que nous ne connaissons pas encore

Israël Beitenou et Avigdor Lieberman l'ont dit à plusieurs reprises : Israël ne peut pas accepter que cette guerre continue presque sans limite, sans que les fronts soient fermés. Il faut une décision claire et nette sur le terrain et qu'Israël sorte victorieux. Le mot Nitsahone, la victoire, n'est pas assez entendu. Il faut qu'Israël soit victorieux face au Hamas, face au Hezbollah, face à l'Iran, et que le monde entier le sache et le comprenne.

"Le mot Nitsahone, la victoire, n'est pas assez entendu."

2. Vous accordez une place importante à l'Alya. Quelles mesures concrètes faudrait-il prendre pour encourager l'Alya et faciliter l'intégration des nouveaux immigrants ?

O.R. : Les difficultés rencontrées par les nouveaux olim venus d'Europe et particulièrement de France sont nombreuses, notamment lorsque les personnes font leur Alya à un âge plus avancé.

L'un des problèmes essentiels est celui de la langue hébraïque. Nous avons connu d'autres Alyot, notamment l'Alya russe. À une certaine époque, beaucoup d'olim russes apprenaient l'hébreu pour se préparer à l'Alya, alors même que l'Alya était interdite. Il existait une véritable préparation à l'Alya, presque clandestine, dans un esprit de résistance.

Je pense qu'il faut réintroduire cette idée, mais de manière beaucoup plus sérieuse et beaucoup plus efficace : l'enseignement de l'hébreu doit être une préparation essentielle à l'Alya. Ce n'est pas une condition préalable pour venir en Israël, mais cela doit permettre aux nouveaux olim de s'adapter beaucoup plus rapidement.

L'hébreu est un élément central de l'Alya et de la vie en Israël. Israël est le pays du peuple juif, fondé notamment autour d'un Livre, la Torah, qui est écrit et lu en hébreu. Il ne faut pas seulement connaître l'hébreu lorsque l'on prie ; il faut aussi le connaître lorsque l'on vit en Israël.

Personnellement, en tant que député, je mettrais l'accent, avec mon parti, sur davantage de moyens et davantage d'enseignement pratique de l'hébreu. Il faut considérer cela comme un élément aussi important que l'éducation, la santé ou la parnassa.

Mais l'Alya ne peut pas être réduite à l'apprentissage de l'hébreu. Il faut une approche globale : le logement, l'emploi, l'éducation, l'accompagnement administratif, psychologique et social doivent être pensés ensemble.

>>>

3. Êtes-vous favorable à la mise en place d'un audit des organismes financés dans le cadre de l'Alya ? Comment renforcer leur efficacité et améliorer l'accompagnement des futurs olim ?

O.R. : Je suis favorable à un renforcement du système, mais avec moins d'éparpillement. Il faut unir les forces. Aujourd'hui, il peut y avoir 25 ou 50 adresses différentes vers lesquelles un nouvel immigrant peut être envoyé. Les gens ne savent parfois plus où aller. Et comme les budgets ne sont pas illimités, cette dispersion peut également limiter l'efficacité des programmes.

Je connais depuis des années beaucoup de personnes qui travaillent dans ces programmes. Ce sont des gens formidables, qui aiment Israël, le sionisme et le peuple juif. Mais dans l'action d'encouragement à l'Alya, cette multiplication des acteurs peut aussi créer des différences et une perte d'efficacité. Je pense qu'il faut faire ce qu'a fait Ben-Gourion lorsqu'il a voulu réunir les différentes forces militaires pour créer une force unique et puissante : Tsahal. Nous avons un bras armé, Tsahal ; il faut également un véritable bras sioniste pour l'Alya.

> "Il faut également un véritable bras sioniste pour l'Alya."

L'Agence juive doit être renforcée, peut-être avec une organisation gouvernementale plus forte et mieux dotée derrière elle. Il faudrait également organiser de véritables États généraux de l'Alya occidentale. Les différentes Alyot sont différentes, bien sûr, mais nous devons apprendre les uns des autres. Il faut regarder ce que font les communautés anglaises, américaines ou autres.

Dans les oulpanim, on voit très bien cette réalité. À l'oulpan Gordon à Tel-Aviv, par exemple, on retrouve dans une même classe des personnes venues de France, d'Amérique, d'Argentine, de Russie et d'autres pays. Au début, cela peut surprendre le nouvel immigrant, qui pense parfois que l'Alya correspond uniquement à sa communauté d'origine. Puis il découvre qu'Israël est un grand melting-pot.

Les organisations et associations qui travaillent avec les Français doivent donc également prendre en considération les autres composantes de l'Alya. L'union fait la force. Il peut être très utile de regrouper les associations et de regrouper les efforts.

4. Que proposez-vous concrètement pour améliorer l'intégration des Français et des nouveaux olim francophones en Israël ?

O.R. : Je ne pense pas qu'il faille simplement mettre une personne en place. Il faut une véritable structure.
Il faut un accompagnement technique, logistique et administratif, avec quelqu'un qui connaisse parfaitement les dossiers et les processus, comme pourrait le faire un employé expérimenté d'un ministère.

Mais il faut également un accompagnement psychologique et un spécialiste de l'éducation. Pourquoi psychologique ? Parce qu'il existe des situations qui ne sont ni administratives ni financières, mais qui font toute la différence. Une personne peut arriver en Israël avec beaucoup d'euphorie et, après quelques semaines ou quelques mois, tomber dans une forme de dépression à cause de la nostalgie, de difficultés financières, d'un divorce ou simplement des difficultés de la vie.

Dans ma carrière, notamment lorsque j'étais à l'Agence juive mais également après, je reçois régulièrement des appels de personnes qui rencontrent des problèmes liés à leur vie en Israël. Lorsqu'on arrive dans un nouveau pays sans en connaître les mécanismes, même les petits problèmes peuvent devenir une montagne. Quand je parle d'accompagnement psychologique, je ne parle pas nécessairement de médecine. Je parle d'une personne capable d'écouter, de comprendre, de rassurer et d'orienter. Cette personne doit évidemment avoir une formation dans la psychologie, la psychothérapie, le contact et l'accompagnement.

Il faut également quelqu'un qui connaisse le système éducatif israélien. Ici, il existe des écoles laïques, religieuses et très religieuses. Il faut donc quelqu'un capable d'expliquer les différentes possibilités aux familles et de les accompagner dans leurs choix.

> "Il faut se rappeler que l'Alya, ce ne sont pas uniquement des chiffres ou des mots : ce sont des êtres humains."

>>>

5. L'emploi et la reconnaissance des diplômes restent des difficultés majeures. Que proposez-vous ?

O.R. : Il existe un problème qui dure depuis des années et dont il faut s'occuper de manière très pointue, presque agressive. Ce n'est pas normal que des médecins, des prothésistes dentaires ou des techniciens de la santé doivent se battre pour faire reconnaître leurs compétences alors que nous savons que le niveau des études en France est très élevé. Il existe parfois une forme de discrimination alors que les études françaises sont de qualité, et qu'il peut être plus facile de faire reconnaître certains diplômes venant des États-Unis.

Il faut mettre en place très rapidement, parallèlement à l'encouragement à l'Alya, une intégration plus rapide et une reconnaissance plus rapide des diplômes. Il faut réunir les universités, les ordres professionnels, les médecins, les avocats et les autres acteurs concernés, avec une véritable impulsion politique, jusqu'au Premier ministre. Il faut comprendre qu'Israël est un pays d'Alya et que l'Alya est une force extrêmement puissante pour Israël. Il faut donc tout faire pour faciliter les choses et ne pas freiner les personnes qui peuvent apporter quelque chose au pays. J'estime que les choses ont été faites jusqu'à présent beaucoup trop mollement et beaucoup trop lentement. Il faut changer radicalement la situation. Nous sommes comme dans une guerre. Il faut traiter l'Alya comme quelque chose d'urgent, pour que cela soit réglé, amélioré et apprécié. Je ne veux pas que des olim hadashim en puissance partent à Miami ou ailleurs plutôt qu'en Israël.

C'est une guerre entre des choix. C'est pourquoi je serais favorable non pas simplement à un ministère supplémentaire, mais à une véritable cellule de crise permanente pour l'Alya, presque organisée sur un modèle militaire, afin de pouvoir traiter rapidement les problèmes.

> "Il existe parfois une forme de discrimination alors que les études françaises sont de qualité."

6. Le logement constitue également un obstacle important. Quelles solutions préconisez-vous ?

O.R. : Pour faciliter l'accès au logement, il faut développer les logements sociaux. Il faut rappeler qu'en Israël, la crise du logement ne concerne pas uniquement les nouveaux olim. Les prix sont très élevés pour l'ensemble de la population. Je pense qu'il faudrait notamment demander aux constructeurs de logements de luxe dans les grandes villes de construire également, en parallèle, des logements sociaux. Israël est le pays des Juifs, et tous les Juifs ne peuvent pas se loger dans les quartiers les plus luxueux.

Il faut donc se préparer à toutes les situations et renforcer le développement du Néguev et de la Galilée. Il est impossible de construire sans Alya, mais il est également impossible d'avoir une Alya importante sans construction.

C'est pourquoi il faut traiter l'Alya de manière globale : éducation, hébreu, accompagnement psychologique, logement, aides et travail doivent être réunis au sein d'une même structure. Prenons un exemple : si demain nous avons besoin de nombreux techniciens dans une ville comme Kiryat Gat ou Yokneam, notamment avec l'arrivée de NVIDIA, et que nous pouvons faire venir 250 ou 500 techniciens et ingénieurs français ou belges, il faut être capable de les loger, de prévoir les écoles pour leurs enfants et de les accompagner.

Il faut une structure qui puisse s'occuper de tout cela, et non 25 administrations différentes, divisées les unes des autres.

7. Que peut-on faire pour les familles qui n'ont pas les deux garants demandés pour louer un logement ?

O.R. : Il faut prévoir une alternative aux deux garants. Une famille qui vient de s'installer en Israël n'a pas forcément la possibilité de fournir immédiatement ces garanties. Une structure gouvernementale chargée de l'Alya devrait pouvoir garantir le nouvel immigrant pendant au moins une année. Il faut comprendre qu'un olé hadash ne peut pas automatiquement devenir capable de fournir toutes les garanties demandées. Il faut lui donner du temps.

Pendant cette période de transition, il doit pouvoir se loger dignement et bénéficier d'une garantie gouvernementale.

8. Comment améliorer l'intégration professionnelle et sociale, notamment pour les personnes plus âgées ou les retraités ?

O.R. : En Israël, il est possible de travailler à presque n'importe quel âge. On voit des personnes âgées et des retraités exercer de petits emplois dans des supermarchés ou devant les écoles. Cela apporte une rémunération, mais aussi quelque chose de très important : rester actif et avoir un contact avec les autres. Il existe également des associations comme Sar-El, qui permettent à des personnes de 18 à 120 ans, lorsque leur état de santé le permet, d'être volontaires sur des bases militaires et d'aider Tsahal.

Ce type d'engagement permet d'avoir un contact avec les autres, de mieux connaître les réalités du pays, d'échanger et de créer du lien.
En Israël, le contact avec les gens peut être la clé de beaucoup de problèmes. Il ne faut pas attendre que les choses se règlent toutes seules en restant chez soi devant un écran d'ordinateur.

>>>

Il faut également des aides sociales. Pour moi, il est inadmissible qu'un Juif soit dans la nécessité. Il faut de l'entraide et aider notamment les personnes âgées. Mais il ne faut pas tomber dans une logique d'assistanat permanent. Il faut donner aux personnes une formation et les outils qui leur permettent de sortir d'une situation compliquée et précaire. L'hébreu est également essentiel, car il faut un minimum de maîtrise de la langue pour travailler.

Et l'Alya crée aussi de nouvelles activités. Regardez combien de restaurants, de salons de coiffure ou d'instituts de beauté ont été créés avec l'Alya française. Il existe véritablement une French touch qui contribue à la vie économique israélienne.

"Il existe véritablement une French touch qui contribue à la vie économique israélienne."

9. Comment améliorer l'accès aux services publics et simplifier les démarches administratives pour les nouveaux olim ?

O.R. : C'est justement pour cela que je défends une structure centralisée et réellement opérationnelle.

Aujourd'hui, lorsqu'un nouvel immigrant doit s'adresser à plusieurs administrations différentes pour le logement, l'emploi, l'éducation, les aides ou les démarches administratives, chaque problème peut devenir une montagne. Il faut une personne ou une structure qui connaisse les dossiers et les processus et qui puisse accompagner réellement le nouvel immigrant.

C'est également pour cette raison que je défends une cellule de crise permanente consacrée à l'Alya. Il faut pouvoir traiter les problèmes rapidement, au lieu de laisser les personnes se perdre entre différentes administrations.

10. Quelles mesures faudrait-il prendre en matière d'éducation pour les enfants des nouveaux olim ?

O.R. : L'éducation doit être intégrée dans l'accompagnement global de l'Alya.
Une famille qui arrive en Israël doit savoir où scolariser ses enfants et comprendre les différents systèmes qui existent : laïque, religieux ou très religieux. Il faut donc un spécialiste capable d'expliquer ces possibilités et d'accompagner les parents. De la même manière, l'apprentissage de l'hébreu doit être renforcé. L'hébreu n'est pas seulement une langue de prière : c'est la langue de la vie quotidienne, du travail et de l'intégration.

L'objectif est de permettre aux enfants comme aux parents de s'adapter le plus rapidement possible.

"L'objectif est de permettre aux enfants comme aux parents de s'adapter le plus rapidement possible."

11. Êtes-vous favorable à la nomination d'un ministre de l'Alya et de l'Intégration particulièrement attentif aux besoins des communautés francophones ?

O.R. : Ce qui m'importe avant tout, c'est l'efficacité de la structure. Je ne suis pas certain qu'il faille simplement créer un ministère supplémentaire. Je préfère parler d'une cellule de crise permanente pour l'Alya, presque organisée comme une structure militaire, capable de traiter rapidement les problèmes.

L'Alya doit être considérée comme une priorité nationale. Il faut une organisation capable de prendre en charge l'ensemble du parcours : l'hébreu, l'emploi, la reconnaissance des diplômes, le logement, l'éducation, les aides, l'accompagnement psychologique et les démarches administratives.

12. Comment voyez-vous l'avenir des relations entre la France et Israël et quel rôle la communauté française peut-elle jouer ?

O.R. : L'atmosphère des relations entre la France et Israël depuis le 7 octobre 2023 est liée à certaines positions officielles françaises qui ont surpris, voire choqué Israël et qui ne correspondent pas à ce que devrait être une relation fondée sur une amitié de longue date. C'est particulièrement regrettable parce que la France, comme Israël, a connu le terrorisme islamiste et en a payé un prix très lourd, notamment avec les attentats de 2015.

La France a également, à plusieurs reprises, exprimé des positions anti-israéliennes qui ont fait beaucoup de mal à l'image d'Israël. Après le 7 octobre, des dizaines de Français ont été tués par les terroristes du Hamas. On aurait donc pu penser que la France et Israël seraient ensemble dans cette lutte contre le Hamas. Or la France n'a pas toujours été claire, notamment lorsqu'elle demandait à Israël un cessez-le-feu. Comment demander un cessez-le-feu après quelques semaines de guerre alors que le Hamas est toujours en place ? Cela pouvait revenir à demander à Israël de capituler face au Hamas.

>>>

Quelques semaines auparavant, le président français avait également appelé à une coalition contre le Hamas. Tout cela a créé beaucoup d'ambiguïtés dans la relation entre Israël et la France. À cela s'est ajoutée une partie importante des médias français qui ont pris des positions très hostiles à Israël, ainsi que l'influence néfaste de La France insoumise et de Jean-Luc Mélenchon. Tout cela a contribué à une énorme vague d'antisémitisme. Israël a aujourd'hui le droit de demander à la France, qui est une démocratie comme nous, de changer de cap. Tant que le cap sera éloigné d'un sentiment amical, il sera difficile de construire une nouvelle relation.

Mais il faut faire une distinction entre les positions officielles et le peuple français. Beaucoup de Français aiment Israël et souhaitent voir une autre relation entre la France et Israël, comme cela a pu être le cas dans le passé. La communauté française en Israël peut jouer un rôle de pont entre les deux pays. Elle peut contribuer à maintenir ce lien et à reconstruire une relation positive.
Malheureusement, la montée de l'antisémitisme en France pose aujourd'hui beaucoup de questions, en France comme au sein de la communauté française en Israël.



Carte blanche

Ces élections interviennent dans une période historique pour Israël. Nous sommes encore traumatisés par une guerre qui n'est pas terminée.Le gouvernement en place n'a pas voulu prendre ses responsabilités sur certains sujets. C'est désormais au peuple, dans les urnes, de décider. Pour moi, le prochain gouvernement devra mettre en place, dès son installation, une commission d'enquête afin que les Israéliens sachent exactement ce qui s'est passé sur les plans militaire, sécuritaire et politique. Il faut également un changement concernant la mobilisation et le service militaire. Il est absurde qu'après tant de morts et de blessés, alors que notre pays est encore en guerre, certains partis politiques s'opposent au principe même du service militaire.

Tous les Israéliens doivent servir le pays, que ce soit dans Tsahal ou dans une autre forme de service national.

Je souhaite un Israël plus réaliste, plus sioniste, plus libéral, capable de sortir de cette guerre et de construire son avenir.

Et concernant l'Alya, le message est clair : il faut se battre pour que la communauté française gagne ce combat jusqu'à la victoire.

LALY DERAI	CANDIDATE À LA KNESSET	עמך ישראל

@LALY_DERAI



« Les olim ne sont pas un fardeau, mais le capital humain dont Israël a besoin. »

Laly Derai

1. Quels sont les principaux points de votre programme pour Israël, sur les plans national, économique, social, sécuritaire et international ?

Laly Derai : Notre programme part d'une conviction : un État souverain ne se contente pas de réagir à la réalité, il la façonne. Nous voulons un État à l'identité claire, juive, sioniste et souveraine, où le judaïsme invite sans imposer et où nous recherchons l'unité sans l'uniformité.

Nous voulons également rétablir des équilibres et des contre-pouvoirs dans le système judiciaire, notamment en séparant les fonctions du conseiller juridique du gouvernement et du procureur général, en instaurant un droit d'appel des décisions de la Haute Cour de justice et en créant une commission d'enquête indépendante sur le massacre du 7 octobre, dotée des pouvoirs d'une commission d'enquête d'État.

Sur le plan sécuritaire, nous voulons passer de l'endiguement à la victoire décisive : neutralisation continue des capacités ennemies, supériorité et indépendance technologiques, et libération au plus vite de nos réservistes.

Sur le plan économique, nous défendons un marché libre, le démantèlement des monopoles, l'ouverture des marchés à la concurrence, la réduction de la bureaucratie et un vaste plan d'infrastructures nationales.

Enfin, sur le plan international, nous voulons une diplomatie publique proactive et affirmée, le renforcement de nos alliances et un dispositif professionnel de hasbara pour défendre Israël et faire face à la montée de l'antisémitisme.

2. Quelle place l'Alya occupe-t-elle dans votre programme ?

L.D. : Pour Amkha Israël, les olim sont l'un des plus grands atouts stratégiques d'Israël. Ils apportent des talents, de l'énergie et une force économique considérable. Nous ne les voyons pas comme un fardeau, mais comme le capital humain dont notre pays a besoin.

Nous voulons rendre l'Alya plus fluide et faire commencer l'intégration dès le premier jour : réduire la bureaucratie, accélérer la reconnaissance des diplômes, créer des filières d'Alya professionnelle, mieux accompagner les enfants et mettre en place un portail numérique unique pour les olim.

3. Comment comptez-vous améliorer l'intégration professionnelle des olim ?

L.D. : Un ingénieur, un médecin, un enseignant, un avocat ou tout autre professionnel qualifié ne devrait pas avoir à repartir de zéro parce qu'il a fait son Alya. Nous voulons élargir et accélérer la reconnaissance des diplômes et des licences professionnelles étrangers afin que les olim puissent mettre leur formation au service d'Israël immédiatement, au lieu de perdre des années en requalification.

Nous créerons également des filières d'Alya professionnelle dans les secteurs dont Israël a le plus besoin, notamment la médecine, la technologie, l'ingénierie et l'éducation, avec une mise en relation avec les employeurs dès l'arrivée. Notre objectif est de mettre fin au sous-emploi des olim qualifiés.

> "Notre objectif est de mettre fin au sous-emploi des olim qualifiés."

4. Le logement reste une difficulté majeure pour de nombreux olim. Que proposez-vous ?

L.D. : Nous étendrons la rénovation urbaine dans les villes et localités de la périphérie, en augmentant l'offre de logements tout en renforçant les infrastructures. L'État doit également accorder des terrains et des avantages à ceux qui servent et contribuent à la résilience du pays, afin d'encourager leur installation dans les régions frontalières et les zones d'intérêt national prioritaire.

5. Comment améliorer l'intégration des enfants d'olim dans le système éducatif ?

L.D. : L'intégration doit commencer par nos enfants. Nous voulons offrir à chaque enfant en Israël un enseignement de qualité et réduire les écarts entre les différents réseaux éducatifs, avec un socle commun de matières fondamentales.

Pour les enfants d'olim, l'accompagnement existe déjà mais reste trop souvent morcelé et difficile d'accès pour les familles.

>>

Notre engagement est de rendre cet accompagnement coordonné, cohérent et accessible à chaque enfant d'olch dès son premier jour en classe. Nous voulons également donner davantage d'autonomie aux collectivités locales et aux établissements, qui connaissent le mieux les besoins de leurs élèves.

"Notre engagement est de rendre cet accompagnement coordonné, cohérent et accessible à chaque enfant d'olch dès son premier jour en classe."

6. Quelles mesures proposez-vous pour améliorer le pouvoir d'achat ?

L.D. : Nous mènerons une action résolue pour réduire le coût de la vie : monopoles, concentrations de pouvoir, barrières à l'importation et réglementations superflues. Pour un nouvel olch, le meilleur levier de pouvoir d'achat reste cependant la possibilité de travailler rapidement dans le métier pour lequel il a été formé.

Trop d'olim perdent aujourd'hui des années en requalification ou occupent des emplois très en dessous de leurs compétences. C'est là que se joue d'abord leur installation financière.
Les olim qui servent dans Tsahal ou dans les réserves bénéficieront également pleinement des avantages fiscaux prévus pour ceux qui servent.

7. Que proposez-vous face à la criminalité et à l'insécurité ?

L.D. : La souveraineté ne s'arrête pas aux limites des localités. Un État fort fixe la loi, la fait respecter partout et ne laisse pas les organisations criminelles créer des zones où il ne gouverne plus.
Nous voulons renforcer les sanctions contre les organisations criminelles, notamment contre le racket, les armes illégales et le trafic d'armes.
Nous proposons également un organe national de lutte contre la criminalité réunissant renseignement, application de la loi et sanctions économiques.

8. Comment comptez-vous rendre les services publics plus efficaces ?

L.D. : L'État d'Israël prend souvent les bonnes décisions mais échoue dans leur mise en œuvre. Nous voulons changer cela. Il faut lever les obstacles réglementaires et bureaucratiques, transférer davantage de compétences et de budgets aux collectivités locales et publier chaque année un rapport sur ce qui a été réalisé. Chaque mission nationale devra avoir des objectifs mesurables, un calendrier et un ministre clairement responsable.

9. Que proposez-vous pour simplifier les démarches administratives des olim ?

L.D. : Nous voulons créer un portail numérique unique pour les olim. Ils pourront y accéder à l'information, déposer leurs documents, suivre leurs demandes et savoir exactement quelle est la prochaine étape. Chaque démarche imposée à un olch devra être réexaminée : ce qui peut être simplifié le sera, ce qui peut être numérisé le sera, et ce qui peut être supprimé le sera.
Ce portail sera également disponible en français afin que les olim francophones puissent comprendre leurs droits et effectuer leurs démarches dans leur langue dès leur arrivée.

10. Quelle place souhaitez-vous donner à la communauté française en Israël ?

L.D. : Les olim de France apportent avec eux un riche bagage culturel, professionnel et intellectuel. Ils ont une culture du débat et savent respecter la diversité des opinions.
C'est cette richesse que nous voulons faire davantage rayonner dans la vie publique israélienne.
Les Français d'Israël ne doivent pas seulement être considérés comme une communauté à accompagner. Ils doivent être considérés comme une force qui contribue pleinement à l'avenir du pays.

"Ils doivent être considérés comme une force qui contribue pleinement à l'avenir du pays."

>>>

11. Quel rôle souhaitez-vous donner aux relations entre la France et Israël ?

L.D. : Nous voulons une diplomatie publique proactive et affirmée, qui renforce les alliances d'Israël, porte son récit dans le monde et fasse face à la montée de l'antisémitisme. C'est pourquoi Amkha Israël exigera le portefeuille de la hasbara dans le prochain gouvernement. Nous avons besoin d'un dispositif étatique et professionnel qui prenne l'initiative au lieu de simplement répondre aux attaques.

12. Pourquoi la représentation des olim francophones à la Knesset est-elle importante ?

L.D. : La meilleure façon de renforcer la représentation des olim francophones est d'envoyer à la Knesset l'une des leurs.

Je suis née en France et j'ai dirigé pendant de nombreuses années des programmes nationaux d'intégration des olim de France. Je connais donc de l'intérieur les difficultés auxquelles notre communauté est confrontée. Je veux poursuivre cet engagement depuis la Knesset et faire de l'intégration des olim une véritable politique nationale.



Carte blanche

Le service pour tous. Beaucoup d'olim venus de France ont fait le choix de servir dans Tsahal ou dans les réserves, et ils savent ce que signifie porter ensemble la responsabilité de ce pays. Notre engagement est simple : une Loi fondamentale sur le service, selon laquelle chaque citoyen de l'État d'Israël servira l'État, par le service militaire pour ceux qui y sont aptes, ou par un service national significatif pour les autres. Tous ne serviront pas de la même manière, mais nul ne restera en dehors du cercle de l'engagement commun.

En contrepartie, l'État mettra en place un système de rétribution différencié, fondé sur la nature, la durée et le degré de risque du service, afin que les combattants, les soutiens au combat et les réservistes soient récompensés à la mesure de leur contribution : avantages fiscaux, accès à des terrains et incitations pour les entreprises qui les emploient.

Notre principe tient en une phrase : ***qui donne plus recevra bien plus.***

YOSSI TAÏEB	CANDIDAT À LA KNESSET	שס

@MKYOSSITAIEB



« L'Alya ne doit plus être un parcours du combattant, mais un choix de vie accompagné et valorisé. »

Yossi Taïeb

>>>

1. Quelles sont vos principales priorités pour Israël, sur le plan national, sécuritaire, économique et international ?

Yossi Taïeb : Sur le plan sécuritaire, je pense que la souveraineté d'Israël et la protection absolue de ses citoyens restent prioritaires. Sur le plan économique et social, nous prônons une justice sociale forte, la lutte contre la vie chère et la réduction des inégalités, car ce sont des valeurs ancrées au cœur du parti Shass.

Sur le plan international, nous devons continuer à consolider les alliances stratégiques majeures en élargissant les Accords d'Abraham, tout en affirmant le statut d'Israël comme foyer national indéfectible du peuple juif.
.

"Consolider les alliances stratégiques majeures en élargissant les Accords d'Abraham."

2. Comment souhaitez-vous améliorer l'accompagnement des nouveaux olim et faire évoluer la politique d'intégration ? Seriez-vous favorable à un audit des organismes financés pour accompagner l'Alya ?

Y.T. : Il faut passer d'une logique de guichet passif à une stratégie d'accompagnement proactif et personnalisé dès la France, car il est évident qu'une Alya réussie commence par une bonne préparation en France. Je propose quelques mesures concrètes, comme la création de bilans de compétences en français avant le départ, la décentralisation des oulpans avec des formules flexibles – soir, en ligne, intensives – et la facilitation des démarches administratives groupées.

Concernant un audit des organismes financés pour accompagner l'Alya, j'y suis totalement favorable. L'argent public alloué à l'Alya doit être optimisé. Un suivi fondé sur des indicateurs précis de réussite de l'intégration à long terme – emploi, logement, maîtrise de la langue – garantira une efficacité maximale.

"La bureaucratie doit être simplifiée ! "

3. Quelles mesures concrètes souhaitez-vous mettre en place pour mieux accompagner les olim francophones en Israël ? Êtes-vous favorable à ce qu'un référent francophone du Misrad Haklita soit mis en place dans chaque ville où la communauté francophone est importante ?

Y.T. : Les olim francophones souffrent souvent d'un manque d'information ciblée et d'un sentiment d'isolement administratif. Je propose donc des mesures ciblées comme le renforcement du soutien budgétaire aux associations de terrain francophones, la mise à disposition de formulaires officiels traduits et la présence systématique de personnel bilingue dans les services essentiels.
Une proposition de loi en ce sens a déjà été déposée lors de la précédente Knesset et je compte bien aller jusqu'au bout de cette initiative lors de la prochaine mandature.

Quant à la proposition d'un représentant local du Misrad Haklita, j'y suis favorable et engagé. Chaque municipalité comptant une forte population francophone doit intégrer un référent dédié pour orienter les familles sur le terrain.

"Chaque municipalité comptant une forte population francophone doit intégrer un référent dédié pour orienter les familles sur le terrain."

4. Comment faciliter l'intégration professionnelle des olim francophones, notamment à travers la reconnaissance des diplômes ?

Y.T. : L'intégration par l'emploi est le pilier de l'autonomie financière. Mon cheval de bataille est la reconnaissance des diplômes. Je milite donc pour l'accélération des équivalences, notamment dans le secteur de la santé, du droit, de la comptabilité et de l'enseignement, mais aussi pour la simplification des stages et équivalences de licence professionnelle.

Il est impératif de lutter contre la discrimination à l'embauche par la mise en place de campagnes de sensibilisation auprès des employeurs israéliens pour valoriser l'expérience professionnelle européenne et par la promotion de programmes de mentorat en entreprise.

"Mon cheval de bataille est la reconnaissance des diplômes. (...) Il est impératif de lutter contre la discrimination à l'embauche."

>>>

5. Quelles solutions proposez-vous pour répondre aux difficultés de logement rencontrées par les nouveaux olim ?

Y.T. : Le logement représente le premier frein à l'installation des nouveaux olim. Les solutions proposées par mon parti, comme l'augmentation de la subvention au logement — siyoua béssakhar dira — ajustée à la réalité des loyers actuels, l'élargissement du parc de logements à loyers modérés pour les nouveaux arrivants et la création d'un fonds de garantie étatique remplaçant l'exigence des deux garants israéliens, sont des réponses concrètes à ce frein.

6. Quel accompagnement souhaitez-vous proposer aux enfants de familles olim pour faciliter leur intégration scolaire ?

Y.T. : Je suis absolument pour la mise en place d'un accompagnement gratuit pour les enfants d'olim. J'ai d'ailleurs œuvré, en tant que président de la commission de l'Éducation à la Knesset, pour obtenir des millions de shekels aux programmes de Mekhoubarim et Yahdav afin de faciliter l'intégration de ces enfants en Israël.

Un système de soutien scolaire gratuit intégrera l'apprentissage intensif de l'hébreu — oulpan katan —, l'aide aux devoirs et un accompagnement psychopédagogique pour éviter la déscolarisation ou le décrochage.

> "L'intégration de toute la famille dépend de la réussite des enfants."

7. Comment améliorer l'accès des olim francophones au système de santé et aux droits sociaux en Israël ?

Y.T. : Faciliter l'accès à la santé des olim est une priorité. J'ai défendu auprès du ministre la nécessité d'une traduction systématique des portails web et applications des koupat holim, ainsi que la création d'un annuaire d'orientation des praticiens francophones. Lorsque le ministre de la Santé est votre collègue au Shass, l'écoute est bien plus facile et je compte bien accélérer les choses dans la prochaine mandature.

Il est également important de publier des guides d'information clairs sur la sécurité sociale israélienne — Bituah Leumi — en français et de renforcer les permanences physiques d'orientation sociale.

8. Quelles mesures défendez-vous pour améliorer le pouvoir d'achat des familles et alléger leur charge fiscale ?

Y.T : La lutte pour le pouvoir d'achat reste une priorité au sein du Shass et ce depuis des décennies.
Nous proposons une baisse des taxes d'importation sur les produits de consommation courante et la révision des tranches d'imposition pour les foyers à revenus modestes et moyens.

Je soutiens également l'extension des avantages fiscaux — réduction des droits de douane — actuellement réservés aux véhicules neufs, à l'achat d'un véhicule d'occasion récent, plus accessible pour les budgets de nombreux nouveaux olim.

9. Comment mieux prendre en compte les carrières partagées entre la France et Israël dans le calcul des droits à la retraite ?

Y.T : L'amélioration des dispositifs permettant aux olim de bénéficier d'une retraite adaptée à leur parcours professionnel est un combat prioritaire.
Beaucoup d'olim sont pénalisés par un découpage de leur carrière entre la France et Israël. Il faut renforcer les conventions bilatérales, faciliter la validation des droits à la retraite accumulés en France et simplifier le transfert des droits sociaux pour éviter les doubles impositions ou la précarité fiscale des seniors.

10. Comment faciliter les transferts de fonds entre la France et Israël pour les nouveaux olim tout en respectant les obligations bancaires et de conformité ?

Y.T. : Je propose la mise en place d'un protocole d'accord tripartite entre le ministère de l'Alya, la Banque d'Israël et les institutions bancaires pour simplifier et sécuriser la justification des fonds légitimes.

L'objectif est d'éviter le blocage injustifié des comptes bancaires des olim tout en se conformant aux exigences de conformité internationale.

>>

11. Quelles mesures souhaitez-vous mettre en place pour renforcer la prévention de la délinquance, notamment chez les jeunes ?

Y.T. : Concernant la délinquance chez les jeunes, je milite pour une prévention renforcée via l'augmentation des effectifs de police municipale dans les zones à risque et la création de structures d'accueil informelles pour les jeunes en difficulté.

"L'éducation et les activités parascolaires gratuites restent les meilleures armes contre la délinquance. "

12. Comment simplifier les démarches administratives des olim et faciliter leur accès aux services publics en français ?

Y.T. : Je souhaite promouvoir le lancement de la plateforme « Klita numérique » : un guichet unique en ligne, accessible intégralement en français, permettant de réaliser la majorité des démarches administratives — inscription scolaire, immatriculation, démarches fiscales, sécurité sociale.

13. Quelle place souhaitez-vous donner au renforcement des relations entre la France et Israël, notamment dans les domaines économique, culturel et universitaire ?

Y.T. : Les relations historiques entre les deux nations doivent s'appuyer sur la diplomatie, le commerce et l'innovation.
Parallèlement, il faut dynamiser les jumelages existants et en créer de nouveaux pour favoriser les échanges économiques, culturels et touristiques entre collectivités.
Il est essentiel d'apporter un soutien accru aux programmes de volontariat, partenariats universitaires, bourses d'études croisées et équivalences de diplômes post-bac.

"La communauté francophone constitue un pont naturel et un véritable ambassadeur culturel et économique entre la France et Israël."

14. Comment renforcer la représentation des olim francophones dans les institutions israéliennes et les lieux de décision ? Le moment est-il venu de voir un ministre de l'Alya et de l'Intégration issu de la communauté française ?

Y.T. : Il est primordial de promouvoir l'intégration de cadres francophones qualifiés dans la haute fonction publique, les ministères et les instances de décision. On peut envisager également la création d'un Conseil consultatif de l'Alya francophone directement rattaché au ministère de l'Alya et de l'Intégration. Étant moi-même issu de cette communauté, je m'engage à faire de la francophonie un axe prioritaire de la politique d'intégration nationale. Mon objectif au ministère de l'Alya et de l'Intégration est de faire passer l'intégration d'une logique d'absorption passive à une dynamique d'épanouissement complet. La communauté francophone dispose de compétences professionnelles, culturelles et humaines inestimables pour Israël : mon devoir est de lui donner les moyens de réussir à la hauteur de son potentiel.

"Étant moi-même issu de cette communauté, je m'engage à faire de la francophonie un axe prioritaire de la politique d'intégration nationale. "

>>>



Carte blanche

À travers cet entretien, Yossi Taïeb dessine les contours de ce qu'il souhaite porter à la prochaine Knesset, avec une attention particulière aux enjeux de l'Alya et à la place de la communauté francophone en Israël. Son discours met en avant une volonté d'agir sur des sujets très concrets : reconnaissance des diplômes, emploi, logement, éducation, santé, pouvoir d'achat, démarches administratives, mais aussi représentation des francophones dans les institutions et renforcement des relations entre la France et Israël.

À l'approche des élections, ces propositions s'inscrivent dans un débat plus large sur l'avenir de l'Alya et sur la capacité d'Israël à mieux valoriser celles et ceux qui choisissent de construire leur vie dans le pays. Pour Yossi Taïeb, l'enjeu dépasse ainsi la seule arrivée en Israël : il s'agit de permettre aux olim de trouver leur place, de valoriser leurs compétences et de participer pleinement à la société israélienne.

Et il résume cette ambition en une formule qui donne le ton de son engagement :
« L'Alya ne doit plus être un parcours du combattant, mais un choix de vie accompagné et valorisé. »

SHANNA ORLIK

CANDIDATE À LA KNESSET
CONSEILLÈRE POLITIQUE DE YAIR GOLAN

הדמוקרטים
בראשות יאיר גולן

@SHANNA.ORLIK



« Une Alya réussie, c'est permettre à chaque nouvel immigrant de s'intégrer pleinement en Israël : apprendre l'hébreu, travailler dans son métier, se loger dignement et se sentir chez lui. »

Shanna Orlik

>>>

1. Quels sont les principaux points de votre programme pour Israël, sur les plans national, économique, social, sécuritaire et international ?

Shanna Orlik : Nous sommes le seul parti social-démocrate. Notre projet repose sur une idée simple : reconstruire un Israël sioniste, démocratique, sûr et solidaire. Nous voulons une paix réelle avec nos voisins, fondée sur la sécurité et la coopération régionale, et la libération des otages. Sur le plan sécuritaire, nous voulons sortir de la logique de gestion permanente du conflit : combattre le terrorisme, préserver la liberté d'action d'Israël et transformer les succès militaires en accords durables. Avec les États-Unis et les États arabes modérés, nous voulons bâtir une alliance régionale face à l'Iran et aux forces radicales, avancer sur le dossier palestinien et élargir la normalisation, notamment avec l'Arabie saoudite.

Nous mettrons en place une commission d'enquête d'État sur le 7 octobre 2023, conformément à la loi, et abrogerons les lois antidémocratiques adoptées par ce gouvernement. Nous défendrons l'État de droit, l'indépendance de la justice et la lutte contre la corruption, et limiterons le mandat du Premier ministre à huit ans. Nous changerons l'ordre des priorités et réorienterons les budgets vers les transports en commun, le logement public, l'éducation nationale, la santé, l'emploi et les services publics. Nous réduirons le coût de la vie et reconstruirons la périphérie et les territoires frontaliers fragilisés depuis le 7 octobre 2023. Nous défendrons un service civique ou militaire pour tous. Nous voulons un gouvernement au service des citoyens et l'égalité pour tous : femmes et hommes, Juifs et Arabes, LGBTQ+, personnes handicapées, olim et minorités religieuses et sociales. Nos politiques sociales bénéficieront à chacun, notamment aux olim qui ont besoin de soutien pour construire leur vie en Israël..

> "Nous voulons un gouvernement au service des citoyens et l'égalité pour tous : femmes et hommes, Juifs et Arabes, LGBTQ+, personnes handicapées, olim et minorités religieuses et sociales."

2. Quelles mesures concrètes souhaitez-vous prendre pour encourager l'Alya et faciliter l'intégration des nouveaux olim ? Êtes-vous favorable à un audit des organismes financés pour accompagner l'Alya afin d'évaluer leur efficacité ?

S.O. : L'Alya ne s'achève pas à l'aéroport. Elle réussit lorsque les nouveaux immigrants peuvent apprendre l'hébreu, travailler dans leur profession, se loger dignement et se sentir pleinement chez eux.

Nous protégerons la Loi du retour, y compris les droits des petits-enfants de Juifs, et défendrons des solutions pour les parents âgés et les membres adultes de la quatrième génération dans les familles d'olim. Nous réduirons les délais et les obstacles administratifs, augmenterons le panier d'intégration et prolongerons son versement de six mois à un an.

Nous créerons un dossier numérique unique, avec un interlocuteur clairement identifié et des délais de réponse précis. Nous proposerons des oulpanim plus souples, notamment en soirée et adaptés aux personnes qui travaillent. Nous permettrons aussi d'engager la reconnaissance des diplômes et qualifications avant même l'arrivée en Israël, avec une priorité aux professions médicales, de santé et du droit.

Oui, nous sommes favorables à une évaluation régulière et indépendante des organismes financés par l'argent public. Elle devra mesurer des résultats concrets : délais de traitement, apprentissage de l'hébreu, accès à l'emploi et au logement, satisfaction des olim et taux de maintien durable en Israël. L'objectif n'est pas d'affaiblir les associations utiles, mais de renforcer celles qui obtiennent des résultats et de corriger ce qui ne fonctionne pas.

> "Nous sommes favorables à une évaluation régulière et indépendante des organismes financés par l'argent public."

>>>

3. Quelles mesures souhaitez-vous mettre en place pour répondre aux besoins spécifiques de la communauté française ? Êtes-vous favorable à la présence, dans chaque ville comptant une importante communauté francophone, d'un représentant francophone du Misrad HaKlita ?

S.O. : Les Français d'Israël rencontrent des difficultés très concrètes : maîtrise insuffisante de l'hébreu administratif, reconnaissance des diplômes, accès à l'emploi, compréhension des droits sociaux, logement et accompagnement scolaire des enfants. Les documents officiels, formulaires, sites web et applications des services publics doivent être accessibles en français, en particulier pendant les premières années suivant l'Alya.

Oui, dans les villes où vit une communauté francophone importante, il est légitime qu'un interlocuteur francophone du ministère de l'Alya et de l'Intégration soit clairement identifié et réellement disponible. Selon la taille de la ville, cela peut prendre la forme d'un poste permanent ou d'un service régional mutualisé.

L'essentiel est qu'aucun nouvel immigrant ne renonce à ses droits parce qu'il ne comprend pas la procédure. Des outils numériques, y compris des assistants utilisant l'IA, pourront guider les usagers dans leur langue là où aucun représentant francophone n'est présent, avec une possibilité de joindre une personne pour les situations complexes.

4. Quelles mesures souhaitez-vous prendre pour faciliter l'accès à l'emploi des olim, notamment la reconnaissance des diplômes et de l'expérience professionnelle, et lutter contre les discriminations à l'embauche ?

S.O. : Un médecin, une infirmière ou une avocate doivent pouvoir exercer leur profession après leur Alya. Nous donnerons la priorité aux professions médicales, de santé et du droit : reconnaissance des diplômes avant l'arrivée, suppression des traductions ou authentifications inutiles, hébreu professionnel, formations complémentaires et préparation aux examens israéliens. Même depuis l'opposition, Gilad Kariv a fait accélérer la reconnaissance des diplômes et avancer plusieurs milliers de dossiers : le stock en attente a été réduit à 787 au ministère de l'Éducation et le délai moyen ramené à deux mois ; au ministère de l'Alya, 688 demandes approuvées sur 793, et 105 encore à l'examen. Son suivi a aussi conduit à un engagement de réponse en 35 jours.

Nous voulons généraliser ce délai de cinq semaines, résoudre le coût des traductions notariées pour les francophones et permettre le dépôt des dossiers avant l'Alya, avec une priorité aux professions médicales, paramédicales et juridiques. Les programmes de mise à niveau et l'accompagnement vers l'emploi seront renforcés, ainsi que la lutte contre les discriminations.

5. Quelles mesures souhaitez-vous mettre en place pour faciliter l'accès au logement des familles et des nouveaux olim ? Êtes-vous notamment favorable à un encadrement des loyers, au développement du logement social et à la mise en place de solutions alternatives à l'obligation de fournir deux garants ?

S.O. : Le logement dépend de l'offre, de la demande et du coût du crédit. Notre priorité sera d'accélérer l'obtention des permis et la réalisation des projets, notamment près des transports et des emplois. Après le 7 octobre, la restriction de l'accès des travailleurs palestiniens et la lente arrivée de travailleurs étrangers ont freiné les chantiers. Nous sécuriserons les recrutements, les formations et les capacités de construction.

Nous défendrons une politique budgétaire responsable pour contenir le déficit, l'inflation et le coût du financement, dans le respect de l'indépendance de la Banque d'Israël. Nous développerons le logement public et la location de longue durée, et augmenterons l'aide au loyer pour les olim dans tout le pays.

> "Nous développerons le logement public et la location de longue durée, et augmenterons l'aide au loyer pour les olim dans tout le pays."

Pour les locataires, nous privilégierons des baux stables et transparents et des alternatives aux deux garants, notamment des garanties encadrées pour les nouveaux olim et les familles modestes. La protection contre les hausses abusives doit préserver l'offre locative.

Gilad Kariv a également obtenu des réponses pour les olim évacués : prolongation de l'hébergement à l'hôtel, aides financières et indemnisation des frais de loyer, d'agence et de déménagement.

>>>

6. Êtes-vous favorable à la mise en place d'un accompagnement gratuit pour les enfants de nouveaux olim, notamment pour l'apprentissage de l'hébreu, l'aide aux devoirs et le soutien scolaire ?

S.O. : Oui. Chaque enfant olé doit bénéficier gratuitement d'un soutien linguistique, scolaire et émotionnel. Lorsqu'une école ne dispose pas d'oulpan, l'État financera des heures d'hébreu pendant les trois premières années suivant l'Alya. Nous augmenterons les budgets scolaires et périscolaires, l'aide aux devoirs et les heures de soutien.

Nous voulons un système éducatif unifié, avec un bloc commun de matières essentielles obligatoire pour tous et des budgets égaux pour tous les enfants. Les enseignants issus de l'Alya européenne, américaine et russophone sont une ressource précieuse face aux milliers de postes manquants : nous faciliterons leur accès à l'enseignement et ouvrirons des postes dans tout le pays.

> "Chaque enfant olé doit bénéficier gratuitement d'un soutien linguistique, scolaire et émotionnel."

7. Quelles mesures souhaitez-vous prendre pour faciliter l'accès des olim au système de santé et améliorer l'information sur leurs droits sociaux ?

S.O. : Le système de santé israélien est difficile à comprendre, même pour ceux qui maîtrisent l'hébreu. Nous voulons rendre accessibles en français les informations essentielles sur les caisses de santé, les remboursements, les droits sociaux, le handicap, la santé mentale et les démarches à effectuer. Le dossier numérique unique de l'olim permettra d'éviter de fournir plusieurs fois les mêmes documents et d'orienter rapidement chaque personne vers le bon service.

Gilad Kariv a renforcé l'accompagnement des soldats seuls olim : accès élargi aux professionnels de santé mentale et création d'une unité dédiée aux soldats seuls réservistes. Nous poursuivrons ce soutien au logement, aux finances et à la santé mentale pendant et après le service, y compris pour leurs proches. Nous inscrirons les droits des soldats seuls dans la loi, pour éviter leur perte automatique lorsque leur famille fait son Alya, et faciliterons les visites de leurs proches. Nous améliorerons aussi l'interprétariat et la formation des personnels aux besoins des olim.

8. Quelles mesures envisagez-vous pour améliorer le pouvoir d'achat des familles, des jeunes et des retraités, et faciliter financièrement l'installation des nouveaux olim ? Êtes-vous favorable à la mise en place d'une aide à l'achat d'un véhicule d'occasion pour les nouveaux olim ?

S.O. : Notre priorité est d'augmenter les revenus et de réduire les dépenses indispensables. Nous relèverons le salaire minimum et la prime d'activité (« impôt négatif »), développerons les formations professionnelles et réorienterons les budgets vers les services publics. Pour les familles, nous raccourcirons la semaine de travail, renforcerons les congés payés et maladie ainsi que le congé de naissance des pères, et développerons des crèches publiques moins coûteuses.

Nous lutterons contre les monopoles et les cartels de l'alimentation, de l'énergie et des médicaments, et contre le monopole de la cacherout. Nous baisserons les tarifs des transports publics, élargirons les produits à prix encadrés et favoriserons une concurrence saine et les marques de distributeur. Renforcer la santé et l'éducation publiques réduira aussi les dépenses privées des ménages. Les olim bénéficieront de ces mesures et d'un panier d'intégration renforcé, versé pendant un an.

Pour les véhicules d'occasion, nous privilégions une aide ciblée aux olim modestes lorsque la voiture est indispensable au travail ou en raison d'un handicap, en favorisant les véhicules électriques abordables. La priorité reste des transports publics fiables et accessibles.

> "Nous lutterons contre les monopoles et les cartels de l'alimentation, de l'énergie et des médicaments, et contre le monopole de la cacherout."

>>>

9. Êtes-vous favorable à la mise en place ou à l'amélioration de dispositifs permettant aux olim de bénéficier d'une retraite adaptée à leur parcours professionnel, notamment lorsqu'ils ont travaillé en France avant leur Alya ?

S.O. : Oui. Une personne qui a travaillé pendant des décennies en France ne doit pas se retrouver précarisée parce qu'elle a choisi de faire son Alya. Nous voulons renforcer la coordination entre les administrations françaises et israéliennes, rendre les démarches compréhensibles en français et permettre un traitement plus rapide des dossiers mêlant droits acquis en France et droits ouverts en Israël.

Notre programme prévoit aussi un filet de sécurité renforcé pour les olim arrivés à un âge où ils n'ont pas pu accumuler suffisamment de droits à pension en Israël. Cela passe par une meilleure information avant l'Alya, un accompagnement individualisé et une augmentation des aides destinées aux personnes âgées sans pension suffisante ou disposant de faibles revenus.

"Notre programme prévoit aussi un filet de sécurité renforcé pour les olim arrivés à un âge où ils n'ont pas pu accumuler suffisamment de droits à pension en Israël."

10. Quelles mesures souhaitez-vous prendre pour faciliter et sécuriser les transferts d'argent entre la France et Israël, notamment pour les familles, les retraités et les personnes disposant de revenus ou d'un patrimoine dans les deux pays ?

S.O. : L'isolement international d'Israël et les activités de ses banques en Cisjordanie font peser un risque sur les relations avec les banques françaises et britanniques, les transferts et les fonds de pension. Dans la prochaine coalition, les Démocrates porteront une politique responsable pour arrêter ces dérives, renouer la confiance et faire lever les boycotts naissants.
Pour les transferts licites, nous voulons des justificatifs harmonisés, des informations en français, un interlocuteur spécialisé et des délais clairs, tout en maintenant les contrôles contre le blanchiment.

11. Face aux préoccupations liées à l'insécurité et à la délinquance, notamment chez les jeunes, quelles mesures souhaitez-vous mettre en place en matière de prévention et de sécurité ?

S.O. : La sécurité quotidienne exige une police présente, professionnelle et au service du public, mais aussi une véritable politique de prévention. Notre programme prévoit un groupe national de lutte contre le crime organisé doté d'un budget d'un milliard de shekels par an, auquel seraient affectés 5 % des effectifs les plus qualifiés des organismes d'application de la loi. Il prévoit également une procédure accélérée visant à passer de l'arrestation à l'emprisonnement en neuf mois pour les dossiers concernés. Nous renforcerons les effectifs locaux, les enquêtes, la coopération entre la police, les municipalités, les services sociaux et le système éducatif, ainsi que la lutte contre les armes illégales, le racket et les réseaux criminels.

Pour les jeunes, la réponse ne peut pas être uniquement pénale. Il faut investir dans l'éducation non formelle, les activités sportives et culturelles, la prévention du décrochage, la santé mentale et l'accompagnement des familles. Nous voulons frapper les organisations criminelles et leurs circuits financiers tout en donnant aux jeunes une perspective et une place dans la société.

12. Quelles mesures souhaitez-vous prendre pour simplifier les démarches administratives des olim et améliorer l'accès aux services publics, notamment en français ?

S.O. : Nous créerons un guichet gouvernemental unique pour accompagner chaque nouvel immigrant, avec un dossier numérique partagé entre administrations, des délais de traitement publiés et un suivi clair des demandes. Un document déjà remis à un service public ne devra plus être réclamé par un autre. Nous simplifierons notamment les démarches liées à l'Alya, au statut et au regroupement familial. Les conjoints étrangers de citoyens israéliens pourront engager leur procédure avant l'arrivée, sans fournir deux fois les mêmes pièces au consulat et à l'Autorité de la population ; nous fixerons des délais d'entretien et faciliterons leur accès au travail.

>>>

Nous défendrons aussi l'égalité des olim dans l'obtention d'un passeport israélien, y compris lorsqu'ils étudient ou travaillent temporairement à l'étranger.

Grâce au travail de Gilad Kariv, la publication des informations des services publics dans plusieurs langues, notamment en russe, a été rendue obligatoire pour permettre aux olim de connaître leurs droits. Nous étendrons l'accès en français aux sites, formulaires et services essentiels, y compris dans la santé, la banque et la fiscalité.

"Nous créerons un guichet gouvernemental unique pour accompagner chaque nouvel immigrant."

13. Comment souhaitez-vous renforcer les relations entre la France et Israël ? Êtes-vous favorable au renforcement des jumelages et des partenariats entre collectivités ? Quelles mesures souhaitez-vous soutenir pour développer les échanges éducatifs, universitaires et culturels ? Quel rôle les Français d'Israël peuvent-ils jouer ?

S.O. : La relation entre la France et Israël doit être exigeante, directe et fondée sur des intérêts communs : sécurité, lutte contre l'antisémitisme et le terrorisme, innovation, climat, santé, recherche et culture. Même lorsque les gouvernements sont en désaccord, les liens entre les sociétés doivent rester solides. Oui, nous soutenons le renforcement des jumelages et des partenariats entre villes, universités, établissements scolaires, hôpitaux, institutions culturelles et acteurs économiques. Nous voulons davantage de programmes pour les jeunes, d'échanges étudiants et de chercheurs, de projets bilingues et de coopérations culturelles durables.

Nous voulons également renforcer les liens avec les communautés juives de France : lutte contre l'antisémitisme, protection des institutions, programmes éducatifs et rencontres entre jeunes Français et Israéliens. Les Français d'Israël ont ici un rôle irremplaçable. Ils connaissent les deux langues, les deux cultures et les deux administrations. Ils peuvent créer des partenariats, prévenir les malentendus et maintenir un dialogue vivant. Ils ne sont pas à la périphérie de cette relation : ils en sont l'un des ponts les plus précieux.

"Ils ne sont pas à la périphérie de cette relation : ils en sont l'un des ponts les plus précieux."

14. Comment souhaitez-vous renforcer la représentation et la prise en compte des olim francophones dans les institutions et la vie politique israélienne ?

S.O. : Nous avons déjà créé au sein des Démocrates le מטה עולים, le pôle du parti consacré aux nouveaux immigrants, avec une section francophone animée par des bénévoles. Elle traduit des contenus pour rendre les valeurs, les propositions et les actions du parti accessibles en français, organise des événements et ouvre un dialogue direct avec les olim. Ce travail doit se poursuivre entre les élections, pas seulement pendant les campagnes.

Nous voulons aussi faire remonter les besoins des francophones auprès de nos élus et des institutions : reconnaissance des diplômes, emploi, école, logement et services publics. Nous travaillerons avec les associations, les élus locaux, les professionnels, les jeunes et les retraités, tout en encourageant la participation des olim aux partis, aux conseils municipaux, aux syndicats, aux associations et à la fonction publique. Notre objectif est qu'ils puissent peser sur les décisions comme citoyens israéliens à part entière.

15. Vous engagez-vous à soutenir la nomination d'un ministre de l'Alya et de l'Intégration accordant une attention particulière aux besoins des communautés francophones ?

S.O. : Oui. Même depuis l'opposition, Gilad Kariv a obtenu des avancées concrètes en seulement 15 mois à la présidence de la commission de la Knesset pour l'Alya, l'Intégration et la Diaspora. Nous voulons prolonger ce travail au gouvernement, avec un ministre compétent, des moyens, des délais mesurables et un suivi public des résultats.

L'Alya est au cœur du projet sioniste et de l'avenir d'Israël. La France abrite la deuxième plus grande communauté juive hors d'Israël, après les États-Unis : une communauté riche de son histoire, de sa culture et de sa diversité. Nous voulons représenter les olim francophones dans leur intégration comme Israéliens à part entière, tout en répondant à leurs besoins particuliers : démarches accessibles en français, reconnaissance des qualifications, emploi, logement et accompagnement des familles. Notre engagement ne dépend pas uniquement du nom du futur ministre : il doit se traduire par des résultats.

"Nous voulons représenter les olim francophones dans leur intégration comme Israéliens à part entière."

>>>



Carte blanche

Israël est à un carrefour historique. L'État doit tout faire pour rester un foyer pour le peuple juif, un État juif et démocratique au sein des nations, ayant le droit de se défendre et assumant ses responsabilités. Le bien-être et la sécurité de ses citoyens doivent être sa priorité.

Cet État juif et démocratique doit garantir la liberté de religion pour tous. Les olim doivent pouvoir y construire une vie digne et se sentir chez eux. Nous défendrons la reconnaissance de tous les courants du judaïsme et de leurs conversions, sans monopole du rabbinat orthodoxe, le mariage civil et les transports en commun à Shabbat dans les villes et quartiers laïcs.

ÉLIANE SETBON LEZMY | CANDIDATE À LA KNESSET | הכלכלית שמים דיו בקלפי

@HAKALKALIT



« Réussir l'intégration, ce n'est pas seulement accueillir les olim : c'est leur permettre de travailler, de se loger, d'élever leurs enfants et de participer pleinement à la société israélienne. »

Éliane Setbon Lezmy

>>>

1. Votre programme met l'accent sur le pouvoir d'achat et le coût de la vie. Quelles sont vos principales propositions pour les familles israéliennes ?

Éliane Setbon Lezmy : Notre priorité est de rendre la vie plus abordable et de permettre aux familles de construire leur avenir en Israël. Nous voulons combattre les monopoles, ouvrir le marché à davantage de concurrence et supprimer les droits de douane et les quotas d'importation qui renchérissent les produits. Nous prévoyons également une baisse progressive des impôts, avec notamment une diminution de la TVA de 18 % à 17 % dès la première année.

Notre objectif est de faire baisser les prix à la source, plutôt que de nous contenter de compenser leurs augmentations. Nous voulons également agir sur le logement, renforcer l'éducation et le système de santé, améliorer les pensions des personnes âgées et soutenir les petites entreprises. En matière de sécurité, la défense doit disposer des ressources nécessaires et le pays doit pouvoir rétablir ses capacités. Hakalkalit fait campagne avec le Parti des réservistes dans une alliance entre deux partis distincts.

> "Notre objectif est de faire baisser les prix à la source, plutôt que de nous contenter de compenser leurs augmentations."

2. Quelle place accordez-vous à l'Alya dans votre projet politique ?

E.S.L. : L'Alya est une valeur sioniste majeure et une chance pour Israël. Mais accueillir les olim ne suffit pas : il faut leur donner les moyens de réussir leur installation, de trouver un emploi et de s'intégrer pleinement dans la société israélienne.

Nous proposons notamment de développer des centres locaux d'accompagnement, de faciliter l'orientation professionnelle, de renforcer les formations adaptées, d'accélérer la reconnaissance des diplômes obtenus à l'étranger et d'augmenter le panier d'intégration.

Réussir l'intégration, ce n'est pas seulement accueillir les olim : c'est leur permettre de travailler, de se loger, d'élever leurs enfants et de participer pleinement à la société israélienne.

3. Êtes-vous favorable à un contrôle des organismes chargés d'accompagner les nouveaux immigrants ?

E.S.L. : Oui. Nous sommes favorables à un audit régulier des organismes financés pour accompagner l'Alya. Il est essentiel de vérifier l'efficacité des services proposés, l'utilisation des fonds publics et les résultats réellement obtenus pour les olim. L'accompagnement doit être évalué à partir de ses résultats concrets pour les familles, et pas uniquement à partir des moyens engagés.

4. Les francophones rencontrent parfois des difficultés pour accéder aux informations et aux services administratifs. Que proposez-vous?

E.S.L. : Les olim francophones doivent pouvoir accéder aux informations et aux services dont ils ont besoin, particulièrement durant les premières années suivant leur Alya. Nous sommes favorables à ce que les villes comptant une importante population francophone puissent disposer d'un interlocuteur francophone identifié au sein des services du Misrad HaKlita, en lien avec les associations et les services municipaux.

Cet interlocuteur pourrait aider les nouveaux immigrants à comprendre leurs droits, à accomplir leurs démarches et à s'orienter vers les services compétents en matière d'emploi, d'éducation, de santé et de logement. Un olé ne devrait pas se retrouver seul face à l'administration simplement parce qu'il ne maîtrise pas encore suffisamment l'hébreu.

5. L'accès à l'emploi reste une difficulté importante pour de nombreux olim qualifiés. Comment comptez-vous y répondre ?

E.S.L. : Le programme de Hakalkalit prévoit des centres locaux d'intégration, des conseils professionnels, des formations et une reconnaissance accélérée des diplômes et qualifications obtenus à l'étranger. Nous souhaitons également faciliter l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat. Les procédures de reconnaissance doivent être plus simples et plus rapides. Les discriminations à l'embauche doivent être combattues, avec des règles effectivement appliquées et des recours accessibles. L'expérience professionnelle acquise en France ou dans un autre pays ne doit pas être effacée au moment de l'Alya. Les compétences des nouveaux immigrants constituent une richesse pour Israël et doivent pouvoir être valorisées sur le marché du travail.

>>>

6. Le logement est une préoccupation majeure pour les familles. Quelles solutions défendez-vous ?

E.S.L. : La crise du logement est liée à une offre insuffisante, à la spéculation et aux déséquilibres de l'économie. Nous voulons faire baisser progressivement le prix des logements, notamment en relançant la croissance et en proposant des placements concurrents à l'investissement immobilier.

Notre programme fixe comme objectif de faire passer le prix d'un logement moyen d'environ 170 salaires moyens à environ 120.

Nous soutenons également le développement du logement public et abordable, ainsi que l'augmentation de l'aide au loyer pour les personnes éligibles. Nous privilégions l'augmentation de l'offre et les aides ciblées plutôt qu'un plafonnement général des loyers, qui pourrait décourager la construction et la mise en location. Enfin, nous sommes favorables à l'examen de solutions plus souples pour les garanties locatives, afin que l'absence de deux garants ne constitue pas un obstacle à l'accès au logement.

7. Comment mieux accompagner les enfants olim dans leur parcours scolaire ?

E.S.L. : Les enfants nouvellement arrivés doivent bénéficier d'un accompagnement adapté pour apprendre l'hébreu et réussir leur scolarité. Nous sommes favorables à un soutien gratuit en hébreu, à l'aide aux devoirs et à un accompagnement scolaire, en priorité durant les premières années suivant l'arrivée.

Notre programme prévoit notamment des classes de 18 élèves, une réforme de l'éducation dès la petite enfance et un financement plus équitable entre les établissements. Ces mesures peuvent permettre aux équipes éducatives de mieux suivre les élèves nouvellement arrivés et de répondre à leurs besoins spécifiques.

8. La santé et l'accès aux droits sociaux peuvent également être difficiles à comprendre lorsqu'on arrive en Israël. Quelles mesures proposez-vous ?

E.S.L. : Nous voulons renforcer le système public de santé, augmenter progressivement les moyens qui lui sont consacrés, recruter davantage de médecins et d'infirmiers et réduire les délais d'attente. Le programme prévoit également la construction de trois nouveaux hôpitaux dans le Nord et le Sud, ainsi qu'un meilleur accès aux soins dans la périphérie.

Pour les nouveaux olim, nous sommes favorables à une information claire et accessible en français concernant l'inscription aux caisses de santé, les soins couverts et les droits sociaux. L'accès aux soins et aux droits ne doit pas dépendre de la capacité d'un nouvel immigrant à comprendre seul des démarches administratives complexes.

9. Quelles mesures envisagez-vous pour améliorer le pouvoir d'achat des nouveaux olim ?

E.S.L. : Notre priorité est de faire baisser les prix en ouvrant le marché aux importations concurrentes, en supprimant les droits de douane et les quotas qui protègent les monopoles, et en faisant appliquer les lois sur la concurrence. Nous prévoyons également une baisse progressive de la TVA et de certains impôts sur les revenus.

Pour les nouveaux olim, nous soutenons l'augmentation du panier d'intégration et le renforcement des services d'accompagnement.
Concernant une aide spécifique à l'achat d'un véhicule d'occasion, cette mesure ne figure pas actuellement dans notre programme. Nous privilégions une baisse des prix des véhicules grâce à l'ouverture du marché à la concurrence et à la suppression des obstacles aux importations.

>>>

10. Les retraités ayant travaillé en France et en Israël rencontrent parfois des difficultés pour comprendre leurs droits. Quelle est votre position ?

E.S.L. : Nous voulons améliorer les revenus des personnes âgées les plus modestes et renforcer la situation des retraités. Le programme propose notamment d'augmenter les allocations vieillesse et de rétablir davantage de concurrence dans le secteur des pensions afin de réduire les frais de gestion. Nous sommes également favorables à une meilleure coordination entre les administrations française et israélienne, ainsi qu'à une information claire sur les droits à pension et les démarches nécessaires lorsqu'une personne a travaillé dans les deux pays. Les parcours professionnels construits entre la France et Israël doivent être pris en compte afin que chacun puisse comprendre et faire valoir ses droits.

> "Les parcours professionnels construits entre la France et Israël doivent être pris en compte afin que chacun puisse comprendre et faire valoir ses droits."

11. Les transferts financiers entre la France et Israël peuvent être complexes pour les familles et les retraités. Que proposez-vous ?

E.S.L. : Les personnes qui disposent de revenus, de comptes ou d'un patrimoine dans les deux pays ont besoin de démarches compréhensibles et de règles prévisibles. Nous soutenons une meilleure coordination entre les administrations française et israélienne, une information accessible sur les obligations fiscales et les procédures bancaires, ainsi que la lutte contre les frais injustifiés.

Les transferts financiers entre les deux pays doivent pouvoir s'effectuer dans un cadre sécurisé, avec des règles transparentes et une assistance adaptée aux particuliers.

12. La sécurité personnelle est une préoccupation importante pour les citoyens. Comment souhaitez-vous agir ?

E.S.L. : La sécurité personnelle nécessite des moyens de police suffisants, une présence sur le terrain et une action déterminée contre la délinquance. Yaron Zelikha a notamment proposé de renforcer les effectifs de police. Pour les jeunes, la prévention doit également s'appuyer sur les écoles, les services sociaux, les activités éducatives et l'accompagnement des familles, en complément du travail de la police. La sécurité repose à la fois sur une police disposant de moyens suffisants et sur une politique de prévention capable d'agir en amont.

13. Comment rendre les services publics plus accessibles aux francophones ?

E.S.L. : Nous sommes favorables à la simplification des démarches et à un meilleur accès à l'information publique en français, notamment pour les questions liées à l'Alya, à la santé, à l'emploi et aux droits sociaux. Les services numériques doivent s'accompagner de possibilités de contact humain. Dans les villes où la communauté francophone est importante, un interlocuteur francophone du Misrad HaKlita pourrait aider les olim à s'orienter et à résoudre leurs difficultés administratives.
La dématérialisation ne doit pas supprimer la possibilité de parler à une personne capable de comprendre et de résoudre un problème concret.

14. Quel rôle les Français d'Israël peuvent-ils jouer dans le rapprochement entre la France et Israël ?

E.S.L. : Les Français d'Israël possèdent une expérience précieuse des deux pays et peuvent contribuer au dialogue entre les sociétés française et israélienne. Nous soutenons le développement des jumelages entre villes, des échanges scolaires et universitaires, ainsi que des partenariats culturels et économiques. Les jeunes, les établissements scolaires, les universités, les artistes et les associations francophones doivent être associés à ces initiatives. Les collectivités locales peuvent jouer un rôle concret en créant des programmes réguliers et accessibles, au-delà des seules cérémonies officielles.
Les relations entre la France et Israël doivent se construire dans la durée, grâce à des projets concrets qui rapprochent les citoyens, les jeunes, les associations et les acteurs économiques.

15. Comment garantir une meilleure représentation des olim francophones dans les institutions israéliennes ?

E.S.L. : Les olim francophones doivent être entendus dans les institutions et dans la vie politique. Leur représentation ne doit pas se limiter aux périodes électorales. Nous soutenons la consultation régulière des associations et des représentants francophones sur les questions d'intégration, d'emploi, d'éducation, de logement et de services publics. Nous soutenons également l'existence d'un ministère chargé de l'Alya et de l'Intégration, doté de moyens suffisants et d'objectifs évaluables. Il doit prendre en compte les besoins propres aux différentes communautés, notamment ceux des olim francophones. La représentation des francophones doit s'inscrire dans la durée et se traduire par une véritable prise en compte de leurs besoins.

>>>



Carte blanche

Réussir l'intégration, ce n'est pas seulement accueillir les olim : c'est leur permettre de travailler, de se loger, d'élever leurs enfants et de participer pleinement à la société israélienne.

Pour Hakalkalit, la meilleure politique d'intégration passe aussi par une économie où les familles peuvent vivre de leur travail. Faire baisser le coût de la vie, le prix du logement et les frais bancaires constitue donc une mesure concrète en faveur des olim, comme de tous les citoyens d'Israël.

TAMAR ABOUHATSIRA

PORTE PAROLE LIKOUD
FRANCOPHONE

@ABESSIRATAMAR



« Israël doit défendre ses intérêts sans jamais demander pardon d'exister. »

Tamar Abouhatsira

1. Quelles sont les principales orientations que le Likoud souhaite défendre dans son programme national et international pour les prochaines élections ?

Tamar Abouhatsira : Le Likoud, dirigé par le Premier ministre Benyamin Netanyahu, doit avant tout porter une vision claire : celle d'un Israël fort, souverain et sûr. Nous n'avons pas d'autre choix si nous voulons assurer la pérennité de notre pays.

Notre priorité absolue reste la sécurité des citoyens et la défense d'Israël face au terrorisme et à la menace iranienne, entre autres. Mais la sécurité ne peut pas être uniquement militaire. Nous devons également renforcer notre résilience nationale, soutenir nos soldats et nos réservistes, accompagner leurs familles et tirer toutes les leçons du 7 octobre afin qu'une telle catastrophe ne puisse jamais se reproduire.

Nous devons défendre notre souveraineté, avec Jérusalem comme capitale éternelle et indivisible d'Israël. Nous continuerons également à renforcer le Néguev, la Galilée, le Golan et notre présence en Judée-Samarie. Sur le plan économique, le Likoud s'engage à soutenir celles et ceux qui travaillent, entreprennent, investissent et créent des emplois. Nous voulons revenir à l'un de nos fondamentaux : une économie forte, libérale et dynamique, qui encourage l'entreprise et l'initiative privée, tout en mettant fin aux monopoles.

Le ministre de l'Énergie, Eli Cohen, a notamment engagé des réformes dans les secteurs de l'électricité et du gaz. Selon les chiffres que nous avançons, plus de 500 000 foyers ont déjà changé de fournisseur en quelques mois. C'est un début, mais nous ne nous arrêterons pas là. Cette croissance doit se traduire concrètement par une amélioration de la vie quotidienne des Israéliens : une baisse du coût de la vie, un logement plus abordable, un soutien aux indépendants et aux PME, moins de bureaucratie et davantage d'infrastructures pour favoriser la création d'entreprises.

.

.Nous devons également préserver l'identité d'Israël en tant qu'État juif et démocratique, tout en recherchant un meilleur équilibre entre les pouvoirs. C'est pourquoi nous souhaitons poursuivre le débat sur la réforme du système judiciaire. Notre objectif est de préserver une justice forte et indépendante, tout en rétablissant un équilibre entre le pouvoir judiciaire, le gouvernement et la Knesset. Les grandes décisions politiques doivent rester entre les mains des représentants élus par les citoyens, et non de juges qui, selon nous, disposent de pouvoirs excessifs et peuvent annuler des lois votées par la majorité parlementaire.

Sur le plan international, notre ligne doit être celle d'un Israël fort, souverain et respecté, capable de défendre ses intérêts même lorsqu'ils ne correspondent pas aux attentes de la communauté internationale. Nous continuerons à renforcer notre alliance stratégique avec les États-Unis, à développer les accords d'Abraham et à rechercher de nouveaux partenariats avec les pays arabes et musulmans qui souhaitent construire une relation durable avec Israël. Mais ces relations ne doivent jamais se construire au prix de notre sécurité ou de notre souveraineté.

Enfin, nous devons mener un véritable combat diplomatique et médiatique contre l'antisémitisme, la délégitimation d'Israël et les campagnes internationales que nous considérons comme mensongères et accusatrices. Notre ambition est celle d'un Israël plus sûr, plus souverain, économiquement plus fort, fier de son identité juive et démocratique, et capable de défendre ses intérêts sans jamais demander pardon d'exister. En résumé, le premier ministre Likoud, Benyamin Netanyahu porte une vision simple : un Israël plus sûr, plus souverain, économiquement plus fort, fier de son identité juive et démocratique, et capable de défendre ses intérêts sans jamais demander pardon d'exister.

2. Au-delà de la reconnaissance des diplômes et des aides financières, comment garantir aux olim francophones une véritable intégration dans les universités et les entreprises israéliennes, avec les mêmes possibilités d'évolution que les Israéliens ? Quelles mesures concrètes proposez-vous ?

T.A. : Les olim francophones ne doivent pas être considérés comme une communauté qu'il faudrait accompagner indéfiniment, mais comme des citoyens israéliens à part entière qu'il faut aider, dès leur arrivée, à devenir autonomes et à s'intégrer pleinement dans la société israélienne.
Cela passe bien sûr par un meilleur apprentissage de l'hébreu, mais aussi par une connaissance beaucoup plus concrète du fonctionnement du pays : les administrations, les droits et les devoirs, le système scolaire, l'emploi, la fiscalité, la santé et la vie quotidienne en Israël.

Je pense également qu'il serait très important de rouvrir des Merkaz Klita (centres d'accueil et d'hébergement) dans toutes les grandes villes d'Israël, comme cela existait encore il y a quelques années. Permettre aux nouveaux olim d'y être logés pendant leur première année d'Alya les soulagerait immédiatement de l'une de leurs principales préoccupations : le logement et le poids du loyer.

>>>

Cette première année est déterminante. Libérés en partie de cette pression financière, ils pourraient consacrer davantage de temps et d'énergie à ce qui doit être leur priorité : apprendre l'hébreu, trouver un emploi, comprendre la société israélienne et accompagner l'intégration sociale et scolaire de leurs enfants. La réussite de l'intégration des parents, c'est aussi la réussite de l'intégration des enfants.
Pour moi, réussir son Alya, ce n'est pas seulement venir vivre en Israël. C'est y construire sa vie, y trouver sa place et devenir pleinement acteur de la société israélienne. Je propose d'abord de renforcer considérablement l'enseignement de l'hébreu professionnel, adapté à chaque métier, car la langue reste trop souvent un frein à l'embauche, mais surtout à l'évolution professionnelle.

Ensuite, chaque jeune olé étudiant devrait pouvoir bénéficier d'un mentor israélien, à l'université puis dans son secteur professionnel, afin de créer les réseaux qui lui manquent à son arrivée. Je souhaite également développer des partenariats entre les universités, les grandes entreprises, les start-up et les administrations publiques, avec des programmes de stages spécifiquement destinés à faciliter l'entrée des olim sur le marché du travail, notamment en réduisant les charges patronales.

Notre objectif doit être clair : un olé francophone ne doit pas rester éternellement un « nouvel immigrant ». À compétences égales, il doit avoir exactement les mêmes perspectives de réussite et d'évolution que tout autre Israélien.

> "À compétences égales, un olé francophone doit avoir exactement les mêmes perspectives de réussite et d'évolution que tout autre Israélien."

3. Seriez-vous favorable à la création, au sein des structures d'accompagnement de l'Alya, de départements dédiés aux principales communautés d'olim, notamment d'un département consacré à la France ?

T.A. : Oui, j'y suis favorable, à condition que ces départements soient conçus comme des accélérateurs d'intégration et non comme un moyen d'enfermer les olim dans leur communauté d'origine.

Chaque Alya a ses spécificités : la langue, la culture, les diplômes, le système professionnel, mais aussi les difficultés administratives, qui varient selon le pays d'origine.

Pour les olim de France, je souhaite donc un département francophone clairement identifié, avec des interlocuteurs parlant français et connaissant parfaitement les mentalités françaises et israéliennes. Il pourrait centraliser, pendant une période limitée, l'accompagnement en matière d'emploi, d'études, de reconnaissance professionnelle, de logement, de fiscalité et de démarches administratives de toute nature.
L'objectif n'est pas de vivre en Israël comme en France, mais de donner aux Français qui choisissent Israël tous les outils nécessaires pour devenir pleinement acteurs de la société israélienne, sans perdre les compétences et l'expérience qu'ils apportent avec eux, tant sur le plan culturel que professionnel.

4. Le prochain ministre de l'Alyah et de l'Intégration devrait-il être issu de la communauté francophone ou, à tout le moins, connaître parfaitement les réalités de l'Alyah française ?

T.A. : Non, au risque de vous décevoir, et de décevoir vos lecteurs, je ne pense pas que le prochain ministre de l'Alya et de l'Intégration doive nécessairement être issu de la communauté francophone. L'Alya est une politique nationale qui concerne toutes les communautés. Les olim originaires de l'ex-URSS représentent historiquement une population considérable en Israël, et l'Alya nord-américaine constitue également une communauté importante. Le ministre doit donc être celui de tous les olim.
Je privilégierais avant tout une personnalité ayant une connaissance extrêmement approfondie des institutions, des administrations et de la législation israéliennes, ainsi qu'une véritable capacité politique à faire avancer les dossiers.
Même après de longues années passées en Israël, connaître parfaitement les difficultés de l'Alya française ne signifie pas nécessairement maîtriser tous les rouages de l'État. Malheureusement, dans notre système, l'expérience, les réseaux et la capacité à se faire entendre au sein des ministères comptent énormément pour obtenir des résultats.

En revanche, je souhaite que ce ministre soit entouré de responsables francophones compétents, occupant des postes décisionnels et capables de lui transmettre directement les réalités du terrain.
Ce qui m'importe, ce n'est pas l'origine du ministre, mais son efficacité et les résultats qu'il obtiendra pour tous les olim, notamment les francophones.

> "Ce qui m'importe n'est pas le passeport d'origine du ministre, mais son efficacité et les résultats qu'il obtiendra pour tous les olim, notamment les francophones."

>>>

5. Êtes-vous favorable à un audit indépendant des organismes d'Alya et des services du ministère de l'Alya et de l'Intégration, afin d'évaluer la qualité de l'accompagnement, l'efficacité des dispositifs et la bonne utilisation des fonds publics ?

T.A. : Oui, j'y suis tout à fait favorable. Lorsque des fonds publics sont consacrés à l'Alya et à l'intégration, nous avons le devoir de vérifier non seulement comment cet argent est dépensé, mais surtout quels résultats il produit réellement sur le terrain. Je souhaite donc un audit indépendant et régulier du ministère, mais également des organismes bénéficiant de financements publics pour accompagner les olim. Il faudrait évaluer concrètement la qualité de l'accueil, les délais administratifs, l'accès à l'emploi, la reconnaissance des diplômes, l'apprentissage de l'hébreu et, surtout, l'intégration professionnelle et sociale sur le long terme.
Je souhaite également que les olim puissent être directement interrogés sur leur expérience et que les résultats de ces évaluations soient rendus publics.

Mais un audit n'a de sens que s'il est suivi d'actions : lorsqu'un dispositif fonctionne, il faut le renforcer ; lorsqu'il ne fonctionne pas, il faut avoir le courage de le réformer. Il ne s'agit pas de mettre en accusation les organismes chargés de l'Alya, mais d'introduire davantage de transparence, d'efficacité et de responsabilité dans l'utilisation de l'argent public, comme cela devrait être le cas dans tous les ministères.

Chaque shekel consacré à l'Alya doit avoir un objectif clair : permettre à un nouvel immigrant de construire durablement sa vie et son avenir en Israël.

"Chaque shekel consacré à l'Alya doit avoir un objectif : permettre à un nouvel immigrant de construire durablement sa vie et son avenir en Israël."

6. Quelle place le Likoud souhaite-t-il donner au renforcement des relations entre la France et Israël, notamment à travers la communauté française et les Franco-Israéliens ?

T.A. : Les bonnes relations entre la France et Israël doivent rester un objectif important, même lorsque nous avons des désaccords politiques profonds avec le gouvernement français, comme c'est le cas actuellement, notamment depuis que le président français a décidé de reconnaître l'État palestinien, quelques mois seulement après le massacre du 7 octobre. Ce choix est difficile à comprendre, car il peut être perçu comme une forme de récompense accordée à ceux qui ont commis ces actes.

Heureusement, la relation entre nos deux pays est ancienne et dépasse les gouvernements et les circonstances politiques. Je pense surtout que nous n'utilisons pas suffisamment la formidable passerelle que représentent les Français d'Israël, les Franco-Israéliens et la communauté juive de France.

Ils connaissent les deux cultures, parlent les deux langues et peuvent jouer un rôle beaucoup plus important dans les relations économiques, universitaires, technologiques, culturelles et diplomatiques entre nos deux pays, comme vous le faites si bien au sein de l'UFE.

Je souhaite donc renforcer les échanges entre les entreprises françaises et israéliennes, les universités, les chercheurs, les start-up, les collectivités locales et les responsables politiques.
Nous devons également mieux mobiliser les Franco-Israéliens dans la diplomatie publique d'Israël, car ils sont souvent les mieux placés pour expliquer la réalité israélienne à la société française.

Enfin, nous devons mener avec la France un dialogue exigeant et sans ambiguïté sur la lutte contre l'antisémitisme et la sécurité des Juifs de France. La France et Israël peuvent avoir des désaccords, parfois importants. Mais notre rôle est de maintenir les ponts, de défendre fermement les intérêts d'Israël et de développer tout ce qui peut rapprocher nos deux sociétés.

>>>



Carte blanche

Pour conclure, vivre en Israël, ce n'est pas toujours choisir la facilité. C'est choisir une vie intense, parfois exigeante, souvent mouvementée, mais profondément vivante. C'est vivre dans un pays où l'histoire se conjugue chaque jour au présent, où les difficultés côtoient une solidarité et une énergie hors du commun, presque impossibles à trouver ailleurs. Israël reste un pays jeune, encore imparfait, passionné, qui continue d'avancer malgré les épreuves et les guerres.

C'est aussi pour cela que nous avons besoin d'un gouvernement de droite dirigé par le Likoud, afin de continuer à faire grandir ce merveilleux pays et à le développer dans tous les domaines que nous avons évoqués précédemment. Israël n'est pas seulement le pays où je vis. C'est chez moi. Et je souhaite à chaque Juif de la diaspora de pouvoir, un jour, rentrer à la maison.

Ein kmo ba'aretz.
Am Israël Haï !
Tel Haï !

BINYAMIN LACHKAR | REPRÉSENTANT FRANCOPHONE | ביחד בראשות בנט





« Israël est à un tournant historique : continuer sur la voie actuelle, au risque d'un affaiblissement profond du pays, ou saisir ce moment pour retrouver une trajectoire de réussite et de stabilité. »

Binyamin Lachkar

>>>

Israël à un tournant historique : l'urgence d'un changement

Les prochaines élections du 27 octobre en Israël sont probablement les plus fatidiques que le pays ait connues depuis des décennies. Le pays est à un tournant historique : continuer sur la voie actuelle qui mène à l'effondrement ou saisir ce moment historique pour revenir sur la voie du succès.

1. Un gouvernement qui refuse d'assumer ses responsabilités

Plusieurs sujets sont au cœur des enjeux : le refus obstiné de Netanyahu et de son gouvernement d'accepter la moindre responsabilité pour le massacre du 7 octobre, les erreurs et les dysfonctionnements qui ont précédé et suivi le désastre, alors que Netanyahu est au pouvoir presque sans discontinuer depuis 2009 ; le refus des ultra-orthodoxes de faire partie du pays, de servir, de travailler et d'être tout simplement Israéliens ; le coût de la vie, qui continue à être le plus élevé de l'OCDE ; ou encore la criminalité, qui bat tous les records et se rapproche des niveaux de l'Amérique latine et de ses cartels.
Sur tous les sujets, le gouvernement sortant a été un échec total et sans précédent. Préoccupés avant tout par la distribution de postes à leurs protégés ou par le shopping à l'étranger avec l'argent du contribuable, les ministres ont brillé par leur incompétence et leur corruption.

> "Sur tous les sujets, le gouvernement sortant a été un échec total et sans précédent."

2. Le défi ultra-orthodoxe : un problème devenu insoutenable

Le cas des ultra-orthodoxes est de loin le sujet le plus préoccupant. Si rien ne change, dans 30 ans, ils représenteront un tiers de la population tout en ne travaillant pas ou à peine, en ne servant pas dans l'armée et en vivant essentiellement d'aides publiques. L'économie s'effondrera totalement.

Pendant des décennies, les gouvernements israéliens ont favorisé la création et le développement d'un véritable État dans l'État ultra-orthodoxe, coupé du reste de la société et de ses lois, mais financé par l'argent de sionistes honnis, tout en refusant d'enseigner à leurs enfants les outils de base qui permettent de vivre dans une société moderne, comme les maths ou l'anglais, afin de s'assurer qu'ils restent perpétuellement sous le contrôle des dirigeants politiques ultra-orthodoxes. Ça ne peut évidemment plus continuer.

3. Trois ans de guerre : des succès tactiques sans victoire stratégique

Sur le plan international, après trois ans de guerre, la guerre la plus longue qu'a connue l'État d'Israël depuis sa création, aucun ennemi n'a été clairement vaincu, y compris le Hamas, qui règne toujours à Gaza et menace à nouveau de kidnapper des soldats. Israël a connu des succès tactiques époustouflants et nos soldats ont été héroïques, mais les dirigeants ont été incapables de traduire les succès sur le terrain en acquis stratégiques et en victoire.

> "Nos soldats ont été héroïques, mais les dirigeants ont été incapables de traduire les succès sur le terrain en acquis stratégiques et en victoire."

4. Israël plus isolé que jamais sur la scène internationale

Israël est plus isolé que jamais. Se rendant à New York pour le congrès annuel de l'ONU, aucun dirigeant mondial n'a souhaité rencontrer Netanyahou, qui a dû repartir aussi vite qu'il était venu, un fait sans précédent. Même Trump le boude. Les mensonges et les tromperies incessants de Bibi, aussi bien envers les Israéliens que le reste du monde, ne passent plus. Les antisémites ne changeront pas d'opinion si Netanyahou part, mais l'immense majorité des gens normaux qui soutenaient Israël encore immédiatement après le 7 octobre, oui.

>>

5. Alya et antisémitisme : assurer un avenir sûr au peuple juif

À l'heure où l'antisémitisme explose en France et en Occident et où l'Alya repart à la hausse, il est vital de régler les problèmes internes fondamentaux de l'État d'Israël afin d'assurer un avenir sûr au peuple juif.

Les olim méritent d'arriver dans un État qui fonctionne, avec un gouvernement qui travaille pour le bien collectif et non pour les intérêts personnels de petites cliques et de corrompus.



Carte blanche

Un carrefour décisif pour l'avenir d'Israël
L'État d'Israël est à un carrefour. L'immense majorité veut un changement, mais le chaos électoral risque de créer une situation de paralysie, sans majorité claire, renvoyant le pays dans le cycle des élections sans fin de 2019-2021.

Il est encore temps d'éviter ça.

VIÑA MEMORIAS



L'âme de l'Espagne, le caractère des vieilles vignes

CASHER LEMEHADRIN · BIO · VIGNES CENTENAIRES · VALENCIA, ESPAGNE

www.vinamemorias.com · Disponible en France et en Israël

ARIÉ ABITBOL

DIRECTEUR OFEK ISRAELI
ANCIEN DIRECTEUR DE L'AGENCE JUIVE FRANCE

@ABITBOL.ARIE



« Un Plan national pour l'Alya des Juifs de France. »

Arié Abitbol

Les Juifs de France à la croisée des chemins : l'Alya comme choix d'avenir

À l'approche des élections législatives israéliennes du 27 octobre 2026 et de l'élection présidentielle française des 18 avril et 2 mai 2027, une question mérite d'être placée au cœur du débat : la communauté juive de France est-elle à la croisée des chemins ?

Cette question n'est ni théorique ni conjoncturelle. Elle touche à l'avenir d'une communauté juive profondément enracinée en France, mais qui évolue aujourd'hui dans un environnement politique et social particulièrement sensible. Face à cette réalité, l'Alya ne doit pas être présentée comme une fuite ni comme la conséquence automatique de la situation française. Pour beaucoup de Juifs français, la France demeure leur pays, leur histoire et leur identité.

Mais lorsque s'ajoutent à cette réalité les incertitudes politiques, les débats sur l'identité nationale, l'immigration, la sécurité et la place des différentes communautés dans la société française, certaines familles peuvent commencer à se poser une question qu'elles n'avaient jamais envisagée auparavant : où voulons-nous que nos enfants construisent leur avenir ?

2027 : une élection présidentielle en France qui pourrait devenir un moment de décision

Pour les familles juives, l'enjeu peut être particulièrement sensible. Dans le contexte actuel, certains Juifs français pourraient vouloir attendre de connaître le résultat du scrutin avant de prendre une décision concernant leur avenir. D'autres pourraient, au contraire, considérer la campagne elle-même comme un signal les incitant à préparer une éventuelle installation en Israël.

C'est précisément pourquoi la période qui précède l'élection de 2027 doit être considérée comme une fenêtre stratégique pour l'Alya.

En tant que représentants de l'État d'Israël, il ne s'agit pas de faire peur. Il s'agit de construire un plan capable d'anticiper une éventuelle future vague d'Alya. La vague des vingt premières années du XXIe siècle a été largement caractérisée par des réactions aux différents événements extérieurs qui ont bouleversé la communauté juive. Nous devons aujourd'hui apprendre de nos erreurs et être proactifs. Cette anticipation est d'autant plus importante que l'Alya française montre déjà une dynamique réelle. En 2025, selon les données communiquées par l'Agence juive et le gouvernement israélien, l'Alya depuis la France a enregistré une nouvelle progression, après une hausse de 50 % en 2024.

En 2026, l'Aliyah de France pourrait atteindre plus de 4 500 personnes, ce qui constituerait l'un des niveaux les plus élevés de son histoire.
La question n'est donc plus seulement de savoir combien de personnes feront leur Alya.
La véritable question est de savoir comment Israël se prépare à les accueillir et à leur permettre de réussir leur intégration.

> "La véritable question est de savoir comment Israël se prépare à les accueillir et à leur permettre de réussir leur intégration."

Les élections israéliennes : une opportunité historique pour changer de modèle

Les élections législatives israéliennes du 27 octobre 2026 constituent, elles aussi, un moment déterminant. Le prochain gouvernement aura devant lui une responsabilité qui dépasse la seule gestion du quotidien : définir une politique d'Aliyah et d'intégration adaptée aux réalités du XXIe siècle. Les élections offrent donc une occasion de faire de l'Alya un véritable projet gouvernemental, avec des objectifs, des budgets, des responsables identifiés et des résultats mesurables. Aujourd'hui encore, trop souvent, l'Aliyah est pensée principalement à partir du moment où le Oleh arrive en Israël.

>>

Il faut inverser cette logique : la politique d'Aliyah doit commencer à Paris

Le prochain gouvernement pourrait ainsi présenter, dès le début de son mandat, un Plan national pour l'Alya des Juifs de France, que nous sommes en train de préparer avec nos partenaires du ministère de l'Alya et de l'Agence juive.

Ce plan devrait comporter au minimum cinq engagements.

1. Un véritable guichet unique franco-israélien

Premièrement, perfectionner en France un véritable guichet unique franco-israélien de l'Alya, permettant à chaque famille d'obtenir des réponses coordonnées sur le logement, l'emploi, l'éducation, la fiscalité, la santé, les droits sociaux et les démarches administratives.

2. Encourager l'Aliyah vers le Néguev et la Galilée

Deuxièmement, mettre en place un plan d'encouragement à l'Alya dans les régions du Néguev et de la Galilée. Une Alya davantage orientée vers ces régions pourrait contribuer à répondre à la question du coût du logement, qui représente aujourd'hui une difficulté importante pour de nombreux Olim de France.

Des villes comme Nahariya, Afula, Dimona ou Sderot représentent aujourd'hui de véritables opportunités pour les Olim de France, tant en matière de logement que d'emploi et de qualité de vie.

3. Faire de l'emploi une priorité

Troisièmement, faire de l'emploi une priorité.
Les diplômes, les qualifications et les compétences des nouveaux immigrants doivent être identifiés avant leur arrivée et mis en relation avec les besoins du marché israélien. L'objectif doit être de permettre au nouvel immigrant de construire son avenir professionnel, et non de recommencer sa carrière à zéro.

4. Préparer les enfants et les adolescents

Quatrièmement, construire une véritable stratégie pour les enfants et les adolescents : apprentissage de l'hébreu avant l'Alya, préparation scolaire, intégration sociale et accompagnement des jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études ou servir dans Tsahal. L'intégration des enfants ne peut pas être considérée comme une conséquence automatique de l'Alya. Elle doit être préparée avant même l'arrivée en Israël.

5. Mesurer la réussite de l'intégration

Enfin, cinquièmement, mesurer la réussite de l'intégration dans la durée.
Le nombre d'Olim qui arrivent en Israël ne peut pas être le seul indicateur de réussite. Il faut également pouvoir mesurer leur accès au logement, à l'emploi, à l'éducation, leur maîtrise de l'hébreu, leur stabilité économique et leur intégration dans la société israélienne

"Il faut également pouvoir mesurer leur accès au logement, à l'emploi, à l'éducation, leur maîtrise de l'hébreu, leur stabilité économique et leur intégration dans la société israélienne."



Faire de l'Alya un projet national

En résumé, il faudrait faire de l'Alya un projet national, et non une réponse à une crise. C'est ici que se trouve l'une des grandes opportunités offertes par les élections israéliennes.

Le prochain gouvernement peut choisir de considérer l'Alya comme une politique sectorielle parmi d'autres, ou décider d'en faire un projet national de long terme. L'Alya ne doit pas seulement être organisée pour faire venir des Juifs en Israël. Elle doit être pensée pour leur permettre d'y réussir. Une telle politique bénéficierait non seulement aux nouveaux immigrants, mais également à Israël dans son ensemble.

Réussir l'Alya et l'intégration des Juifs de France, c'est renforcer Israël et construire son avenir.

PATRICIA HASSOUN

PRÉSIDENTE DE L'ASSOCIATION DOR HADASH, INCUBATEUR D'ALYA
FONDATRICE D'ASHDODCAFE.COM

@HASSOUNPATRICIA



« Faire venir les olim ne suffit pas : la véritable politique de l'Alya commence le jour où ils arrivent en Israël et consiste à leur permettre d'y rester, d'y travailler, d'y élever leurs enfants et d'y construire durablement leur avenir. »

Patricia Hassoun

Élections du 27 octobre 2026: l'Alya est un choix politique

Le 27 octobre 2026, les Israéliens éliront une nouvelle Knesset. Pour les Français d'Israël, ce scrutin doit être l'occasion de poser une question essentielle aux candidats : quelle place donneront-ils à l'Alya et à l'intégration de celles et ceux qui choisissent de construire leur vie en Israël ?

Plus de 8 000 olim venus de France ont fait leur Alya ces deux dernières années. Derrière ce chiffre, il y a des familles, des jeunes actifs, des professionnels et des retraités, chacun avec son parcours, ses compétences et ses attentes. Depuis le 7 octobre 2023, de nombreuses autres familles envisagent également de les rejoindre.

La montée de l'antisémitisme en France et dans le monde pèse sur leur réflexion. Pour certaines familles, les insultes, les menaces ou le sentiment de devoir dissimuler leur identité juive rendent la question du départ de plus en plus pressante.

Ce climat ne résume toutefois pas toutes les raisons de faire son Alya. Il y a aussi l'attachement à Israël, le désir d'y construire un avenir et la volonté de participer pleinement à la vie du pays. Mais on ne peut ignorer que, pour beaucoup, la sécurité des Juifs est devenue un facteur déterminant dans la décision de partir.

Cette urgence rend la responsabilité d'Israël encore plus grande. Entre le désir de venir et la possibilité de s'installer durablement, il existe encore trop d'obstacles. Une famille qui quitte son pays parce qu'elle ne s'y sent plus en sécurité doit pouvoir trouver en Israël les conditions concrètes d'une nouvelle vie.

L'Alya ne s'arrête pas à l'arrivée en Israël

Faire son Alya ne se résume pas à prendre un avion et à recevoir une carte d'identité. Il faut trouver un logement abordable, comprendre le fonctionnement des administrations, apprendre l'hébreu, faire reconnaître ses diplômes, accéder à un emploi et accompagner ses enfants à l'école.

L'Alya doit être pensée comme un véritable parcours, préparé avant le départ et accompagné pendant les premières années en Israël.

Aujourd'hui, les dispositifs existent, mais ils restent trop dispersés. L'État, les municipalités, les associations et les professionnels de terrain doivent travailler dans le cadre d'une stratégie nationale, dotée d'objectifs précis, de moyens identifiés et d'un véritable suivi des familles.

Le prochain gouvernement devra notamment développer des solutions de logement accessibles dans des villes où l'on trouve également des emplois, des transports et des services publics. Il devra accélérer la reconnaissance des diplômes, faciliter l'entrée sur le marché du travail, organiser l'apprentissage de l'hébreu avant comme après l'arrivée et renforcer l'accompagnement scolaire des enfants.

Un suivi personnalisé ne peut pas s'arrêter quelques mois après l'Alya. C'est souvent lorsque les premières démarches administratives sont terminées que commencent les difficultés les plus profondes de l'intégration.

"L'Alya doit être pensée comme un véritable parcours, préparé avant le départ et accompagné pendant les premières années en Israël."

>>>

Le français comme outil d'intégration

La langue française doit également avoir une place dans les services destinés aux olim.

Apprendre l'hébreu est indispensable à l'intégration. Mais, durant cette période d'apprentissage, pouvoir bénéficier d'une option en français auprès des administrations, des caisses de santé, des services de l'emploi ou des municipalités permettrait d'accomplir des démarches essentielles sans malentendu ni retard.

Accompagner les olim en français ne signifie pas renoncer à l'intégration en hébreu : c'est leur donner les moyens de réussir cette intégration.
Il s'agit de permettre aux nouveaux arrivants de comprendre leurs droits, d'accéder aux services auxquels ils ont droit et de trouver progressivement leur place dans la société israélienne.

Le coût de la vie, un enjeu d'Alya

La question du coût de la vie doit, elle aussi, devenir un enjeu politique central. Le prix du logement, des services et des dépenses quotidiennes pèse lourdement sur les familles. Il peut fragiliser une installation pourtant préparée avec sérieux.
Lutter contre les monopoles, renforcer la concurrence et garantir un accès équitable aux services essentiels relèvent de la responsabilité de l'État.

Une Alya réussie ne se mesure pas au nombre de personnes qui arrivent en Israël, mais à leur capacité à y construire durablement leur vie.

"Une Alya réussie ne se mesure pas au nombre de personnes qui arrivent en Israël, mais à leur capacité à y construire durablement leur vie."

Donner une véritable voix aux francophones

Mais une politique de l'Alya ne peut être élaborée sans écouter ceux qu'elle concerne.

Les francophones doivent être davantage représentés à la Knesset et dans les lieux où se prennent les décisions. Leur nombre et leur contribution à la société israélienne justifient qu'ils puissent faire entendre directement leurs besoins : logement, emploi, éducation, santé et accès aux services. Les candidats qui sollicitent leurs voix doivent prendre des engagements concrets et, surtout, pouvoir ensuite en rendre compte.

La représentation politique ne doit cependant pas être une fin en soi. Elle doit permettre de faire remonter les réalités vécues sur le terrain et de transformer les besoins des olim en politiques publiques concrètes.

"Les francophones doivent être davantage représentés à la Knesset et dans les lieux où se prennent les décisions."

Quel modèle de société pour les nouveaux citoyens ?

L'intégration dépend également du modèle de société que ces élections contribueront à définir. Israël doit préserver son identité d'État juif tout en demeurant une démocratie où citoyens laïcs et religieux peuvent vivre dans le respect mutuel. Cette cohésion nationale est indispensable pour accueillir de nouveaux citoyens et leur permettre de trouver pleinement leur place. La question de l'Alya dépasse donc largement le seul ministère de l'Alya et de l'Intégration. Elle concerne le logement, l'emploi, l'éducation, la santé, les collectivités locales, l'économie et, plus largement, le projet de société israélien.

>>>



Des engagements mesurables

Combien l'État investira-t-il dans l'Alya ? Quels objectifs se fixera-t-il pour le logement, l'emploi et l'éducation ? Comment mesurera-t-il la situation des olim après un, trois ou cinq ans ? Quelle responsabilité confiera-t-il aux municipalités et aux acteurs de terrain ? Et quelle place donnera-t-il aux francophones dans la décision publique ?

Voilà les questions auxquelles les candidats doivent répondre.
L'Alya ne doit plus être seulement un symbole historique ou un chiffre dans un bilan ministériel. Elle doit devenir un engagement politique mesurable, financé et évalué.

Face à l'antisémitisme, Israël doit pouvoir accueillir les Juifs qui souhaitent le rejoindre. Mais les faire venir ne suffit pas : leur permettre d'y rester, d'y travailler, d'y élever leurs enfants et de participer pleinement à la vie du pays doit être une priorité gouvernementale.

L'Alya relève de l'histoire, de l'attachement à Israël et, pour certains, d'un besoin de sécurité devenu urgent. Elle est aussi un choix politique qui engage l'avenir d'Israël et celui des Juifs qui envisagent d'y construire leur vie.

DAVID CASTRO

EN CHARGE DES RELATIONS ENTRE PETAH-TIKVA ET LA FRANCE
REPRÉSENTANT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

@AXEL_DAVID_CASTRO



« Moins de communication, plus de considération. »

David Castro

Depuis plus de deux ans, j'ai été nommé par le maire de Petah Tikva pour représenter la communauté française de la ville et contribuer au développement des relations entre Petah-Tikva et la France. Cette mission m'a permis de travailler sur deux dimensions qui me tiennent particulièrement à cœur : renforcer les liens entre la France et Israël et faire entendre, sur le terrain, la voix des Français qui ont choisi de faire leur Alyah. Petah-Tikva, quatrième ville d'Israël, est aujourd'hui l'une des principales villes d'Israël, au cœur du Gush Dan, avec une population proche de 290 000 habitants. La ville connaît un développement important et attire de plus en plus de familles venues de France. Selon les chiffres communiqués par la mairie, 10 000 résidents originaires de France y vivent aujourd'hui, soit environ 3,5 % de la population.

1. Quel rôle souhaitez-vous jouer dans les relations entre la France et Israël ?

David Castro : Mon objectif a toujours été de faire des relations entre la France et Israël une réalité concrète, notamment à l'échelle locale. Dans le cadre de mes fonctions à Petah Tikva, je souhaite contribuer à renforcer les liens entre les deux pays, mais surtout faire en sorte que ces relations bénéficient directement à nos concitoyens et se traduisent par des projets concrets. C'est dans cet esprit que la signature, en novembre 2024, du pacte d'amitié entre Petah Tikva et Levallois-Perret a revêtu une importance particulière. Depuis le 7 octobre 2023, la ville de Levallois, sous l'impulsion de son maire, Agnès Pottier-Dumas, et maire adjoint, David-Xavier Weiss,, avait manifesté un soutien très fort à Israël et à ses habitants. Dans un contexte où Israël se retrouvait de plus en plus isolé, il était important de concrétiser ce soutien par la signature d'un pacte d'amitié, afin de créer un lien direct entre les habitants de Levallois et ceux de Petah Tikva, et de leur permettre de ressentir cette solidarité à travers une relation forte entre les deux villes. L'objectif était de créer des liens directs, de la proximité et une véritable relation humaine entre nos concitoyens.
Au-delà de ce symbole fort, ce pacte a également pour objectif de développer des échanges culturels et éducatifs, des rencontres entre jeunes, des projets entre établissements scolaires, mais aussi des échanges entre associations, acteurs sportifs et institutions des deux villes. Les relations entre la France et Israël ne doivent pas être uniquement institutionnelles. Elles doivent aussi se traduire par des liens humains, de la solidarité et des projets concrets.

Cette relation s'est d'ailleurs rapidement concrétisée par des gestes particulièrement forts. Dans les mois qui ont suivi le 7 octobre, la ville de Levallois avait installé à l'Hôtel de Ville un livre de soutien et de condoléances destiné à la famille Bibas. Les Levalloisiens pouvaient y inscrire leurs messages, exprimer leurs condoléances et témoigner de leur solidarité envers la famille.

"Les relations entre la France et Israël ne doivent pas être uniquement institutionnelles. Elles doivent aussi se traduire par des liens humains, de la solidarité et des projets concrets."

Lors de leur venue à Petah Tikva, David-Xavier Weiss et le sénateur Roger Karoutchi, vice-président du Sénat et président du groupe d'amitié France-Israël, ont remis ce livre au maire de la ville. Roger Karoutchi lui a également remis la médaille du Sénat français, en reconnaissance de son engagement en faveur du renforcement des liens entre la France et Israël.

Quelques jours plus tard, le maire a transmis cet ouvrage aux parents de Yarden Bibas, à l'occasion de l'inauguration d'un centre périscolaire dans la ville. Pour moi, ce sont précisément ces gestes qui donnent tout son sens à une relation entre deux villes : derrière les institutions, les accords et les signatures, il y a avant tout des personnes, des familles et une solidarité qui se traduit par des actes concrets.

2. Votre engagement porte également sur la mémoire. Pourquoi est-ce important ?

D.C : Notre travail ne s'est pas limité aux relations institutionnelles. Nous avons également inauguré à Petah-Tikva un jardin portant le nom de Mireille Knoll, assassinée parce que juive en mars 2018, en présence de ses fils et de ses petits-enfants, de Mickaël Szerman, avec qui nous avons fondé le Prix Mireille Knoll sous l'égide de l'association Engagements France-Israël, d'élèves d'écoles francophones, du consul général de France à Tel-Aviv, de conseillers des Français de l'étranger et de nombreuses personnalités.

>>>

Il est essentiel d'honorer la mémoire des victimes assassinées parce qu'elles étaient juives, y compris celles qui ont été tuées en diaspora, notamment en France. Ce travail de mémoire permet également aux Israéliens de mieux comprendre les réalités auxquelles sont confrontées les communautés juives à travers le monde, tout en transmettant aux nouvelles générations l'histoire des Juifs français assassinés en raison de leur judéité.

Nous avons également inauguré un parc au nom de Charles Aznavour et organisé un hommage à l'occasion de son centenaire, avec le soutien de la Fondation Aznavour ainsi que des représentations diplomatiques française et arménienne. Cet hommage a notamment permis de rappeler le rôle joué par ses parents, Misha et Knar Aznavour, Justes parmi les Nations, qui ont aidé des Juifs pendant la Shoah.Autant d'initiatives qui visent à créer des ponts entre les générations et entre les peuples.

« La mémoire n'est pas seulement un regard sur le passé. Elle doit nous transmettre des valeurs et nous aider à construire la société de demain. »

"La mémoire n'est pas seulement un regard sur le passé. Elle doit nous transmettre des valeurs et nous aider à construire la société de demain."

3. Quel regard portez-vous aujourd'hui sur l'intégration des Français qui font leur Alya?

D.C : Avant de parler des difficultés, il faut tout d'abord reconnaître tout le travail effectué par nos prédécesseurs. Depuis la création de l'État d'Israël en 1948, les pionniers et les générations qui leur ont succédé ont construit, en quelques décennies, des infrastructures, des universités, des écoles, des services publics et des dispositifs d'intégration qui permettent aujourd'hui aux nouveaux immigrants d'arriver dans un pays disposant de moyens considérables.

Nous avons la chance d'arriver dans un pays qui offre aujourd'hui des conditions d'installation incomparables avec celles que pouvaient connaître les premières générations d'olim. Il faut maintenant franchir une nouvelle étape. Cette étape doit être celle du pragmatisme, de l'écoute et surtout de la considération des problèmes qui remontent du terrain.

"Le meilleur ambassadeur de l'Alya, c'est l'olé qui est bien intégré. "

Lorsque j'ai pris mes fonctions, j'ai souhaité que Petah-Tikva soit représentée au Salon de l'Alya, afin de permettre aux Français qui envisagent de s'installer en Israël de mieux connaître la ville et de pouvoir y envisager un véritable projet d'intégration. J'ai donc pris contact avec la directrice du département de l'Alya de la ville. Il m'a alors été expliqué que la demande n'était pas suffisante, que cette démarche représentait un coût et que les Français étaient considérés comme particulièrement exigeants à leur arrivée.

J'ai ressenti une certaine réticence à l'égard de cette initiative et, plus largement, à l'idée de consacrer des moyens spécifiques à la communauté française, alors que d'autres communautés, notamment russe, éthiopienne ou arménienne, bénéficiaient déjà d'une représentation.

Lors d'un séjour de travail en France, j'ai donc décidé de représenter la ville par mes propres moyens, avec le soutien de la mairie. J'ai apporté des cadeaux ainsi que des cartes présentant Petah Tikva, que je souhaitais remettre aux visiteurs du Salon. L'objectif était simple : faire un premier pas, donner de la visibilité à notre ville et créer une véritable dynamique autour de l'accueil des futurs olim francophones.

>>>

Au salon suivant, j'ai découvert qu'une représentation de Petah-Tikva avait finalement été mise en place. J'en étais ravi et considérais cela comme une avancée importante.

Mais j'ai rapidement compris qu'il s'agissait davantage d'une représentation vitrine que d'une représentation pleinement opérationnelle. J'ai notamment constaté que les personnes présentes n'étaient pas francophones. Plus préoccupant encore, des Français avaient pris contact par courrier électronique avec les services concernés. Selon les retours qui m'ont été faits, certains messages n'auraient pas réellement été traités ou auraient reçu des réponses en français très approximatif.

J'ai également souhaité qu'un interlocuteur francophone puisse être identifié au sein du Misrad HaKlita. Chaque semaine, en effet, je reçois des appels de personnes souhaitant s'installer à Petah-Tikva et qui se retrouvent parfois sans interlocuteur, si ce n'est moi, qui m'investis bénévolement, sans réel soutien institutionnel. Plusieurs familles m'ont ainsi exprimé le souhait de pouvoir compter sur un représentant francophone clairement identifié. Cette demande est, à mes yeux, restée insuffisamment prise en considération.

J'ai donc fait remonter ces difficultés au niveau national, en contactant différents responsables de l'Alya, jusqu'au ministère de l'Alya et de l'Intégration.

Lors de mes rencontres avec ces responsables, notamment dans les salons de l'Alya, j'essayais de leur faire part des difficultés très concrètes rencontrées sur le terrain concernant la représentation de la communauté française. Ces remontées semblaient parfois déranger et n'étaient pas suffisamment prises en considération.

Ce qui me marque profondément, c'est le décalage que j'ai souvent ressenti entre les discours sur l'importance de l'Alya française et la manière dont certaines demandes très concrètes étaient accueillies sur le terrain. Aujourd'hui, je suis donc particulièrement heureux de vous annoncer que la municipalité a publié un appel à candidatures pour recruter un coordinateur francophone au sein du département de l'Alya et de l'Intégration ! C'est une avancée encourageante, qui va dans le sens d'une meilleure prise en compte des besoins spécifiques des francophones et d'un accompagnement plus concret de leur intégration.

> "Le problème n'est pas de savoir si l'Alya française est une priorité dans les discours. La véritable question est de savoir si les problèmes des Français qui font leur Alya sont suffisamment entendus et traités dans la réalité. "

4. Faut-il renforcer le contrôle et la transparence des organismes qui interviennent dans l'Alya ?

D.C : Je pense qu'il est nécessaire d'examiner avec attention le fonctionnement des organismes qui interviennent dans le domaine de l'Alya.

Certains bénéficient de financements publics importants, mènent également des campagnes de levée de fonds et demandent, en parallèle, aux olim qu'ils accompagnent de contribuer financièrement à hauteur de sommes parfois importantes.

Il est donc légitime de demander davantage de transparence sur l'utilisation de ces moyens et sur les résultats obtenus. Il faut pouvoir évaluer concrètement l'efficacité de leur action et les bénéfices réels pour les olim qu'ils accompagnent.

>>

Les familles sont-elles réellement accompagnées ? Ont-elles une véritable liberté dans leurs choix de logement et de scolarisation ? Peuvent-elles construire leur projet d'Alya comme elles l'entendent ?

L'objectif doit avant tout être de servir les familles et de leur permettre de réussir leur installation en fonction de leurs attentes et de leurs besoins. J'entends également des interrogations concernant certains partenariats avec des établissements scolaires. Ces questions méritent d'être clarifiées, dans un souci de transparence. Il en va de même pour certains services proposés gratuitement à d'autres communautés, alors que des Français se verraient demander de les financer. Il est légitime de s'interroger sur ces différences de traitement.

5. Pensez-vous que les Français en Israël sont parfois perçus comme une communauté qui ne souhaite pas suffisamment s'intégrer à la société israélienne, et qu'ils pourraient s'inspirer de l'expérience d'autres communautés, notamment de la communauté russophone ?

D.C : Il faut sortir de l'idée selon laquelle les Français manqueraient de volonté, notamment en matière de travail ou d'intégration, ou que certaines communautés seraient plus performantes ou plus faciles à intégrer que d'autres.

Le modèle d'intégration de la communauté russophone est, par exemple, souvent présenté comme une référence, avec parfois l'idée que les Français seraient moins investis ou moins capables de s'intégrer. Or, la réalité est beaucoup plus complexe. Chaque communauté a ses propres parcours, ses difficultés et ses réussites, et il faut éviter les comparaisons simplistes qui ne rendent pas justice à cette diversité.

Ce qui mérite surtout d'être observé, c'est la manière dont certaines communautés ont réussi à trouver leur place, à s'organiser et à s'intégrer dans la société israélienne, afin d'en tirer des enseignements utiles pour mieux accompagner les Français.

À Petah-Tikva, par exemple, des panneaux d'information municipaux sont affichés en russe. À l'occasion du Nouvel An civil, des vidéos du maire peuvent être diffusées en russe, aux côtés de la directrice du département de l'Alya. La mairie dispose également d'une communication en russe, notamment sur les réseaux sociaux. Au niveau national, le russe est aussi présent dans différents services téléphoniques et sur certains documents liés aux démarches du quotidien.

Les olim russophones ne maîtrisent pas nécessairement mieux l'hébreu que les Français à leur arrivée en Israël. Ils ont toutefois réussi à faire davantage prendre en compte certains de leurs besoins, contribuant ainsi à rendre plusieurs services et démarches plus accessibles à leur communauté. La question est donc de savoir pourquoi les Français ne bénéficient pas du même niveau de prise en compte de leurs besoins.

Il faut également sortir de l'image du Français qui serait essentiellement dans la demande ou dans l'assistanat. Les Français qui font leur Alya sont, pour beaucoup, des personnes qui travaillaient, disposaient d'une situation professionnelle, d'un logement et d'un certain confort de vie en France. Malgré cela, ils ont fait le choix de tout quitter pour venir vivre en Israël.

Aujourd'hui, ils acceptent parfois de reprendre leur parcours professionnel depuis le début, d'occuper des emplois qui ne correspondent pas à leur niveau de qualification ou de changer complètement de métier pour s'adapter à leur nouvelle réalité. Une communauté qui s'adapte, se reconstruit et accepte de repartir de zéro fait preuve de courage, de détermination et de sacrifice.

Cela demande de l'humilité, de la détermination et beaucoup de volonté. Il m'est d'ailleurs arrivé d'entendre des Israéliens me demander : « Mais pourquoi faites-vous cela ? Vous aviez une bonne situation en France. »

>>

C'est précisément cette réalité qu'il faut comprendre. Faire son Alya, c'est parfois accepter de renoncer à une partie de ce que l'on a construit pour tout reconstruire ailleurs. L'Alya française constitue une richesse pour Israël. Elle apporte des compétences, une éducation, une culture, un patrimoine et une expérience professionnelle qui peuvent contribuer à enrichir la société israélienne. J'entends parfois cette remarque : « Les Français doivent s'intégrer, prendre le pays comme il est et ne pas comparer avec la France. »

Mais s'intégrer ne signifie pas nécessairement effacer ce que l'on apporte avec soi. De nombreux Israéliens recherchent aujourd'hui certains aspects de la culture et de l'art de vivre français. Ils voyagent en France, apprécient sa gastronomie, fréquentent les enseignes françaises qui s'installent en Israël et recherchent parfois, dans leur propre environnement, des éléments associés au mode de vie français, jusque dans certains choix en matière d'habitat.

J'ai également souvent entendu, chez certains, l'idée que les Français qui arrivent aujourd'hui en Israël arrivent après que d'autres ont déjà construit et défendu le pays, et qu'ils bénéficient ainsi d'un héritage auquel ils n'auraient pas eux-mêmes contribué. Comme si nous arrivions après la bataille pour récolter ce que nous n'aurions pas semé.

Il faut savoir reconnaître et être reconnaissant envers les pionniers qui ont contribué à bâtir le pays. Mais cette reconnaissance ne doit pas occulter l'investissement de ceux qui le font vivre et avancer aujourd'hui, notamment les Français qui choisissent de faire leur Alya. On peut être reconnaissant envers ceux qui ont bâti le pays tout en reconnaissant la contribution de ceux qui choisissent aujourd'hui de le construire à leur tour.

"La communauté française fait aujourd'hui partie intégrante de l'effort de construction du pays."

Les Français qui arrivent en Israël ne viennent pas simplement rejoindre une histoire déjà écrite. Ils s'inscrivent dans cette histoire et, par leur travail, leur engagement, leurs projets et leur contribution à la société israélienne, participent eux aussi à son écriture et à son avenir.

La communauté française fait aujourd'hui partie intégrante de l'effort de construction du pays.

Cette intégration se manifeste aussi par l'engagement. Des jeunes Français s'engagent dans l'armée israélienne. Certains sont tombés au combat pour leur pays. Beaucoup s'investissent dans des associations, donnent de leur temps et de leur argent et participent pleinement à la société israélienne.

Dans le contexte actuel, alors que les Juifs sont confrontés dans de nombreux pays à une recrudescence de l'antisémitisme et peuvent encore être victimes de violences simplement parce qu'ils sont juifs, il me paraît difficile de reprocher à ceux qui choisissent de rejoindre Israël de ne pas avoir suffisamment contribué à son histoire. Ils sont précisément en train de l'écrire avec nous. Les Français qui font leur Alya ne viennent pas seulement recevoir d'Israël. Ils viennent aussi donner, travailler, servir et construire.

>>>

6. Quelles sont, selon vous, les mesures concrètes qui pourraient faciliter l'Alya ?

D.C : Prenons le logement, il faut faciliter les démarches pour les nouveaux arrivants. Une personne qui signe un contrat de location pour bloquer un appartement ne devrait pas avoir à payer l'arnona tant qu'elle n'a pas effectivement pris possession du logement. Le changement de titulaire des factures doit également pouvoir être effectué simplement avec un passeport français.

Enfin, il faudrait éviter d'exiger deux garants israéliens à une personne qui vient d'arriver dans le pays. Une solution pourrait être que l'État se porte garant de la première année de loyer, afin de faciliter l'accès au logement des nouveaux immigrants.

Les études : aller jusqu'au bout de la reconnaissance.

Ces dernières années, de véritables avancées ont été réalisées dans la reconnaissance des diplômes étrangers. C'est une bonne chose, mais il faut aller jusqu'au bout de cette logique.

De nombreux jeunes Français souhaitent intégrer une université ou un master en Israël et rencontrent encore des difficultés dans la reconnaissance de leur parcours académique.

Reconnaître un diplôme est une première étape. Il faut ensuite s'assurer que celui qui le possède puisse réellement poursuivre son parcours en Israël.

Cela passe aussi par des mesures très concrètes : un interlocuteur connaissant les parcours français et un véritable accès aux supports de cours, notamment pour les étudiants qui débutent leurs études en hébreu.

L'emploi : de l'embauche à l'évolution professionnelle

La même question se pose dans le monde professionnel. Certains CV de Français ne sont pas toujours examinés ou leur expérience suffisamment valorisée. Il faut lutter contre ces situations lorsqu'elles relèvent d'une discrimination, à l'embauche comme dans l'évolution professionnelle, afin que chacun puisse accéder aux postes correspondant réellement à ses qualifications et à son expérience.



Si nous voulons attirer davantage de Français en Israël, nous devons d'abord faire en sorte que ceux qui sont déjà ici puissent réellement s'intégrer et construire leur vie.
Une famille qui trouve son logement, inscrit ses enfants à l'école, trouve un emploi, construit sa vie sociale et se sent bien en Israël devient naturellement le meilleur ambassadeur de l'Alya.
Réussir l'intégration de ceux qui sont déjà là, c'est aussi donner envie à ceux qui viendront demain de nous rejoindre.

AVIVA MORYOUSSEF BENAINOUS

CONSEILLÈRE AU MAIRE D'HERZLIYA
ABSORPTION ET RELATIONS
COMMUNAUTAIRES POUR LES RÉSIDENTS
OLEH HADASH D'HERZLIYA

@AVIVAHERZLIYA



« L'Alya ne doit pas seulement transformer ceux qui arrivent en Israël, elle doit aussi enrichir la société israélienne. »

Aviva Moryoussef Benainous

De l'intégration à la participation : une nouvelle génération d'Israéliens issus de l'Alya veut pleinement prendre part à la société Conseillère du maire de Herzliya pour l'intégration et les relations communautaires avec les résidents olim, conseillère parlementaire, membre du Conseil des femmes de Herzliya et engagée auprès des jeunes olim francophones, Aviva Moryoussef Benainous travaille depuis plusieurs années au contact des familles, des jeunes, des associations et des institutions.

Son engagement repose sur une conviction simple : l'Alya ne se résume pas à l'arrivée dans un nouveau pays. C'est aussi une histoire de construction, de transmission et de participation à la société israélienne.

1. Lorsqu'on regarde votre parcours, quel est le fil conducteur de vos différents engagements ?

Aviva Moryoussef Benainous : Le fil conducteur, c'est le terrain et les personnes. Au fil des années, j'ai eu la chance de rencontrer des familles, des jeunes, des responsables associatifs, des professionnels, des entrepreneurs et de nombreux acteurs de la vie locale. Ces rencontres m'ont beaucoup appris.

On découvre que derrière chaque parcours d'Alya, il y a une histoire différente, des difficultés particulières, mais aussi énormément de compétences, d'énergie et de volonté de contribuer.

Mon rôle, je le vois avant tout comme celui d'un lien : être à l'écoute, comprendre les besoins et essayer de rapprocher les personnes des structures et des interlocuteurs qui peuvent les accompagner.

2. Vous parlez souvent d'une Alya qui doit être pleinement intégrée à la société israélienne. Qu'entendez-vous par là ?

A. M. B. : L'intégration ne doit pas être uniquement une adaptation. Bien sûr, lorsqu'on arrive en Israël, il faut apprendre la langue, comprendre les institutions, découvrir les codes et construire une nouvelle vie. Mais un olé n'arrive jamais les mains vides. Il apporte son histoire, sa formation, son expérience professionnelle, sa culture, ses compétences et parfois une connaissance particulière de certains pays et environnements. Tout cela constitue une richesse pour Israël. C'est pourquoi je préfère parler de participation. Nous ne sommes pas seulement des personnes qui arrivent dans un pays et qui doivent s'adapter. Nous devenons progressivement des Israéliens qui participent à la vie de leur pays.

> "Mais un olé n'arrive jamais les mains vides. "

3. Est-ce une question qui concerne uniquement les francophones ?

A. M. B. : Non. La communauté francophone fait naturellement partie de mon parcours et de mes engagements, mais la question est beaucoup plus large. Israël s'est construit grâce à des générations venues de nombreux pays. Chaque communauté possède son histoire, sa culture et ses expériences. Mais beaucoup de préoccupations sont communes : l'emploi, l'éducation, les diplômes, les jeunes, l'entrepreneuriat, le logement ou encore les relations avec les institutions. Il y a donc beaucoup à apprendre les uns des autres. C'est aussi l'idée qui se trouve derrière le Global Israelis Forum : créer des connexions entre des personnes et des communautés qui ont parfois des parcours différents, mais qui peuvent partager leurs expériences et avancer ensemble sur des sujets communs.

>>

4. Pourquoi accordez-vous une place particulière aux jeunes olim ?

A. M. B. : Parce que les jeunes représentent une partie essentielle de l'avenir d'Israël.

Beaucoup grandissent avec plusieurs langues, plusieurs cultures et plusieurs références. Cela peut parfois créer des difficultés, notamment pendant les premières années d'intégration. Mais c'est également une formidable force.

Ces jeunes peuvent devenir des ponts entre Israël et le monde. Ils peuvent apporter leurs compétences, leur créativité, leurs expériences et leur ouverture. Encore faut-il leur donner des opportunités et leur permettre de trouver leur place.

> "Ces jeunes peuvent devenir des ponts entre Israël et le monde. "

5. Quelle est justement la vocation du Global Israelis Forum ?

A. M. B. : Créer du lien. Entre les communautés. Entre les générations. Entre les associations et les professionnels. Entre les personnes qui vivent une difficulté et celles qui disposent de connaissances ou d'une expérience permettant parfois d'y répondre.

Je ne souhaite pas créer une structure qui remplace ce qui existe déjà. Au contraire. Il existe déjà énormément d'initiatives et de personnes engagées.

L'objectif est plutôt de créer davantage de passerelles et de permettre aux bonnes personnes de se rencontrer.

6. Vous insistez beaucoup sur le dialogue avec les institutions. Pourquoi ?

A. M. B. : Parce que les institutions font partie de la vie quotidienne. Une municipalité, une administration, une association ou un organisme public peuvent parfois avoir des réponses ou des dispositifs dont les citoyens ne connaissent tout simplement pas l'existence. À l'inverse, les institutions ont besoin de comprendre ce qui se passe réellement sur le terrain. Le dialogue fonctionne donc dans les deux sens. Il faut savoir écouter les citoyens, mais aussi savoir leur expliquer comment les choses fonctionnent et vers qui se tourner. C'est un travail qui demande de la patience, de la connaissance du terrain et surtout beaucoup de relations humaines.

7. Quelle place souhaitez-vous donner aux différentes identités culturelles ?

A. M. B. : Je ne crois pas qu'il faille choisir entre son histoire et son identité israélienne. On peut être profondément attaché à sa langue, à sa culture et à son histoire familiale tout en étant pleinement engagé dans la société israélienne. Nos différences ne doivent pas devenir des barrières. Elles peuvent devenir des passerelles. C'est particulièrement vrai pour Israël, qui est une société composée de tellement de parcours différents.

8. Quel est finalement votre objectif à travers vos différents engagements ?

A. M. B. : Créer davantage de possibilités. La possibilité pour une famille de mieux comprendre son environnement. Pour un jeune de trouver sa voie. Pour un professionnel de valoriser son expérience. Pour une association de rencontrer d'autres acteurs. Pour un olé de ne pas seulement demander de l'aide, mais aussi de pouvoir apporter quelque chose. C'est cela qui m'intéresse. Faire en sorte que les personnes issues de l'Alya soient reconnues non seulement pour leurs besoins, mais aussi pour leur potentiel et leur contribution.

>>>



Si vous deviez résumer votre vision en une phrase ?

Je dirais simplement : Nous ne sommes pas seulement venus construire notre vie en Israël. Nous sommes aussi venus contribuer à construire l'avenir de notre pays. L'Alya est un nouveau départ. Mais c'est aussi une responsabilité. Chacun arrive avec son histoire, sa langue, sa culture et son expérience.

Et toutes ces histoires différentes peuvent participer à une histoire commune : celle d'Israël.

DANIELLE TAÏEB

PRÉSIDENTE DE L'ESPACE FRANCOPHONE D'ASHDOD

@ESPACEFRANCOPHONE_ASHDOD



« Quelle place accorderez-vous à l'Alya française et, surtout, à la réussite de son intégration en Israël ? »

Danielle Taïeb

Élections israéliennes : quelle politique pour l'Alya française ?

Le 27 octobre, les Israéliens éliront une nouvelle Knesset. Dans une campagne dominée par les grands enjeux auxquels Israël est confronté, nous souhaitons poser aux responsables politiques une question qui concerne directement la communauté francophone : quelle place accorderez-vous à l'Alya française et, surtout, à la réussite de son intégration en Israël ?

La question n'est plus de savoir si l'Alya française va augmenter. Elle augmente déjà. Le nombre d'Olim venus de France est ainsi passé d'environ 1 100 en 2023 à plus de 3 300 en 2025, et la progression se poursuit en 2026. Ce que nous observons sur le terrain confirme que le mouvement est engagé. Face à la persistance de l'antisémitisme en France et au sentiment d'insécurité ressenti par une partie de la communauté juive, tout indique que cette dynamique est appelée à se poursuivre. Pour de nombreuses familles, la question d'un avenir en Israël se pose aujourd'hui avec une acuité nouvelle. Il faut donc changer de logique : ne plus attendre l'arrivée des Olim pour organiser leur accueil, mais préparer dès aujourd'hui les ressources humaines, matérielles et financières nécessaires à la réussite de leur intégration.

Car apprendre l'hébreu, trouver un emploi, accompagner les enfants dans leur scolarité ou simplement comprendre les démarches administratives représentent de véritables défis. Les priorités du futur gouvernement se liront aussi dans son budget : quelle place donnera-t-il à l'Alya et à l'intégration ?

À l'Espace francophone d'Ashdod, nous accompagnons les Olim au quotidien et connaissons leurs principales difficultés. C'est à partir de ces réalités vécues que nous souhaitons interpeller ceux qui aspirent à gouverner Israël.

D'abord, quels moyens pour l'apprentissage de l'hébreu ?

L'oulpan est indispensable. Mais beaucoup d'Olim doivent reprendre rapidement un travail pour faire vivre leur famille. Ils se retrouvent alors face à un choix difficile : apprendre sérieusement la langue ou gagner leur vie. Leur accorder davantage de soutien pendant cette première période, ce n'est pas encourager l'assistance : c'est leur permettre d'accéder plus rapidement à l'autonomie et à une véritable intégration.

Ensuite, quelle politique pour l'emploi ?

Nous rencontrons des personnes diplômées et expérimentées qui peinent à faire reconnaître leur parcours, mais aussi des Olim qui auraient besoin d'une formation ou d'une reconversion.

Beaucoup se tournent alors vers les centres d'appels francophones, qui leur permettent de travailler rapidement sans maîtriser suffisamment l'hébreu. Prenons un exemple : une infirmière ayant exercé pendant douze ans à Lyon arrive à Ashdod. Elle doit faire reconnaître son diplôme, tout en apprenant l'hébreu en parallèle. En attendant, elle travaille dans un centre d'appels francophone pour faire vivre sa famille.

Ce parcours illustre bien les difficultés que nous observons sur le terrain : le centre d'appels comme point de passage, pas comme destination.

Ils peuvent constituer une solution utile à l'arrivée, mais ne doivent pas devenir, faute d'autres possibilités, la seule perspective professionnelle.

Hébreu professionnel, formations, reconnaissance des diplômes et de l'expérience, reconversions, passerelles vers les entreprises israéliennes : nous attendons là aussi des engagements précis.

>>>

Et pour les enfants et les familles ?

À leur arrivée, les parents sont d'abord confrontés au choix de l'école. Le système scolaire israélien, avec ses différents établissements et parcours, est différent du système français. Ils doivent pouvoir être informés et orientés afin de choisir l'établissement et le parcours les mieux adaptés à leur enfant.

Vient ensuite la langue. Les enfants apprennent souvent très vite à parler hébreu et à communiquer avec leurs camarades. Mais dans les familles francophones, le français reste naturellement la langue parlée à la maison. Certains peuvent donc manquer du vocabulaire nécessaire pour suivre pleinement leur scolarité, comprendre certaines consignes ou s'exprimer avec précision. Un renforcement de l'hébreu scolaire est essentiel pour leur donner toutes les chances de réussir.

> "Un renforcement de l'hébreu scolaire est essentiel pour leur donner toutes les chances de réussir."

Enfin, comment simplifier les démarches administratives des nouveaux Olim ?

Bitouah Leumi, santé, municipalité, fiscalité, logement, emploi... Lorsque l'on ne maîtrise pas encore l'hébreu, une démarche simple peut vite devenir compliquée.

Nous demandons donc la présence d'interlocuteurs francophones dans les principales administrations et services publics, capables d'expliquer les démarches et d'orienter les nouveaux Olim, tout en les conduisant progressivement vers l'autonomie.

À l'Espace francophone d'Ashdod, nous organisons d'ailleurs des permanences administratives pour accompagner les Olim dans les difficultés et les démarches qu'ils rencontrent au quotidien. Mais nos moyens humains et financiers sont nécessairement limités. Les associations font leur part : elles accueillent, accompagnent, expliquent et orientent. Elles ne peuvent cependant pas se substituer aux pouvoirs publics.

À l'approche du 27 octobre, c'est donc sur des engagements précis que nous souhaitons entendre les différentes formations politiques. L'enjeu n'est pas seulement de faire venir de nouveaux Olim, mais de leur donner les moyens de construire durablement leur vie en Israël. De leur côté, les Olim francophones ont aussi un rôle à jouer : s'informer sur les propositions des différentes formations et participer au scrutin, sans aucune consigne de vote de notre part. Voter, c'est aussi prendre sa place dans la société israélienne. Une politique de l'Alya ne se mesure pas seulement au nombre de nouveaux arrivants. Elle se mesure, quelques années plus tard, à leur maîtrise de l'hébreu, à leur insertion personnelle et professionnelle, à la réussite de leurs enfants et à la place qu'ils ont trouvée en Israël.



Le 27 octobre, Israël choisira ceux qui gouverneront le pays demain. À eux de nous dire aujourd'hui quels efforts ils sont prêts à engager pour que l'Alyah française de demain ne soit pas seulement une Alya plus nombreuse, mais une Alya réussie.

@BENCHALTIEL



« Scandale contre scandale, révélation contre révélation : la campagne semble davantage se jouer sur les accusations que sur les projets. »

Benjamin Chaltiel

Pour ou contre Netanyahou : la seule vraie question du 27 octobre ?

La campagne a commencé depuis quelques semaines et, depuis, tous les coups sont permis. Chaque camp accuse l'autre d'être responsable de tous les maux du pays et se présente comme le seul capable de protéger l'ensemble des Israéliens. Chacun renvoie à l'autre la responsabilité du 7 octobre. Les exemples ne manquent pas. Sara Netanyahou a laissé entendre que Yaïr Golan, chef des Démocrates, aurait été prévenu à l'avance de l'attaque du Hamas. Le tollé a été tel que le Premier ministre a dû démentir lui-même. En face, le 8 septembre, dernier jour de dépôt des listes, Haaretz a affirmé que Netanyahou aurait été averti, fin septembre 2023, d'une attaque imminente par le président des Émirats. Scandale contre scandale, révélation contre révélation.
Mais au fond, que dit cette campagne ?

Une campagne sans véritable programme

On y entend très peu de mesures concrètes. Les vrais sujets existent pourtant : la conscription des ultra-orthodoxes, la commission d'enquête d'État et la hausse du coût de la vie. Mais ils sont souvent réduits à des slogans. Il ne reste qu'un seul axe : avec ou contre Netanyahou.

L'opposition en a fait sa colonne vertébrale. Son thème fédérateur est une commission d'enquête d'État sur le 7 octobre, dont elle tient Netanyahou pour responsable. Au-delà, le projet reste flou. Cette opposition va de la gauche de Yaïr Golan à la droite d'Avigdor Liberman, et c'est le rejet d'un homme qui la cimente. C'est une coalition contre quelqu'un, pas encore une coalition pour quelque chose.

> "C'est une coalition contre quelqu'un, pas encore une coalition pour quelque chose."

Un paysage éclaté, des blocs au coude à coude

La grande nouveauté de ce scrutin s'appelle Gadi Eisenkot, ancien chef d'état-major. Son parti Yashar est arrivé en tête d'un récent sondage de Channel 12 avec 23 sièges, devant le Likoud (20) et B'Yachad de Naftali Bennett (13), liste commune menée par Bennett avec Yaïr Lapid en deuxième position.

Les instituts divergent pourtant : celui d'i24NEWS donne au contraire le Likoud en tête avec 27 sièges. Tous s'accordent sur un point : les deux blocs se tiennent à quelques sièges, et aucun n'atteint aujourd'hui les 61 sièges nécessaires

> "Les deux blocs se tiennent à quelques sièges, et aucun n'atteint aujourd'hui les 61 sièges nécessaires."

Netanyahu, le favori que personne n'attendait

D'abord, pour une raison arithmétique. L'opposition ne peut pas former de coalition sans les partis arabes, crédités d'environ 12 sièges, et Bennett comme Liberman refusent jusqu'ici d'en dépendre. Netanyahu le répète : sans Golan et les partis arabes, Eisenkot n'a pas de gouvernement. Pour beaucoup d'électeurs hésitants, l'argument pèsera au moment du vote.

Ensuite, parce qu'on l'a enterré trop souvent. Netanyahou a déjoué tant de pronostics qu'il serait imprudent de parier sur sa défaite.

Surtout, dans un Moyen-Orient en guerre, aucun autre candidat n'a sa stature internationale, et son bilan sécuritaire de ces trois dernières années est considérable.

>>

Le Hezbollah a été décapité avec l'élimination de Hassan Nasrallah en septembre 2024, après l'opération des bipeurs. Le Hamas a perdu Yahya Sinwar, Mohammed Deif et Ismaël Haniyeh. L'axe iranien a été affaibli au point de précipiter la chute de Bachar el-Assad en Syrie. Le programme nucléaire iranien a été frappé en juin 2025 avec l'appui des États-Unis. Le 28 février 2026, le guide suprême Ali Khamenei a été tué à Téhéran lors de frappes israéliennes, un coup qu'aucun dirigeant israélien n'avait jamais porté à la République islamique.

Les otages vivants sont rentrés en octobre 2025 dans le cadre du plan américain. Enfin, la relation avec Washington, dans la continuité des Accords d'Abraham de 2020, n'a jamais été aussi étroite, et sans elle rien de tout cela n'aurait été possible.
On peut juger l'homme comme on veut. Mais face à l'Iran, au Hezbollah, aux Houthis et à l'après-guerre à Gaza, l'expérience n'est pas un détail.

"On peut juger l'homme comme on veut. Mais face à l'Iran, au Hezbollah, aux Houthis et à l'après-guerre à Gaza, l'expérience n'est pas un détail."



Les ombres du bilan

Être honnête, c'est aussi reconnaître les ombres. Le 7 octobre reste une blessure que beaucoup d'Israéliens lui imputent. Son refus d'une commission d'enquête d'État et sa réticence à imposer une vraie conscription des ultra-orthodoxes créent des tensions jusque dans le Likoud. Son procès continue de peser sur la campagne.

Les électeurs trancheront.
Le 27 octobre, les Israéliens ne choisiront pas seulement un Premier ministre. Ils choisiront qui est le plus à même de tenir la barre dans la tempête. Et dans la tempête, les peuples reviennent souvent vers le capitaine qu'ils connaissent.

VÉRONIQUE DAHAN

DÉLÉGUÉE CONSULAIRE
FONDATRICE D'ISRAËL WOMEN

@VERONIQUEDAHAN55



« Une voix française, sioniste, patriote et engagée en Israël.»

Véronique Dahan

À l'approche des élections législatives du 27 octobre, je souhaite m'exprimer sur les grands enjeux qui concernent l'avenir d'Israël ainsi que sur les préoccupations de notre communauté francophone.
Je suis Véronique Dahan, Française vivant en Israël depuis seize ans, déléguée consulaire à Tel-Aviv et fondatrice d'Israël Women. Je me définis comme sioniste et patriote d'Israël, parce qu'Israël est mon pays, mon foyer et l'avenir de mes enfants et de mes petits-enfants.

Être patriote, être sioniste

Être patriote, ce n'est pas opposer les uns aux autres. C'est aimer son pays, vouloir le protéger, défendre son unité et contribuer à son avenir. Être sioniste, c'est affirmer le droit du peuple juif à vivre libre, en sécurité et avec dignité sur sa terre ancestrale.

Des élections dans un moment décisif

Ces élections interviennent dans un moment décisif. Plusieurs enjeux majeurs devront guider notre réflexion : la sécurité de nos citoyens et de nos soldats, le retour de tous les otages, l'unité du pays, le coût de la vie, le logement, l'emploi, la santé, l'éducation et l'intégration des nouveaux immigrants.

Israël doit pouvoir se défendre avec détermination face à ceux qui menacent son existence. Nous avons également besoin de responsables capables de rassembler, de faire passer l'intérêt national avant les divisions et de préserver l'identité juive et démocratique de notre État.

"Nous avons également besoin de responsables capables de rassembler, de faire passer l'intérêt national avant les divisions et de préserver l'identité juive et démocratique de notre État."

Une voix pour la communauté française

La communauté française d'Israël est dynamique, active et profondément attachée au pays. Elle doit pouvoir s'informer, échanger et faire entendre sa voix. C'est aussi le rôle de la nouvelle Radio France Israël, une radio qui donne la parole aux francophones, à leurs initiatives, à leurs préoccupations et à leurs passions, partout dans le monde, 24h/24.

www.radiofranceisrael.com

Nous devons voter, nous informer et faire entendre une voix française, sioniste, patriote et responsable. Israël n'est pas seulement le pays où nous avons choisi de vivre. C'est notre maison. Le défendre, le renforcer et le transmettre aux générations futures est notre responsabilité commune.

SHANI DOIZON | DÉLÉGUÉE CONSULAIRE

@DOIZONSHANI



« Personne ne viendra frapper à la porte pour nous. Alors, autant la pousser ensemble. »

Shani Doizon

Intégration des Olim francophones : pourquoi notre logiciel doit changer

Nous avons probablement tous déjà entendu un responsable politique israélien s'adresser directement au public francophone, notamment à l'approche des échéances électorales. Et pourtant, à ce jour, aucun député français à la Knesset n'a été nommé ministre chargé du portefeuille de l'Alya et de l'Intégration.

Nous sommes nombreux, francophones actifs et attachés à Israël. Mais le poids politique de la communauté française reste inférieur à ce qu'il pourrait être. À l'approche des élections, ce décalage se fait particulièrement sentir. Il tient moins à un manque d'engagement qu'à un manque de méthode.

Chaque profil d'Olim apporte ses propres difficultés, et celles-ci s'additionnent. Si certains problèmes ont trouvé des réponses, d'autres sujets dépassent désormais ce que les initiatives citoyennes peuvent résoudre seules.

Les associations, souvent efficaces et indispensables, agissent chacune sur leur terrain, sans ligne commune ni interlocuteur unique face aux institutions. Or, en Israël, les administrations répondent plus facilement aux groupes capables de présenter une demande claire, structurée et portée par une voix collective.

Faute de relais et de capacité à s'organiser autour d'objectifs communs, le réflexe est alors de se tourner vers ce qui rassure : le quartier où l'on parle français, le médecin francophone, le réseau professionnel constitué de compatriotes. Autant de choix compréhensibles, mais qui peuvent progressivement créer une bulle confortable, éloignant d'une intégration pleine et entière.

Comprendre le système israélien pour mieux faire entendre sa voix

Au-delà de ces facteurs, un autre élément pèse dans l'équation : la manière dont nous abordons Israël.

Dans la vie sociale comme en politique, les Olim ont parfois tendance à transposer le système français qu'ils connaissent à une réalité israélienne qui fonctionne selon des règles très différentes.
L'Agence juive le rappelle dès les premières démarches d'Alya : « Rien ne viendra tout seul, personne ne frappera à votre porte pour vous annoncer vos droits. »

Cette logique vaut également dans les urnes. En France, le vote repose largement sur le choix d'un programme et d'un parti. En Israël, le système parlementaire et le jeu des coalitions donnent également une place importante à la capacité des différents groupes et de leurs représentants à négocier et à faire valoir leurs intérêts : orthodoxes, russophones, Éthiopiens, etc...

Comprendre cette réalité ne signifie pas renoncer à son identité française. Cela signifie apprendre à agir dans le système israélien tel qu'il fonctionne.
En Israël, il ne suffit pas d'attendre que le système vienne à nous : il faut apprendre à agir à l'intérieur de celui-ci.

> "En Israël, il ne suffit pas d'attendre que le système vienne à nous : il faut apprendre à agir à l'intérieur de celui-ci."

>>

La jeunesse : intégrer avant l'âge de 18 ans

Deux domaines restent aujourd'hui des angles morts de l'intégration.

Le premier concerne la jeunesse. D'un côté, le décrochage scolaire de certains adolescents inquiète. De l'autre, les parcours militaires de jeunes arrivés en Israël à l'adolescence avec leurs parents soulèvent également des difficultés. Cette problématique ne peut pas être traitée uniquement à l'âge de 18 ans, au moment de la convocation à l'armée. L'intégration se prépare bien avant, sur les bancs du collège et du lycée, où existent déjà des leviers encore insuffisamment exploités.

L'obtention du baccalauréat israélien exige notamment des heures de bénévolat dans le cadre du programme d'engagement social Meoravout Hevratit. Or, rien n'impose aujourd'hui que ces heures soient effectuées en hébreu. De nombreux jeunes Olim, de la seconde à la terminale, effectuent leur bénévolat au sein de leur propre communauté. Ils accomplissent certes une mission utile, mais manquent parfois l'occasion de sortir de leur environnement francophone.

Une première piste serait donc de réserver une partie de ces heures à des structures hébraïsantes : Magen David Adom, services jeunesse des municipalités, associations locales ou encore soutien scolaire auprès d'enfants israéliens. À 15 ans, parler hébreu avec des ambulanciers, des éducateurs ou des jeunes Israéliens de son quartier peut changer le rapport à la langue et, par conséquent, au pays, parfois davantage qu'une heure de cours supplémentaire.

L'intégration ne se décrète pas à 18 ans : elle se construit dès l'adolescence, au contact de la société israélienne.

Cette immersion pourrait également se prolonger dans le cadre scolaire. Les cours d'histoire et d'éducation civique destinés aux jeunes Olim pourraient intégrer davantage de sorties éducatives et de rencontres avec des acteurs de la société israélienne.

L'objectif serait de créer un lien concret avec le pays et de renforcer l'attachement de ces jeunes à leur société d'accueil bien avant l'âge de l'incorporation, plutôt que de découvrir cette réalité au moment de l'entrée dans l'armée.

L'emploi : transformer le confort en tremplin

Le second angle mort se situe à l'autre bout du parcours : dans le monde professionnel, où il est souvent plus facile de trouver un emploi au sein d'un cercle francophone.

Le confort est certes réel, mais le prix à payer l'est aussi : moins d'hébreu au quotidien, moins de contacts avec les collègues israéliens et moins d'accès aux réseaux grâce auxquels une carrière peut progresser dans ce pays. L'enjeu est de faire de l'embauche un tremplin plutôt qu'un cocon. Nous pourrions, par exemple, suggérer au gouvernement d'accorder une baisse des charges patronales aux entreprises israéliennes, conditionnée à un certain degré de mixité linguistique et culturelle.

> "L'enjeu est de faire de l'embauche un tremplin plutôt qu'un cocon."

>>

Pour bénéficier de ces subventions, l'entreprise devrait obligatoirement intégrer le salarié francophone dans un environnement de travail hébraïsant. Avec ce fonds, l'État ne subventionnerait pas seulement un emploi : il financerait une véritable passerelle sociale et culturelle. Les sociétés participantes pourraient en outre obtenir un label valorisé dans l'indice Maala, un atout considérable dans le cadre des appels d'offres.

"Pour bénéficier de ces subventions, l'entreprise devrait obligatoirement intégrer le salarié francophone dans un environnement de travail hébraïsant."

Le parrainage : créer des liens au-delà de la communauté

À ces deux sujets s'ajoute une dernière initiative, mais non des moindres : le parrainage.

Il faut que ce dispositif soit véritablement effectif. Une famille française déjà installée en Israël pourrait parrainer une nouvelle famille d'Olim, tout en l'associant également à une famille israélienne.



Certaines initiatives méritent d'être saluées ici ou là. Mais toutes ces mesures ont un point commun : elles ne peuvent véritablement fonctionner qu'à grande échelle. Pour cela, il faut que l'État se saisisse de ces problématiques, mais surtout des opportunités qu'elles représentent pour améliorer l'intégration des Français, dans l'intérêt général.

Personne ne viendra frapper à notre porte pour nous. Alors, autant la pousser ensemble.

GUILLAUME BENSOUSSAN

RESPONSABLE DE RECONQUÊTE POUR LA 8e CIRCONSCRIPTION - DOCTEUR EN CHIMIE

RECONQUÊTE! | ISRAËL

@GUILLAUMEBENSOUSSAN



« Les Russes n'ont pas reçu le pouvoir : ils se sont organisés pour le conquérir. »

Guillaume Bensoussan

Pourquoi les Russes pèsent, et pas nous ?

En une génération, les Juifs venus de l'ex-URSS se sont fait une place de premier plan dans la vie politique israélienne ; les Français d'Israël, eux, peinent encore à se faire entendre. À la veille des législatives du 27 octobre, regards comparés sur ce que la réussite russe dit de nos propres insuffisances, et comment y remédier.

Chaque nouvelle campagne électorale israélienne charrie avec elle son lot de constantes. Avigdor Lieberman en est une. Né à Kichinev, en Moldavie, arrivé en Israël en 1978 à l'âge de 20 ans, ministre aux multiples portefeuilles, Lieberman a su persévérer pour rendre incontournable la voix des russophones dans le paysage politique israélien.

Son parti, Israël Beitenou, fondé en 1999, est crédité de 9 sièges sur 120 aux prochaines législatives, soit 7,5 % de la future représentation nationale. Une position de faiseur de rois que Lieberman s'est toujours fait fort d'exploiter avec finesse et habileté.

Je suis franco-israélien, et ce depuis onze ans désormais. Ces dernières années, une question simple, presque naïve, vient régulièrement me tarauder. Une question que je crois partagée par bon nombre d'entre nous autres Français, sans que souvent nous n'osions la formuler à voix haute :
Pourquoi eux les Russes et pas nous ?

Une histoire de déclassement... et de conquête

Pour tenter d'y répondre, revenons trente-cinq ans en arrière. Entre 1989 et la fin des années 1990, près d'un million de Juifs de l'ex-URSS débarquent en Israël, qui compte alors moins de cinq millions d'habitants. L'équivalent, rapporté à la France, d'une douzaine de millions de personnes arrivant en une seule décennie.

Les deux tiers exercent des professions scientifiques, académiques ou techniques. Israël reçoit d'une traite quelque 17 000 scientifiques, 35 000 enseignants et près de 40 000 médecins, dentistes ou infirmiers : davantage, dans certaines catégories, que ce que le pays lui-même en compte à ce moment-là. Or Israël n'a pas besoin de 40 000 soignants supplémentaires. Moins encore de violonistes ou de clarinettistes. Alors, le récit est connu : les docteurs en astrophysique se sont mis à passer, durs au mal, la serpillière dans les bureaux vides tard la nuit. Les cardiologues se sont reconvertis en aides à la personne dans les maisons de retraite. Le chimiste russe devenu balayeur de rue dans les années 1990 relève de tout sauf du cliché mensonger.

Ces Juifs qui arrivaient en Israël ont su manger leur pain noir, avaler des couleuvres, accepter leur déclassement temporaire. Mais parallèlement, en silence, ils apprenaient l'hébreu, repassaient leurs examens et se constituaient en corporations et autres groupes ethno-linguistiques.
L'Alya russe n'a bénéficié ni de faveurs, ni de passe-droits. Ni, et c'est d'ailleurs primordial, de billet retour.

"L'Alya russe n'a bénéficié ni de faveurs, ni de passe-droits. Ni, et c'est d'ailleurs primordial, de billet retour."

Ces immigrants avaient en effet très vite compris une chose que nous nous ingénions encore à discerner :

Accueil ne rime pas avec accès

On leur a souri, on les a nourris et logés dans des caravanes. Mais un million de nouveaux venus, dans un pays de cinq millions, ne correspondent à rien d'autre qu'à une redistribution de cartes terriblement menaçante. Les Israéliens déjà installés l'ont vu, et ont agi en conséquence. Postes à responsabilités, rémunérations élevées, strapontins politiques : tout ceci devait impérativement rester dans le giron de ceux tenant déjà le haut du pavé. >>>

Ce qu'on ne leur accorderait pas, il faudrait aller le chercher avec les dents.

Avec les dents et sans filet de sécurité. Le Juif soviétique de 1990 quittait un empire en décomposition, sans maison où rentrer ni pays qui l'attendît. Pour lui, c'était marche ou crève. Mais chaque marche gravie l'était pour de bon : le passeport israélien valait mieux que celui qu'il laissait derrière lui, et la vie qu'il bâtissait, fût-ce depuis le bas de l'échelle, valait mieux que celle qu'il avait fuie.

Quand l'entraide devient pouvoir

En 1996, Natan Sharansky né Anatoli Borissovitch Chtcharanski fait entrer à la Knesset le parti Israël BaAliyah et ses sept députés, et devient ministre dans la foulée. Trois ans plus tard, Lieberman fonde Israël Beitenou.
Ces deux partis viennent couronner une petite société dans la société, bâtie dès les premières années : une presse russophone foisonnante, le théâtre Gesher fondé en 1991 par des comédiens immigrés, des réseaux d'entraide professionnelle, des commerces taillés pour cette clientèle.

La chaîne Tiv Taam, aujourd'hui incontournable à Tel Aviv, a fait ses premières armes en servant précisément ce public, ses charcuteries et ses produits demeurant largement introuvables ailleurs. Tout cela a été raillé, moqué, dénoncé : le « ghetto russe », les enseignes en cyrillique, l'accent à couper au couteau.

Trente ans plus tard, ce même ghetto dispose d'un groupe parlementaire puissant dont les électeurs dépassent désormais largement les frontières du seul public russophone. Ils ne se sont pas contentés de vivre en Israël. Ils ont appris à y compter.

Les Français : un paradoxe israélien

Examinons à présent, en miroir, notre propre situation. Les Français d'Israël sont nombreux, largement diplômés, assez souvent aisés, fortement concentrés. Nous avons tout, sur le papier, pour peser. Et pourtant, nous ne représentons à peu près rien en matière d'influence publique, politique, voire culturelle.

Le paradoxe tient en une phrase nous avons été communautaires là où il ne fallait pas, et sommes restés de sages républicains là où il aurait fallu faire bloc.

Un communautarisme à l'envers, en somme, auquel j'identifie deux raisons essentielles.
La première tient au pli républicain que la France inculque ou inculquait à ses citoyens. La seconde tient à une pente, celle de l'entre-soi, commune à toutes les immigrations du monde. La République nous a enseigné, depuis notre émancipation au moment de la Révolution, que l'on ne doit exister dans l'espace public qu'en tant que Français.

Le Juif de France a intériorisé — à raison, et parfois à son insu qu'il fallait être Juif chez lui et Français dehors ; se méfier du communautarisme ; tenir l'entraide entre membres du même groupe pour une forme de passe-droit à proscrire, idéalement. Ce réflexe était une vertu républicaine à Paris. Transposé à Jérusalem, il devient un lourd handicap. Car la société israélienne, qu'on le déplore ou non, est une mosaïque de communautés qui négocient, s'allient, se disputent le gâteau. Ici, qui ne se rassemble et ne s'organise pas n'existe pas dans l'espace public.

"Ils ne se sont pas contentés de vivre en Israël. Ils ont appris à y compter."

"Ici, qui ne se rassemble et ne s'organise pas n'existe pas dans l'espace public."

>>

Le piège de l'entre-soi

L'Alya, loin de guérir ce réflexe, l'a aggravé. Que n'avons-nous entendu de Français nouvellement immigrés déclarer en substance : « Alea jacta est », « La France est derrière moi » ou, moins prosaïquement, « J'ai ouvert une nouvelle page de ma vie : adieu veaux, vaches, cochons, couvées. »
Ce pacte républicain de neutralité dans l'espace public, que nous manquions parfois d'exécuter avec application en France, certains l'appliquent ici avec le zèle du converti.

Par souci de cohérence aussi. Selon un raisonnement de ce type : « Si ma judéité était le primum movens de mon identité (Juif de France plutôt que Français juif), alors maintenant que je foule enfin le sol d'Israël, il s'agit pour moi d'aligner précautionneusement déclarations et agissements passés. Je suis désormais Israélien ; me rassembler politiquement ici en tant que Français reviendrait à démentir la raison même de mon départ. » Politiquement étant pris ici au sens large, comme concernant tout ce qui touche à la vie de la cité.

Toutefois, la tâche est bien loin d'être aisée, et ce pour une raison simple : appartenir à une minorité relève toujours de la bouée de sauvetage quasi-insubmersible. Plus le dénominateur commun d'un groupe est étroit à l'échelle de la communauté nationale, plus les liens se tissent facilement en son sein. En France, ce dénominateur était la judéité. En Israël, cette même judéité devient la règle ; c'est la francité qui se fait minoritaire, et c'est à elle désormais que l'on se raccroche. Mais on s'y raccroche en privé, à table, au marché, à la synagogue ; jamais là où les choses se décident. Voilà pour le pli républicain. Reste la pente de l'entre-soi.

Elle se lit d'abord sur une carte. Il y a chez tout immigrant un instinct parfaitement naturel : s'installer là où l'on retrouvera les siens.

À Netanya ou Raanana, le phénomène relève de l'autocatalyse : la présence de Français attire des Français, qui attirent à leur tour d'autres Français, et la réaction d'agrégation s'entretient d'elle-même. À Jérusalem et à Tel Aviv joue un autre ressort : deux mille ans de diaspora ont fait du Juif un homme des villes plutôt qu'un homme des champs, concentré sur les grandes agglomérations de peuplement, exigences de casherout et de minyan entre autres obligent. Rien de honteux à pareil instinct. On peut ainsi vivre vingt ans à Netanya, entre boulangerie, médecin francophone et synagogue où le rabbin n'aura jamais prêché que dans la langue de Molière, tout en n'ayant jamais eu à s'appesantir sur le fonctionnement des institutions israéliennes, la culture profonde du pays ou les enjeux politiques des prochaines élections. L'entre-soi rassure, mais ne permet pas, trivialement, de s'extraire de sa propre condition.

Au-delà de la communauté : construire une véritable force politique

Qu'on ne se méprenne pas : je ne reproche pas aux Français de se rassembler ni de s'aimer plus qu'ils n'aimeraient le reste des Israéliens. Mais je regrette le fait que nous nous contentions de ce peu. Le regroupement qui consiste à parler, manger ou se plaindre en français des lenteurs de l'administration israélienne, ou de l'incapacité absolue des automobilistes de ce pays à utiliser leurs clignotants, est une chose. L'organisation qui consiste à former des cadres, placer des gens, financer des candidats, peser sur une municipalité puis sur une coalition en est une autre. Les Russes ont fait les deux. Nous nous sommes bornés au regroupement de population. Nos structures sont donc restées à la taille de nos ambitions. Il en existe, et je salue ceux qui les font vivre à bout de bras.

"Nos structures sont donc restées à la taille de nos ambitions."

>>>

Le modèle américain : quand l'entraide devient institution

Mais d'autres groupes ont leurs propres circuits puissants, et tout un chacun le voit. Il existe, par exemple, une aristocratie ashkénaze dont les enfants passent par les unités de renseignement d'élite, 8200 en tête, pour déboucher sur la high-tech et ses salaires, et dont les fils, statistiquement, voient moins souvent le feu que ceux des implantations de Judée-Samarie. Les olim américains, eux, bénéficient d'une déférence qui doit sans doute quelque chose au fait que leur pays d'origine est le protecteur et le premier bailleur d'Israël. À nouveau, je n'incrimine personne. Je constate que ces réseaux existent, qu'ils fonctionnent, et que nous n'en avons pas d'équivalent.

L'alya américaine fonde Nefesh B'Nefesh en 2002. Le premier vol affrété coûte deux millions de dollars et transporte 360 personnes. Vingt ans plus tard, l'organisation revendique plus de 80 000 olim accompagnés, et l'État, depuis 2008, lui a confié la gestion de l'alyah nord-américaine en finançant un tiers de son budget. Autrement dit, les Américains ne se sont pas contentés de s'entraider : ils ont bâti une institution avec laquelle l'État traite d'égal à égal. Qui, du côté français, peut en dire autant ?

Personne ne viendra depuis les structures étatiques constituées pour modifier cet état de fait. C'est, je crois, la leçon, rude et salutaire, que nous donne une génération de médecins soviétiques qui balayaient les couloirs des hôpitaux où ils auraient pu opérer.

Ils n'étaient pas plus riches que nous, bien au contraire. Ils n'ont pas non plus été mieux accueillis. Ils étaient simplement déterminés à s'organiser.

> "Ils étaient simplement déterminés à s'organiser."

Une détermination que la nécessité, certes, leur dictait. Elle nous fait défaut pour le motif exactement inverse, et c'est là, je crois, la raison qui commande au moins à la précédente : nous avons toujours disposé d'un filet de sécurité. L'olch français fait souvent le chemin contraire de l'olch soviétique. Il troque un niveau de vie confortable contre un niveau de vie moindre, au nom d'un idéal.

Beaucoup d'entre nous, de surcroît, sont les enfants ou les petits-enfants d'un premier exil, qui menait brutalement nos familles d'Afrique du Nord vers la France il y a soixante ans à peine ; à la seconde valise, en un laps de temps si court, l'appétit de conquête s'émousse immanquablement. La mémoire familiale, collective, transmise à une échelle temporelle inférieure à celle d'une génération, laisse des traces.

Et surtout, nous gardons dans un tiroir un passeport qui nous rouvre à tout moment les portes de Roissy. La France est, pour beaucoup d'entre nous, un plan B apaisant. On ne peut se battre avec l'énergie du désespoir quand il est toujours possible de revenir aux réglages d'usine.

Les élections qui viennent ne régleront pas cette question ; elles ont seulement le mérite de nous permettre de nous la poser. Si nous voulons compter dans la construction de ce pays, individuellement et collectivement, il nous faudra désapprendre ce que la France nous a si bien appris.
Et nous résoudre à exécuter par choix ce que ceux qui débarquaient, il y a trente ans, avec leurs valises en carton et sans billet retour, ont accompli par impératif.

VIÑA MEMORIAS



L'âme de l'Espagne, le caractère des vieilles vignes

CASHER LEMEHADRIN · BIO · VIGNES CENTENAIRES · VALENCIA, ESPAGNE

www.vinamemorias.com · Disponible en France et en Israël